souffles

SPECIAL

POUR LA REVOLUTION PALESTINIENNE



souffles

revue maghrébine littéraire culturelle trimestrielle
siège social 4 avenue pasteur rabat - maroc ccp 989 79 tél. 235-92
responsable : abdellatif laâbi

spécial palestine

sommaire

documents

action plastique

bibliographie palestine

index des participants

---

couverture mise en page mohammed chebaa impression emi tanger

N° 15 SPECIAL 4e année 3e trimestre 1969

au lecteur

Avec ce numéro spécial « Pour la Révolution Palestinienne », notre groupe d'action inaugure, bien qu'elle se dessinât déjà dans nos dernières parutions, une nouvelle orientation de la revue.

En effet, il nous est apparu depuis plusieurs mois qu'une revue essentiellement littéraire pouvait devenir, à la limite, une sorte de « luxe » vu les carences innombrables de la presse nationale et ses limites, vu aussi l'émergence de potentialités créatrices de plus en plus nombreuses et décidées à apporter leur contribution non seulement à l'édification d'une nouvelle culture nationale mais également à l'approche scientifique de nos réalités et à la réflexion sur les voies de transformation de notre société.

De plus, elle répond aux souhaits de la majorité des lecteurs et amis qui se sont progressivement convaincus que notre revue pouvait et devait devenir un instrument adéquat de travail, de communication et de combat ouvert à toutes les disciplines.

Ce souci d'élargissement de l'éventail des préoccupations de la revue vient aussi du fait que SOUFFLES, grâce au dynamisme de son groupe d'action qui s'est porté sur tous les fronts du militantisme culturel, grâce à la pureté de ses exigences et de ses buts, a pu gagner la sympathie et le soutien de nombreux créateurs au Maghreb et dans le monde arabe, ainsi qu'en Afrique et en Amérique Latine.

Nous sommes d'autant plus heureux de ces confrontations nouvelles que nous les considérions dès le début de notre entreprise comme une nécessité pour la clarification de nos propres données culturelles et pour l'affirmation décisive de cette prise en charge par les créateurs du Tiers-Monde de leur culture, histoire, société.

Ce numéro consacré à la Palestine, nous l'avons voulu contribution de la part des intellectuels et créateurs maghrébins à la clarification du problème palestinien, au soutien de la lutte de libération nationale du peuple palestinien (et ceci par tous les moyens et formes d'expression) mais surtout prise en charge responsable et collective de la cause palestinienne.

L'appel que nous avions lancé il y a presque un an pour la constitution de ce numéro a été entendu. Et nous nous réjouissons d'autant plus de ces réponses ferventes, exigeantes et ouvertes qu'elles proviennent pour la plupart d'intellectuels marocains et maghrébins connus pour leurs positions progressistes, pour leur participation concrète à la lutte nationale dans le passé comme dans le présent.

De son côté, toute l'équipe de notre revue s'est mobilisée pour apporter le support culturel nécessaire à ce numéro, et pour indiquer encore une fois la liaison organique de la création et de l'action culturelles avec le combat national et les causes vitales de notre peuple.

Il va sans dire que l'appel pour la constitution de ce numéro ayant été adressé à des progressistes de tendances et de tempéraments différents, nous ne pouvions compter sur une unité totale de pensée et d'appréciation.

Le lecteur relèvera certainement avec nous ici ou là des contradictions d'un article à l'autre. Disons toutefois que ces contradictions sont restreintes et qu'elles permettent d'ouvrir des débats utiles non seulement pour notre propre prise de conscience et désaliénation, mais aussi pour la cause palestinienne chez nous.

Mais ce numéro ne saurait être un autre « dossier » à ajouter à la bibliographie déjà immense sur la Palestine. Il n'a de sens à nos yeux que s'il est senti par tous comme un appel à l'action, comme une plateforme à partir de laquelle chacun définira ses responsabilités, ses obligations, et apportera sa contribution à ce mouvement irrévocable qui ébranle la nation arabe et dont les combattants palestiniens dégagent, à l'avant-garde, les voies éblouissantes.

SOUFFLES

samih al qassim (palestine)

le cinq du mois de juin dernier
nous avons retourné à la mort
ses valises diplomatiques

le cinq du mois de juin dernier
nous avons démuni le vent occidental
de toutes les décorations entachées
du sang
des enfants et de la honte des décombres

le cinq du mois de juin dernier
tous les exécutés se sont envolés
au siège de l' O N U
et ont investi sa séance extraordinaire

le cinq du mois de juin dernier
toutes les faces de la terre
se sont révélées à nous

le cinq du mois de juin dernier
les pays du vent occidental
ont perdu à jamais
les puits du pétrole arabe

le cinq du mois de juin dernier
je ne pleure pas
je ne ris pas
. . .

le lecteur se souvient
ou ne se souvient pas
de ce que nous avons conté plusieurs fois
dans les anciens diwans
. . .

mais pour que tout le monde comprenne
ce que j'ai dit
je le répète
le 5 juin dernier
nous sommes revenus au monde

traduction inédite de a. laâbi

PALESTINE



comportements de nos cadres devant le problème palestinien

par **omar benjelloun**

Introduction : la multiplicité des éléments de confusion

Jamais, pour aucun peuple colonisé, la confusion idéologique n'a revêtu une importance aussi primordiale, n'a eu de conséquences aussi dramatiques que dans le cas de la Palestine. A la différence de tous les peuples colonisés d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, le peuple palestinien a dû consentir une étape supplémentaire de lutte et de sacrifices par rapport à tous les mouvements de libération nationale. Sans compter les luttes d'avant 1948 et les vingt années de silence organisé sur l'existence même de ce peuple, le voilà qui mène depuis quatre années la lutte armée d'abord pour convaincre les milieux dits anti-colonialistes que la Palestine est la patrie d'un peuple et qu'Israël n'est rien d'autre qu'une occupation de « type colonial ».

Pour avoir la mesure de la confusion idéologique et de ses conséquences sur le problème palestinien, il suffit de reprendre l'exemple de Jean-Paul Sartre, un homme qui a prouvé dans l'action son hostilité au colonialisme, qui s'est rangé totalement du côté du peuple algérien durant sa guerre de libération. Cet homme participait aux « tribunaux » concernant les crimes de l'impérialisme au Vietnam et défendait en même temps Israël et la politique de Moshé Dayan qui revenait de Saïgon où il avait recruté les pilotes criminels chargés de bombarder le Vietnam du Nord. Cet exemple montre à quel point les milieux dits anti-colonialistes d'Europe Occidentale et d'Amérique du Nord, y compris les penseurs qui ont prétendu remettre en question tous les postulats de l'idéologie bourgeoise, sont en réalité prisonniers de toutes les évidences mensongères accumulées depuis la fin du 19e siècle comme faisant partie de la pensée de « gauche ».

Il s'agit en fait d'évidences nées d'une série de faits qui vont de l'affaire Dreyfus au massacre de millions de juifs par les nazis, de faits spécifiques à la société de l'Europe occidentale capitaliste dont le nazisme est l'enfant et le produit. Soutenir la création d'Israël, puis les agissements d'Israël, est pour le monde occidental avec sa droite et sa « gauche », une façon de se donner bonne conscience. Mais plus la vérité du sionisme apparaissait, plus il était difficile de justifier le sort réservé à la patrie palestinienne et à son peuple par l'hostilité au nazisme disparu, plus la société occidentale et les idéologues de l'impérialisme et du sionisme enfantaient des théories changeantes, qui semblent divergentes ou même opposées, mais qui en fait tendent au

action plastique, affiche melehi

même but : justifier et préserver l'existence d'Israël. Cela va de la « tête de pont occidental », au « pacifisme » militant de Rodinson, en passant par le thème du réalisme, du fait accompli et « du développement économique régional ». Il s'agit en fait d'une adaptation constante des méthodes de diversion et de falsification aux réalités, méthodes dont l'efficacité est liée à la mainmise grandissante des réseaux sionistes sur l'édition et la presse occidentales, particulièrement celles dites de gauche.

Parmi les victimes du conditionnement idéologique et culturel se trouvent les cadres de l'Afrique du Nord qui ont reçu l'enseignement colonialo-bourgeois de la France et dont l'esprit a été plus facilement façonné par les milieux français dits de gauche, en raison du soutien qu'ils ont apporté au mouvement national nord-africain. On se souvient du cri lancé par Ahmed Ben Bella « Nous sommes des arabes, des arabes, des arabes ». On se souvient de ce que de très nombreux intellectuels nord-africains en ont été surpris ou scandalisés, chacun reprenant à son compte l'une des explications intéressées qui en ont été présentées par la presse française. Il a fallu le choc de juin 1967, et la Résistance Palestinienne, pour que ces cadres commencent à remettre en question les évidences mensongères propres à la culture occidentale, et nées de faits historiques propres à la société européenne, des faits auxquels nous sommes totalement étrangers.

Mais il s'agit d'une remise en question qui ne porte pas sur l'essentiel, l'analyse et le comportement ayant toujours pour fondement les conceptions occidentales, le « réalisme » qui veut ignorer la réalité concrète, la soit-disant objectivité qui méconnaît l'objet même de ce qu'on appelle indifféremment le conflit israélo-arabe, la crise du Moyen-Orient, le problème palestinien, etc... Il s'agit d'une remise en question qui se limite à prendre en considération la Résistance Palestinienne comme un fait nouveau qui change les données anciennnes et qui pose le problème véritable, celui de l'existence d'Israël. Il s'agit en fait de la même évolution que celle des idéologues du sionisme et de la gauche européenne. Il s'adaptent à la situation nouvelle, dénoncent le dynamitage des maisons, reprochent aux victimes du nazisme de reprendre à leur compte les méthodes du nazisme, mais tout cela pour suggérer des rencontres, créer des comités de paix, appeler aux solutions « fédérales » et « confédérales », etc...

Ceux-là, et à leur tête Rodinson, Uri Avnery, (ce fameux député israélien, ce « patriote israélien » qui se dit « antisioniste »), ces progressistes, ces révolutionnaires sont actuellement l'instrument le plus subtil, le plus efficace du sionisme sur le front de la propagande et de l'intoxication. Aucun d'eux ne remet en question l'existence de l'Etat d'Israël en tant qu'entité, ne pose le problème de l'usurpation de la patrie palestinienne. Ils se contentent de discuter les « structures actuelles » d'Israël, de dénoncer l'expansionnisme de ses dirigeants, etc..., attendent d'eux qu'ils se « désionisent » pour construire « l'Etat binational », les différentes formes de collaboration, de confédérations, etc... Ils sont au sionisme et à la politique d'Israël, ce que les membres de « conscience française » étaient au Protectorat pendant notre lutte pour l'Indépendance nationale — « conscience française » et « présence française », phénomènes qui naissent et s'opposent au moment où la résistance populaire armée ébranle sérieusement l'édifice colonial. L'embryon de l'idée néo-colonialiste naît sous les dehors du paternalisme humanitariste, pense à l'avenir, prépare les moyens de préserver l'essentiel et s'oppose aux intérêts retardataires dont la cruauté exprime le désespoir, le sentiment de la fin qui approche.

Présence sioniste et conscience sioniste, décision objective du travail qui tend à préserver l'essentiel. « Je ne veux pas d'un peuple libéral, anti-colonialiste et anti-militariste, parce que ce serait un peuple mort » répond Golda Meir à un journaliste qui s'inquiétait de la

disparition des « valeurs du peuple juif » à cause des méthodes proprement nazies utilisées contre les arabes. On ne voit pas ce qu'ont pu être ces prétendues valeurs de ce prétendu peuple dont l'existence même a pour origine et pour fondement le plus grand vol de l'histoire, le vol d'un pays. Et le voleur n'a pas de constitution, ne veut pas dire où s'arrête le pays qu'il entend voler, et par la voix de ses dirigeants proclame que c'est à Israël de déterminer lui-même ses frontières.

Quel est le juif qui se dit anti-sioniste et qui dénonce sans réserves le vol, qui remet en question l'existence d'Israël, sans consacrer l'essentiel de son propos d'abord à un long rappel historique des injustices subies par les juifs, puis au problème du sort des deux millions de juifs émigrés. Par ce biais, et grâce à cette démarche en arc de cercle, il renverse le problème, pour le poser aux arabes, pour le poser aux palestiniens, aux victimes du vol. Oui, mais, oui mais... Je reconnais le droit du peuple palestinien, la légitimité de la Résistance, etc... mais quelle est la solution ? Vous n'allez tout de même pas me dire comme Choukeïri qu'il faut « les jeter à la mer » ? Les principes sont saufs, excepté le plus élémentaire de tous, à savoir que ce n'est pas à la victime d'un vol qui continue qu'on demande la solution.

Le point de vue garde l'accent de la sincérité, l'allure de l'homogénéité et le ton du marxisme-léninisme ! Cela atteint le sublime lorsque la psychologie et la sociologie s'en mêlent, lorsque le progressiste dit antisioniste s'ingénie à vouloir démontrer « qu'Israël n'est pas une nation ».Celui-là, au lieu d'inverser le problème fondamental, au lieu de poser les alternatives à la victime plutôt qu'à l'occupant, sert ce dernier en déplaçant la discussion, en entretenant un débat artificiel créé de toutes pièces. Le combat sanglant d'un peuple dont la patrie a été volée pour servir de base à l'impérialisme et de point de rassemblement du sionisme, se transforme en un sujet d'histoire ancienne. Mais on ne peut exiger plus des intellectuels juifs, si l'on a une idée tant soit peu concrète des méthodes de pression exercées par les réseaux sionistes sous différentes formes et dans tous les domaines.

Mais ce n'est pas de ceux-là qu'il s'agit ici — ni de leur subjectivité ou de leur sincérité en tant qu'individus. Les observations qui précèdent ont pour but de donner une première idée de la multiplicité des éléments de confusion qui entourent le problème palestinien et déterminent le point de vue et le comportement des intellectuels nord-africains formés à l'école capitalo-coloniale française. Cela exige :
1°) de voir comment le sionisme est le premier bénéficiaire de toutes les évidences de l'idéologie bourgeoise règnante, et surtout de celles attachées à la littérature néo-coloniale consacrée au « sous-développement ». Pour bien montrer le caractère mensonger de ces évidences, nous devrons nous attarder sur des aspects qui ne sont pas particuliers au problème palestinien.

2°) ce sont ces évidences qui ont permis au sionisme d'agir directement sur nos pays et sur nos cadres, profitant aussi bien des circonstances culturelles, techniques et économiques (attaches avec l'ancienne puissance coloniale et sa « gauche »), que des circonstances géographiques et historiques (éloignement par rapport aux phénomènes du Moyen-Orient dont nous ne retenons que les apparences extérieures et négatives).

3°) à partir de là, on peut s'expliquer que l'évolution d'après 1967, si elle s'est traduite par une remise en question des idées reçues, n'a pas encore porté sur l'essentiel. La confusion subsiste sur le problème fondamental, le défaitisme appelé « réalisme » ou « objectivité » a encore pour fondement l'attachement aux apparences, compte tenu de ce que l'engagement aux côtés du peuple palestinien est partie intégrante du degré d'engagement dans le mouvement de libération.

I — Le sionisme premier bénéficiaire des évidences mensongères de la pensée coloniale et néo-coloniale avant et après juin 1967.

Il s'agit, rappelons-le, de mettre d'abord en évidence les manifestations de l'idéologie capitalo-bourgeoise occidentale dans les conceptions, le raisonnement et le comportement de la majorité des cadres nord-africains de culture française en ce qui concerne le problème palestinien. Nous allons d'abord nous intéresser au fait que cette culture nous a été dispensée à travers la littérature coloniale et néo-coloniale, relative au « progrès » puis au « sous-développement », si bien que les conceptions et le raisonnement appliqués au problème palestinien sont en réalité partie intégrante du comportement intellectuel et pratique de chaque intellectuel nord-africain devant les problèmes de la libération et du néo-colonialisme en général.

Ce lien ne peut apparaître clairement que si l'on illustre l'analyse par des exemples concrets qui matérialisent le degré d'actualité des évidences mensongères composant la pensée néo-coloniale. Rappelons tout d'abord que l'idéologie bourgeoise, l'idéologie occidentale avec toutes les « sciences humaines » qui y sont attachées, est purement descriptive. Enfant et superstructure du mode de production capitaliste, elle a pour fonction de le justifier, si bien qu'elle se limite à en analyser les aspects extérieurs, ou à l'étudier secteur par secteur pour éviter d'avoir à en expliquer le principe moteur, les rapports d'exploitation sur lesquels il est fondé en tant que système global. Le grand mérite de Marx a été de remettre d'abord en question, de dénoncer le caractère purement descriptif et trompeur de cette idéologie, en partant de ce principe fondamental « toute forme d'apparition est une forme de dissimulation ».

Nos cadres feraient bien de réfléchir à cette formule qui signifie que la pensée bourgeoise concentre l'attention sur l'arbre pour cacher la forêt, la loi de la jungle capitaliste. Mais il reste que cette pensée, comme le mode de production capitaliste qui l'a enfantée, est un système homogène qui a sa propre logique, et qui s'adapte constamment aux données nouvelles en gardant son homogénéité et sa logique propres.

Ce n est même pas cette idéologie descriptive qui nous a été inculquée, mais ses sous-produits à travers l'enseignement colonial suivi de toute la littérature néo-colonialiste sur le « sous-développement ». Pour plus de clarté et pour ne pas nous éloigner de notre sujet, partons d'un événement sans importance, mais qui illustre à quel point des artifices et des mensonges coloniaux (vieux de 50 ans) passent encore pour des évidences chez des intellectuels marocains. « Les anciens du Collège d'Azrou », réunis en congrès au début de l'été, n'ont admis de prendre position sur le problème palestinien qu'à la condition qu'il soit énuméré au même titre que l'Angola, le Mozambique, etc... et cela non pas pour marquer qu'il s'agit d'un problème colonial mais pour souligner au contraire que c'est un problème « arabe » qui ne les intéresse pas plus directement que la Guinée dite portugaise. Exemple extrême qui matérialise l'opportunisme à l'état primaire, mais aussi et surtout montre à quel point le sionisme est dans nos pays le premier bénéficiaire des formes de pensée installées par les stratèges du colonialisme, à quel point il peut gagner la neutralité ou même l'alliance objective des cadres de nos pays.

Mais les conséquences plus graves et plus générales de la pensée capitalo-coloniale sont le mépris de nous-mêmes en tant que nation arabe, le fait d'attribuer à l'arabe en tant que tel ce qui en réalité est une situation que l'impérialisme a créée et entretient par l'intermédiaire de ses instruments locaux. Quel est celui qui n'a pas entendu les commentaires sceptiques ou incrédules lancés par des intellectuels marocains lorsqu'ils entendent tel communiqué arabe énumérant les

pertes sionistes ? Lorsqu'on leur fait remarquer qu'il n'est pas normal de croire systématiquement les informations sionistes et contester celle des pays ou des résistants arabes, que cela est une façon d'être intellectuellement aux côtés d'Israël, la réponse est toujours la même : depuis juin 1967, je ne peux plus les croire. Et de fait, le journal « Le Monde » façonne l'opinion de ces cadres, leur enseigne le « réalisme et la modération », cultive le désir d'en finir, le désir de « paix », suscite et encourage les discussions sur la « solution » ou les « chances de solution » de ce qu'il appelle le « conflit israélo-arabe ». Ce second exemple montre à quel point le sionisme bénéficie non seulement des formes de pensée installées par le colonialisme, mais aussi de toutes les attaches culturelles, techniques et linguistiques du pays avec l'ancienne puissance coloniale, attaches qui permettent la diffusion de tous les instruments d'information plus ou moins noyautés ou contrôlés par le sionisme (sans parler des liens de domination et d'exploitation économiques qui font que les pays arabes constituent eux-mêmes pour le sionisme un secteur essentiel de drainage de ressources financières).

Parler de l'influence des évidences mensongères de la pensée capitalo-coloniale sur nos cadres au sujet du problème palestinien, c'est donc poser le problème du néo-colonialisme et de l'impérialisme. D'ailleurs, à l'échelle des gouvernements comme des individus,le degré d'engagement aux côtés du peuple palestinien, réfléchit directement le degré d'hostilité à l'impérialisme, parce que les faits ont contraint le sionisme à apparaître de plus en plus sous sa véritable nature : non seulement un protégé de l'impérialisme, non seulement son instrument au Moyen-Orient, mais aussi sa cinquième colonne dans d'autres sphères et particulièrement en Afrique. Il faut savoir que les mouvements de libération dans certains pays de l'Afrique équatoriale, mènent maintenant le combat sous la devise « contre l'impérialisme et le sionisme » parce qu'ils ont vérifié que les « assistants techniques » israéliens agissent en fait dans le cadre d'une stratégie impérialiste dont Israël est l'instrument.

Cela nous amène aux artifices les plus subtils et les plus efficaces qui font partie de toute la littérature néo-colonialiste connue sous le thème de « sous-développement » — C'est grâce à elle qu'Israël a pu se faire reconnaître et installer ses « assistants techniques » dans des pays multiples — Les cadres de ces pays (comme les nôtres) formés à l'école de l'idéologie et de l'économie politique bourgeoises et purement descriptives, se sont laissés convaincre par les apparences, par les réalisations d'Israël comme exemple de solution aux problèmes et aux fameux « cercles vicieux » du sous-développement. Ils se sont intéressés à l'arbre qui cache la forêt, ont ignoré qu'Israël consomme 5 fois plus qu'il ne produit grâce aux ressources extorquées à leurs propres pays et aux cadres dont une bonne partie a été puisée dans leurs propres pays. Voilà donc le sionisme qui est encore le premier bénéficiaire, de toutes les évidences mensongères sur le sous-développement diffusées par la revue « Tiers-Monde », l'instrument le plus subtil, le plus efficace et le plus pernicieux du néo-colonialisme (et dont la direction comprend d'ailleurs des sionistes notoires). Cet instrument est l'exemple le plus net de la capacité d'adaptation des idéologues du néo-colonialisme au développement des forces progressistes. Pour mieux convaincre nos cadres, nos « techniciens », il leur enseigne le réalisme, les étapes exigées pour rompre les « cercles vicieux du sous-développement » et en même temps précise que cette rupture exige la réforme agraire, certaines nationalisations, etc...

Il s'agit de procédés qui partent du même principe, qui sont de la même essence que l'adaptation constante des idéologues du sionisme au développement du mouvement d'opinion hostile à Israël. Ils suggèrent des comités de paix, dénoncent l'expansionnisme de Moshé Dayan, etc..., pour sauvegarder l'essentiel, l'existence d'Israël

en tant qu'Etat, le problème étant présenté naturellement comme « crise du Moyen-Orient » entre Etats voisins, et non pas comme une affaire de libération d'un pays. Les interférences entre le problème de la Palestine et de la Résistance Palestinienne d'une part, et les relations d'Israël avec les Etats voisins d'autre part, sont présentées comme des « cercles vicieux », de même que les interférences entre l'agriculture, l'enseignement et la balance des paiements d'un pays « sous-développé » présentés comme des « cercles vicieux ».

Les divisions des arabes et leur verbalisme sont au problème palestinien ce que la « démographie galopante » est au sous-développement, c'est-à-dire le prétexte, la réponse passe-partout. Le principe est le même : il faut nous en prendre d'abord à nous-mêmes, régler d'abord nos problèmes.

Le raisonnement correspond exactement à la formation et à la mentalité du « technicien » qui veut sincèrement le progrès. Comment douter de la bonne foi de celui qui suggère la nationalisation des secteurs clés de l'économie et la réforme agraire, si l'on ne pose pas de question sur le rôle véritable de ces secteurs, si l'on ne pose pas globalement le problème de l'exploitation du pays ? On ne se doute pas que la nationalisation des chemins de fer fait l'affaire du capital colonial puisqu'il continue à drainer les matières premières et à introduire les produits manufacturés, tandis que les victimes elles-mêmes paient le déficit, c'est-à-dire une partie des frais généraux d'exploitation du pays. On ne se doute pas que la « réforme agraire », c'est-à-dire la distribution des terres de colonisation, ne gêne en rien le capital colonial puisqu'il continue à recevoir les mêmes produits à des prix infiniment plus bas, tout en garantissant le maintien à plus long terme de cette situation. Il en est de même pour toutes les réformes et solutions d'apparence nationaliste et progressiste, parce que le problème fondamental n'est pas posé, celui de la nature coloniale du système économique et social qualifié de « sous-développement ». Tous les efforts fournis par les idéologues du néo-colonialisme tendent à inverser le problème, à convaincre les victimes de l'exploitation impérialiste qu'elles doivent s'en prendre d'abord à elles-mêmes et ceci avec des arguments « techniques » et des chiffres sélectionnés.

Les mots d'ordre de réalisme, d'objectivité prétendûment scientifique, de rationalité, qui sont à la base de cette littérature, deviennent pour nos cadres dits « techniciens », les critères d'analyse et de jugement. On a vu un intellectuel irakien écrire une « étude » chiffrée, soutenant que les arabes, avant de vouloir combattre ou éliminer Israël, doivent résoudre les problèmes du « sous-développement » (étude publiée bien sûr en bonne place par le journal « Le Monde »). Et ce point de vue est loin d'être isolé, car, poser le problème en « technicien », en chiffres, tenant compte du soutien inconditionnel de l'impérialisme américain à Israël, de la puissance des réseaux sionistes à travers le monde, c'est la démarche « réaliste », la démarche du défaitisme qui a pour lui l'avantage de la logique.

Mais c'est la démarche « réaliste » de celui pour lequel le combat contre l'impérialisme ne se pose pas ; de celui qui, en bon adepte de l'idéologie bourgeoise descriptive, veut voir Israël comme une entité combattue par les arabes à part, et non pas comme une base parmi d'autres de l'impérialisme. Présence culturelle et idéologique du néo-colonialisme et du sionisme dans nos pays ne font qu'un, agissent directement sur la pensée de nos intellectuels. L'attitude de ceux-ci concernant le problème palestinien est inséparable de leur comportement à l'égard des problèmes internes de libération sociale et économique et de lutte contre l'impérialisme et ses agents. Il faut dire que cette action a été d'autant plus efficace qu'elle s'est exercée sur un terrain où les circonstances historiques et géographiques et les échos des événements propres au Moyen-Orient avaient entretenu la confusion et l'indifférence.

II — *L'indifférence méprisante d'avant 1967 : Conséquence de l'action directe du sionisme, depuis vingt ans, ajoutée à l'incompréhension des phénomènes internes au Moyen-Orient.*

Le sionisme ne se contente pas de tirer profit de la présence néo-coloniale, et de ses conséquences directes sur la pensée et le comportement de nos cadres. Il a mené et mène un travail d'intoxication plus direct et a su exploiter les conditions particulières à l'Afrique du Nord pour cultiver l'indifférence sous toutes ses formes à l'égard du peuple palestinien, et après 1967 entretenir la confusion et l'équivoque. Deux facteurs essentiels l'ont aidé dans son action directe :

— d'une part le fait que cette action était menée par l'intermédiaire des milieux français dits de gauche qui soutenaient le Mouvement National pour l'indépendance ;

— d'autre part l'isolement de l'Afrique du Nord qui est restée en marge du phénomène de transformation idéologique et politique déclenché au Moyen-Orient par la création de l'Etat d'Israël.

Les réactions suscitées par le cri d'Ahmed Ben Bella (nous sommes des arabes, des arabes, des arabes) manifestent à quel point ces deux facteurs ont pu anesthésier nos cadres pendant vingt ans, cultiver le mépris pour nous-mêmes.

a) l'action directe du sionisme par l'intermédiaire de la gauche française.

Contentons-nous de montrer l'évolution des méthodes d'intoxication depuis la création d'Israël jusqu'à la guerre de 1967.

La première phase, celle qui suivit la deuxième guerre mondiale, a été celle où il était permis de présenter Israël comme un facteur de progrès à côté des émirats et régimes féodaux et moyenâgeux. Les pays socialistes eux-mêmes feignaient d'en être convaincus en raison de considérations stratégiques et diplomatiques bien connues. Rien n'empêchait la littérature et la presse dites de gauche de chanter les mérites du « socialisme original » et à l'état pur représenté par les kibboutzims. Les étudiants nord-africains s'y laissaient prendre, pour n'avoir jamais eu à connaître la genèse d'Israël et celle de ses kibboutzims, dont le « socialisme » n'est rien d'autre que l'organisation matérielle exigée par la fonction du kibboutzim depuis sa création. Base d'implantation du sionisme, par la force, dont les méthodes d'organisation n'ont absolument rien à voir avec le « socialisme », formules de production et de consommation soumises aux nécessités militaires. Il fallait que ces bases puissent subsister en attendant qu'elles soient assez nombreuses, en attendant que l'occasion se présente de créer l'Etat d'Israël et appliquer par conséquent toutes les méthodes d'organisation propres à la vie d'une caserne dans un pays en voie de colonisation. Une fois l'opération réalisée, une fois la Palestine colonisée, il fallait tout d'abord faire oublier le principe même de la colonisation. On a tout simplement créé la justification du « socialisme original » inspiré des principes de David et de la justice de Salomon ! ce qui permettait par la même occasion de maintenir et de cultiver le mythe de l'abnégation et de l'esprit de pionnier.

La nationalisation du Canal de Suez, et l'action de ces pionniers au service du colonialisme franco-anglais décadent dans l'agression de 1956 contre la République Arabe Unie ont montré la nature et la fonction véritable de ce prétendu socialisme. Il fallait changer de thème, et en même temps détourner l'attention du but véritable de l'opération, à savoir une opération destinée à éliminer le seul régime patriotique qui avait pu détruire le pouvoir moyenâgeux de la féodalité et amorcer une politique de progrès. C'est alors que commence la

deuxième phase, celle de la capacité des juifs à transformer le désert en paradis, à côté de ces arabes peureux et incapables, en même temps que la campagne autour des minorités juives dans les pays arabes. A Mehdi Ben Barka qui lui soumettait le projet de création d'une section de la ligue des droits de l'homme au Maroc, Daniel Mayer, président de la ligue internationale des droits de l'homme, a répondu en posant une condition préalable : que l'U.N.F.P. dénonce d'abord la limitation du droit de sortie des juifs marocains et exige que les passeports leur soient délivrés sans discrimination et sans aucune mention à « caractère religieux ». Il faut dire que la plupart des intellectuels juifs marocains qui se disaient antisionistes menaient une campagne permanente pour faciliter l'émigration massive sous prétexte de « principes ». Il a fallu que la démocratie soit totalement étouffée dans notre pays, qu'y soient remis en question tous les aspects de la politique de libération, pour que les juifs marocains soient très démocratiquement et massivement exportés vers Israël (les adolescents d'abord, puis les jeunes, les parents ensuite à partir de camps de regroupement). En Tunisie, les responsables n'ont pas eu besoin des interventions du Conseil Juif Mondial et du marchandage américain pour permettre et même encourager cette exportation (sans doute pour embêter Nasser!).

La troisième phase d'adaptation de la propagande sioniste dirigée vers nos pays est celle où « les modérés » multipliaient les déclarations « réalistes » suggérant la reconnaissance du fait israélien après avoir eux-mêmes aidé à son renforcement par leur passivité complice ou leur politique active pro-impérialiste. Durant cette phase, le thème n'était plus le socialisme des kibboutzims ou le génie des juifs transformant le désert en paradis, mais une double lamentation qui peut se résumer ainsi :

— sur les Etats arabes, qui s'épuisent en dépenses militaires au lieu de s'attaquer aux problèmes du « sous-développement »;

— sur Israël, ce petit Etat de constructeurs courageux, entouré d'ennemis armés par Moscou.

C'est que depuis l'agression de 1956, les pouvoirs féodaux tombaient les uns après les autres. L'impérialisme ne dictait plus à tous les gouvernements de la région leur politique et les dirigeants sionistes n'ont pu détourner aussi facilement et impunément les eaux du Jourdain. En fait, la campagne de conditionnement pour l'agression de 1967 avait commencé deux années plus tôt, devant la multiplication des régimes progressistes en RAU, Syrie, Irak et Algérie qui ont posé le véritable problème pour la première fois, la libération de la Palestine par les Palestiniens eux-mêmes.

Les Palestiniens n'avaient d'ailleurs pas attendu qu'on le pose. Dès le premier janvier 1965, ils avaient déclenché la Résistance armée en faisant sauter les installations destinées au détournement des eaux du Jourdain. Mais jusque-là, les cadres d'Afrique du Nord subissaient les thèmes sionistes que nous venons de citer, d'autant plus facilement qu'ils y trouvaient une confirmation de leur jugement global et méprisant sur les pays, les peuples et les dirigeants du Moyen-Orient.

b) l'incompréhension des phénomènes internes au Moyen-Orient

Loin du Moyen-Orient, l'Afrique du Nord n'a pas subi les phénomènes de transformation qui ont secoué le Moyen-Orient depuis le choc de 1948. De ces phénomènes nous ne connaissions que les aspects extérieurs et négatifs, tels que les rapportait la presse occidentale prosioniste. Ces phénomènes se ramènent schématiquement à trois courants.

Le premier, celui des jeunes officiers qui, sur le front de Palestine, ont pu se rendre compte que les véritables responsables de la création d'Israël sont les féodalités de traîtres au pouvoir, ce qui s'exprimait par

la formule très juste « Israël est au Caire ». Ayant pris le pouvoir à la suite de complots militaires, et alors que leur formation politique et idéologique était rudimentaire, les jeunes officiers égyptiens, puis irakiens et syriens, ont voulu faire du problème palestinien une affaire d'Etat, d'armée officielle. Ils tombaient ainsi dans le piège de l'ennemi, dont tous les efforts tendent à poser le problème comme un conflit entre Etats voisins, pour faire oublier jusqu'à l'existence du peuple palestinien. Et de fait la conception des juntes militaires les amenait à accepter et encourager le mouvement palestinien, mais à la condition qu'il soit sous leur tutelle, qu'eux-mêmes gardent l'initiative et le choix du moment, moment qui naturellement devait attendre que soient mises en place des armées entraînées, etc...

Le second phénomène est celui des frères musulmans qui a perdu actuellement de son importance, mais qui entre les années 1948 et 1960 fut un courant très fort et très actif. Il posait le problème en termes religieux, en devoir religieux qui nécessite le combat permanent, fut-il désordonné et désespéré. Les initiatives qu'il prenait l'ont amené progressivement à se comporter en ennemi des gouvernements nouvellement mis en place, à négliger le problème palestinien pour engager contre eux l'action violente. L'impérialisme, attentif à cette réalité, n'a pas manqué d'intervenir pour encourager cette tendance et placer ses « conseillers techniques » auprès des dirigeants du mouvement qui ont fini par devenir des agents conscients de l'impérialisme depuis l'Atlantique jusqu'à l'Indonésie.

Le troisième phénomène est celui du « parti socialiste baath ». Son créateur, Michel Aflak, a tenté de poser le problème palestinien comme la partie d'un combat global, idéologique et politique au niveau du monde arabe dont la transformation socialiste entraînerait sa libération de la féodalité, du sionisme et du colonialisme. Mais ce socialisme baathiste, fondé sur les références à la gloire passée et refusant a priori les vérités du socialisme scientifique, devait indubitablement s'organiser en sectes de carbonaris, en cellules semi-clandestines et agir sur des catégories sociales limitées, en particulier l'intelligentsia et les officiers. Mais le fait qu'il se posait en mouvement au niveau de l'ensemble du monde arabe, a amené ses fondateurs syriens à susciter la mise en place de sections baathistes dans les autres pays arabes.

Chacun de ces trois courants s'est opposé aux deux autres pendant que, pour leur part, les communistes arabes se contentaient de dénoncer la « petite bourgeoisie », opportuniste, de droite ou de gauche. Excepté en Irak, voisin de l'U.R.S.S., ils sont restés un épiphénomène, parce que dès 1948, leur internationalisme prolétarien consistait à justifier la diplomatie et la stratégie soviétiques. Mais malgré les polémiques et les luttes qui les opposaient, ces trois courants combattaient la féodalité, ont eu chacun sa part dans l'élimination des pouvoirs féodaux. La vigilance et la solidarité des gouvernements féodaux qui ont subsisté ne pouvaient que se renforcer de même que leur alliance avec l'impérialisme.

De tout cela, nous ne retenions que les aspects extérieurs, les polémiques et les divisions. Ces divisions ont toujours été présentées comme inhérentes à la mentalité arabe, comme si un féodal valet de l'impérialisme pouvait s'unir à un mouvement de libération. Ne retenant que les aspects extérieurs, les cadres nord-africains se sont habitués à juger le Moyen-Orient en bloc, à confondre peuples et gouvernements, à se convaincre et à se féliciter d'être mentalement « supérieurs et différents » de l'arabe du Moyen-Orient incapable de rationalisme et de cartésianisme ! En fait, cet arabe-là ne s'est pas laissé conditionner par la gauche française et la culture néo-coloniale réunies dans la même solidarité agissante avec le sionisme. Son objectivité à lui, c'est d'avoir vécu le problème palestinien, directement, c'est de ne s'être jamais dégagé de sa subjectivité patriotique sans laquelle on ne peut raisonner en patriote.

Il a fallu la guerre de 1967 pour que la remise en question s'opère, mais une remise en question très partielle comme nous l'avons dit. Il ne pouvait en être autrement étant donné les formes de pensée de la culture capitalo-coloniale, le travail de conditionnement permanent mené par le sionisme, soit directement, soit par l'intermédiaire de la gauche française, et enfin les réalités même du monde dont nos cadres ne retenaient que les aspects extérieurs et négatifs. Le déclenchement et le développement de la Résistance Palestinienne a provoqué la remise en question des idées reçues, mais la confusion demeure sur l'essentiel, avec les graves conséquences qui y sont attachées puisqu'il ne s'agit plus de solidarité intellectuelle et affective, mais d'un combat sanglant et quotidien.

III — *Les nouveaux éléments de confusion et leurs conséquences pratiques actuelles.*

Nous avons longuement insisté sur les éléments idéologiques et culturels permanents qui déterminent la façon de penser de nos cadres et montre en quoi le sionisme peut en bénéficier jusqu'à présent. Nous nous sommes ensuite attachés à préciser les thèmes développés par le sionisme à travers la gauche française avant 1967, ainsi que les raisons pour lesquelles les cadres d'Afrique du Nord ne retenaient que les aspects extérieurs et négatifs du phénomène profond et libérateur qui a remué le Moyen-Orient depuis la première défaite de 1947-48.

Il s'agit maintenant d'analyser les conséquences actuelles et concrètes de ce conditionnement idéologique permanent durant 20 années, de se demander pourquoi dans leur grande majorité, nos cadres de culture française restent en marge du combat engagé contre le sionisme et Israël, tout en entretenant des discussions sans fin, sur les erreurs du passé. récent et lointain, la tactique, les rapports de force, « la solution », les chances de solution, etc...

a) D'abord le principe moteur de la libération qui porte en lui-même sa solution et ses moyens.

Nous avons dit que la guerre de 1967, puis le développement rapide (et impressionnant) de la Résistance Palestinienne, ont provoqué la remise en question, en précisant que c'est une remise en question qui ne porte pas sur l'essentiel. Il s'agit en fait de la même évolution subie par l'opinion mondiale et occidentale, évolution accélérée par le comportement arrogant d'Israël et des sionistes dans leurs pays respectifs. Ce que nous appelons l'essentiel, c'est la confusion qui subsiste sur l'objet même de ce que l'on appelle indifféremment le problème palestinien, la crise du Moyen-Orient ou le conflit israélo-arabe. Tant que cette confusion subsiste dans l'esprit d'un individu arabe, son attitude ne peut être que nuisible à la Révolution Palestinienne, ce que les sionistes et la féodalité arabe comprennent parfaitement, d'où leurs efforts conjugués qui tendent à présenter « la crise du Moyen-Orient » comme un conflit entre Etats voisins.

Pour donner une idée concrète des conséquences immédiates et lointaines de cette confusion soigneusement entretenue, partons de l'exemple vietnamien. Tous ceux qui soutiennent ou prétendent soutenir le peuple vietnamien dans sa lutte ne se sont jamais permis de discuter le « réalisme » ou l'opportunité de ses décisions et actions. Chacun se contente d'admirer les décisions et les sacrifices du héros des peuples, de constater qu'elles sont toutes déterminées par l'attachement au principe moteur : le Vietnam appartient aux seuls vietnamiens, même s'ils doivent y être massacrés jusqu'au dernier. Le principe contient aussi bien « la solution » que les moyens et les sacrifices qu'elle exige, et la discussion porte sur « les solutions » pratiques, tactiques, qu'appelle l'organisation et le développement de la lutte contre l'agresseur, solu-

tions inspirées de l'expérience acquise d'une bonne connaissance des moyens et méthodes de l'ennemi mais aussi de la foi en la justesse de la cause qui entretient et renforce la volonté de vaincre.

Le principe porte en lui-même « la solution » et les moyens d'y parvenir. Et lorsque la lutte atteint un stade de développement déterminé, c'est dans les rangs de l'agresseur que naissent et se multiplient les discussions sur « la solution », sur la façon de se soumettre au droit du peuple combattant sans perdre la face. C'est alors que se développent les dissensions internes à l'envahisseur, qu'apparaissent les lignes de démarcation entre « colombes et faucons », entre « conscience française et présence française », entre « conscience sioniste et présence sioniste ». Mais « les colombes » appartiennent à l'agresseur, elles pensent aux intérêts supérieurs et à long terme de l'agresseur, ce qui est le cas du mouvement progressiste dit antisioniste représenté par Rodinson et les autres. Leur rôle est de transporter une discussion interne au camp de l'agresseur, dans les rangs de la victime, dans les rangs arabes. Ils y réussissent parfaitement.

C'est ce que nous avons appelé le renversement du problème, le fait de poser la question sur « la solution », non pas au voleur mais à sa victime. Le peuple qui ne connaît pas Rodinson et la revue « Eléments » ne se laisse pas duper, s'inscrit par milliers (14.000 marocains) pour aller se battre. De même ce médecin égyptien de 27 ans tombé dans les faubourgs de Haïfa, ou cet émir du Koweit arrivé à un degré de conviction tel qu'il a abandonné ses enfants, ses richesses et son harem pour subir un entraînement et s'introduire en Palestine avec le serment d'y mourir ou d'en ressortir avec un passeport palestinien.

Question de conviction d'abord : la Palestine aux Palestiniens, le principe moteur qui porte en lui-même « la solution » et les moyens d'y parvenir. Question d'attachement au principe, de subjectivité patriotique, de haine envers l'envahisseur et son crime, sans quoi la logique et les analyses tactiques ne sont qu'une façon d'entretenir dans le camp de la victime des palabres utiles à l'envahisseur. Et ces palabres existent parmi les cadres marocains qui gardent une attitude de spectateur, mais de spectateur attentif et inquiet parce que conscient d'être arabe, de moins en moins honteux de l'être.

« Nous sommes des arabes, des arabes, des arabes ». Ce n'est pas à nous de discuter, de nous poser la question posée au sionisme par le danger qui menace l'existence d'Israël, ce n'est pas à nous de discuter « la solution » du problème posé à l'envahisseur, d'exiger de la Révolution Palestinienne qu'elle se prononce sur cette « solution ». La Palestine aux Palestiniens, avec toutes les conséquences attachées à la libération d'un pays colonisé. C'est au colon de décider s'il doit rester ou partir, de juger s'il est disposé ou capable de s'adapter à la nouvelle situation et ses implications. Pourquoi le colon juif installé en Palestine serait-il différent de ceux installés un siècle avant en Algérie ou ailleurs ?

Il est normal que les milieux libéraux d'Europe occidentale, que des hommes comme Jean-Paul Sartre veuillent introduire des variantes sous prétexte de réalisme ou de différences de « contexte ». Nous avons commencé par les raisons intellectuelles et historiques pour lesquelles ils ne veulent même pas savoir s'il y a quelque contradiction à soutenir en même temps Ho chi Minh et Moshé Dayan, qui personnalisent la libération et l'occupation coloniale. Et lorsque la Résistance Palestinienne a posé dans les faits le problème véritable, lorsque la contradiction et sa signification réelle sont devenues trop voyantes, trop flagrantes, il leur a suffi de jouer sur les mots, de parler du « problème palestinien » comme une partie, un élément accessoire de la « crise du Moyen-Orient », du « conflit israélo-arabe ».

Et grâce à leur influence intellectuelle, ils ont instauré parmi nous, parmi nos cadres, les discussions interminables sur « la solution ».

Ce n'est pas, dit-on, aussi simple qu'au Vietnam, la Palestine n'est pas le Vietnam, et les « arabes » ne sont pas les vietnamiens, n'ont pas leur expérience, leurs forêts, etc... D'autre part, les « boys » américains n'attendent que le jour du départ, ne sont pas comme les juifs de Palestine qui ont le « dos à la mer ». Enfin, les vietnamiens ne subissent ni les interventions, ni les divisions entre gouvernements et partis du Moyen-Orient. Et à partir de là, « la solution » est recherchée à travers les problèmes de la Ligue Arabe, la stratégie de l'Union Soviétique, etc... si bien que la Résistance Palestinienne devient un « élément nouveau » né de la guerre de 1967, qui change les données, qui empêche Hussein de négocier... Les cercles vicieux naissent, prennent forme, et en désespoir de cause, l'on revient insensiblement aux critères de jugement façonnés par vingt ans de conditionnement intellectuel et l'on se donne bonne conscience en s'enfermant dans l'attitude de spectateur attentif mais inquiet.

C'est pourquoi nous avons insisté sur le fait que la remise en question provoquée par la guerre de 1967 et accélérée par le développement de la Résistance Palestinienne, est encore très partielle, ne porte pas sur l'essentiel. Tant que le principe moteur n'est pas le postulat de départ, tant qu'on recherche et discute des solutions autres que celle que le principe porte en lui-même, on reste un arabe parmi les progressistes d'Europe, un progressiste d'Europe introduit dans les rangs arabes pour y entretenir le débat qui existe et doit rester dans les rang des envahisseurs. Mais ce n'est là que le côté intellectuel du problème.

b) Conséquences pratiques.

Précisons tout d'abord que l'engagement intellectuel aux côtés du peuple palestinien n'a aucun sens s'il ne se traduit pas par un minimum de participation sur le front de la propagande et du rassemblement de ressources financières, et dans l'action plus nécessaire que jamais, en vue de localiser les intérêts et activités sionistes dans le pays pour les dénoncer et les combattre. Cela pose automatiquement des « problèmes délicats de politique intérieure » ! Répétons-le, le degré d'engagement aux côtés du Peuple Palestinien est directement lié, fait partie intégrante, du degré d'engagement intellectuel et pratique dans le Mouvement de Libération à l'intérieur et à l'extérieur (dans certains cas, il s'agit même d'intérêts qui craignent la mainmise sioniste sur certains secteurs de l'activité économique).

Or, il se trouve que l'attachement au principe moteur de toute action patriotique de libération, qui porte en lui-même la solution et les moyens de la libération, exige dans le cas de la Palestine une conception globale, une prise de position globale à l'égard de la féodalité arabe inféodée à l'impérialisme, et dont la passivité complice a été la raison déterminante de la création d'Israël. Signaler que Hussein, lors du « Sommet Islamique », a tenté d'éviter que soit mentionné et soutenu le droit du peuple palestinien, ou qu'il a tenté d'obtenir que le délégué du peuple palestinien parle à partir des sièges réservés à la Jordanie, c'est choisir entre deux camps, deux conceptions, deux groupes d'intérêts opposés. Le camp de tous les féodaux et de tous les réactionnaires du monde arabe, qui, au lendemain de la guerre de juin 1967, faisaient de Hussein un « héros » et ont manifesté toute leur haine vis-à-vis de Nasser, s'appliquent à présenter « la crise du Moyen-Orient » comme un conflit entre Etats voisins.

Tous les efforts d'Israël tendent à entretenir la même impression, la même confusion, en multipliant les opérations aux frontières, en exigeant le principe de la négociation, ce qui permet simultanément :

— d'éviter la discussion sur l'existence d'Israël et de présenter la Résistance Palestinienne comme un épiphénomène, une action complé-

mentaire à la guerre de position ou d'usure menée par les armées arabes officielles ;

— de justifier ses prétentions relatives aux hauteurs stratégiques et aux frontières sûres et garanties, tout en exigeant des Etats arabes voisins qu'ils se rétablissent dans le rôle de policiers du sionisme contre les palestiniens, sans quoi Israël n'aurait que faire de la reconnaissance par les Etats arabes.

— de multiplier les actions d'éclat sur les lignes de cessez-le-feu, pour que la lutte de libération menée par le peuple palestinien, soit reléguée au second plan, couverte par « l'agression contre les Etats arabes ».

Et les Etats arabes à gouvernements féodaux, continuent à jouer le jeu, à limiter leurs « ambitions » à la liquidation des « séquelles de l'agression » bien qu'elle continue, ce qui leur vaut d'être qualifiés de modérés ou de réalistes.

Tout cela ajouté aux considérations de politique internationale, aux concertations des grandes puissances, à la stratégie bien connue de l'U.R.S.S., renforcent les faits qui donnent aux hostilités toutes les apparences d'un conflit qui oppose des Etats voisins. Et de fait l'Etat d'Israël existe, est en guerre avec les Etats arabes voisins, et continue à recevoir de l'Impérialisme et du réseau sioniste international suffisamment d'armes et d'argent pour tenir tête à ses voisins. Encore faut-il tenir compte de ce que la situation actuelle est déjà radicalement différente de ce qu'elle était il y a moins de dix-huit mois, même si l'on s'en tient aux relations et rapports de force entre Etats. Quantitativement et qualitativement, le rapport des forces militaires se transforme rapidement si l'on veut bien se rappeler que l'armée de la R.A.U., inexistante il y a deux ans, s'est progressivement et efficacement installée dans une stratégie offensive.

Mais guerre de positions ou d'usure, la libération de la Palestine n'est pas l'affaire des armées arabes officielles, ce que ni la R.A.U., ni la Syrie, l'Irak, l'Algérie, le Soudan ou la Libye ne prétendent d'ailleurs. Simultanément ni les gouvernements de ces pays, ni aucun mouvement progressiste arabe ne prétend non plus qu'il s'agit « de liquider les séquelles de l'agression », c'est-à-dire d'obtenir l'évacuation des territoires occupés en 1967 et de laisser le peuple palestinien à son destin. Ils dénoncent au contraire ceux qui le prétendent, ou parlent de « la libération des lieux saints » pour dire exactement la même chose et camoufler par la même occasion le caractère anti-impérialiste du conflit.

C'est au peuple palestinien de libérer sa patrie, y compris les lieux saints qui s'y trouvent. Le soutenir c'est d'abord lui reconnaître le droit de déterminer les moyens et méthodes de sa libération, étant entendu que la libération de la Palestine est un problème posé à chaque arabe comme devoir national et patriotique, d'où la nécessité de reconnaître au peuple palestinien chassé de son territoire, le droit de considérer chaque portion du territoire arabe comme base de préparation et d'organisation, matérielle et militaire, de la lutte. Cela suppose que le problème du lien entre la libération de la Palestine par le peuple palestinien d'une part et les relations de guerre opposant l'Etat d'Israël aux Etats arabes voisins, soit posé comme suit :

— c'est en l'existence même de l'Etat d'Israël que consiste la véritable agression, l'agression première qui est la cause du conflit actuel (quel que soit le nom qu'on lui donne) ;

— cette agression a été et continue à être une partie de la stratégie impérialiste appliquée au Moyen-Orient pour y créer et y perpétuer une situation favorable à l'exploitation des richesses pétrolières ;

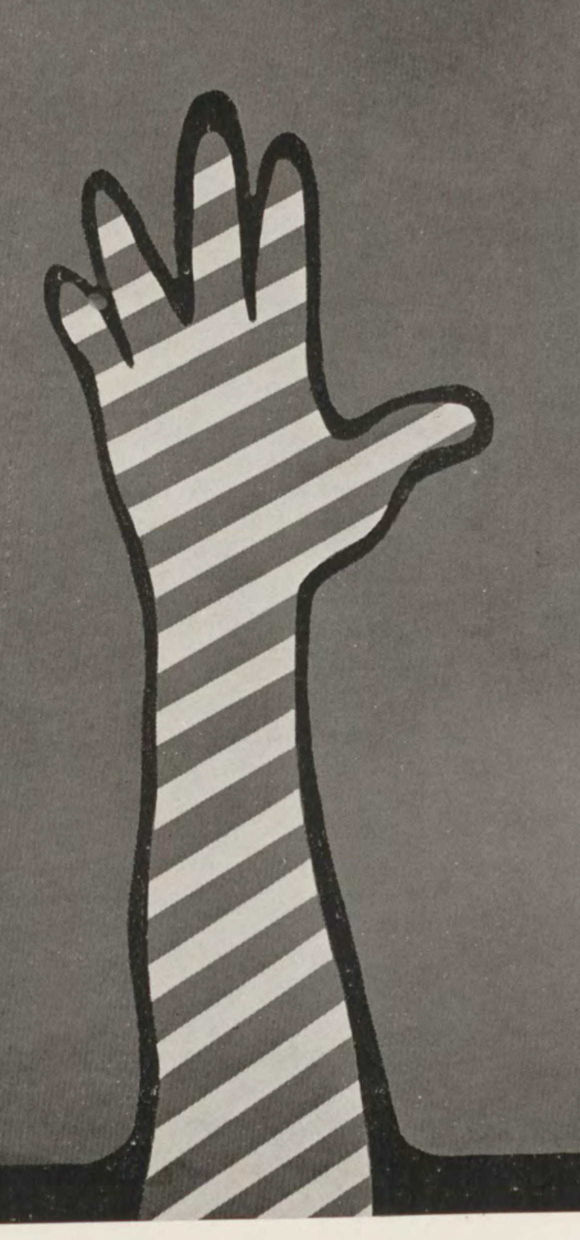
— par conséquent, la libération de la Palestine suppose la disparition de l'Etat d'Israël, c'est-à-dire une lutte contre l'impérialisme à l'échelle du monde arabe.

Poser le problème en ces termes, n'est ni de l'extrémisme, ni de la modération, ni du réalisme, ni de l'idéalisme. C'est tout simplement l'objectivité élémentaire qui constate des faits indiscutables et indiscutés, qui consiste à énoncer des évidences, mais des évidences qui ne sont pas mensongères. C'est avant tout se libérer de celles qui sont attachées à la pensée néo-coloniale, et regarder les phénomènes internes au Moyen-Orient sans en retenir uniquement les aspects extérieurs et négatifs.

Nous y avons longuement insisté pour montrer que la libération de la Palestine, la libération tout court, exige d'abord la libération de la pensée, ce qui suppose au préalable une remise en question globale des conceptions fondées sur l'idéologie descriptive bourgeoise. En fin de compte, la responsabilité des cadres et leur passivité à l'égard du problème palestinien, fait partie d'une attitude globale, intellectuelle et pratique vis-à-vis du mouvement de libération en général.

action plastique, affiche hamidi →

PALESTINE



etel adnan

jébu (extraits)

...
ô villes mortes du XXI[e] siècle
Beyrouth et Tel Aviv !

ces jours-ci il faut apprendre à
compter si l'on veut survivre
compter les tortures de Sarafand

dans les coupures géologiques de
l'Asie occidentale des vautours
remercient le ciel de l'abondance
de leur nourriture : plus d'Arabes
morts que de cailloux dans ce désert !

nous avons fait l'apprentissage de la
douleur à Alger vécu un moment heureux
et il nous faut recommencer.

Bruits...

nous allons atomiser les montagnes pour
qu'il n'y ait plus de Révélations
la Vérité sortira d'un puits

Jébu commande aux spectres qui le poursuivent
de se dissoudre dans la paraffine des
pharmacies de quartier
le vent se lève...

Assis dans des cinémas humides
nous avons vu des Christ de poubelle
bénir des écrans électriques
nous avons aimé...

Il nous faut maintenant crucifier
le Crucifié

sa trahison millénaire nous écœure
O soleil du Passé

Ra Shamash Marduk
les astronautes ont envahi la lune
pour que dans la grandeur de ton
veuvage
tu reviennes seul dans tes vaisseaux
ô monothéisme géométrique que Jébu annonce

la faim
la honte
la soif
la peur
la maladie
la solitude
la folie

cargaisons de vaisseaux solaires
dans la zone franche de Beyrouth
nos navires sont des automobiles blindées
que nos hommes conduisent sur les
pistes du ciel le ciel est un océan où
ils se noient le malheur est une trompette
de Jazz qui hurle sur la Place des Canons

Sur le chemin du retour (la trajectoire
LUNE-Terre) dans le chemin de fer cosmique
Jébu dit :

J'ai vu la terre boule magnétique
brûler ses contours œuvre radioactive originelle
solaire dans un langage atomique
électrique
magnétique

elle dit :
Je suis vaisseau cosmique
et mes frères de sang (le bédouin primordial)
sur les autels mercuriels où ils sont égorgés
vont renaître car ils sont mon unique vérité.
Jébu chananéen et fondateur de Jérusalem
dit au Crucifié :

tu as souffert trois jours
j'ai souffert pour trois millénaires
(le fedayi est une écriture gluant au sol et
poussant de l'avant avec sa salive de blessé
cicatrisant une terre béante et dans son
agonie il voit une pluie de météores

dans la mort il oublie qu'ils ont séché les
citernes pour que nous mangions des vers et
considérions le bonheur comme une oraison funèbre
...mais nous avons déplacé le ciel

ils ne savent pas que le vent
est un oiseau qui nage)

obscurément l'honneur de nos enfants
s'engloutissait dans nos fleuves tranquilles
c'est au fond d'un marécage que j'ai rencontré
mon peuple et j'ai sonné la libération

maintenant je vous annonce :

le napalm
la faim
la ruse de l'ennemi
les avions au vol bas la dynamite de nuit
la torture
et plus de morts que de larves dans un étang
pourri
nous sommes coupables d'innocence

j'annonce aussi :
la marche-en-retour des morts
les fusils portés par des fantômes
les plantes qui ne poussent qu'en hiver
un char fait de mélasse qui va percer le front
et les soldats de l'an deux mille
le désordre créateur
est notre entêtement divin.

22

Jébu a des millions de racines des têtes innombrables
une prolifération de corps il est l'ensemble et chacun
de nous depuis la gerçure initiale du temps Jébu est
le PEUPLE dans l'Espace-Temps.
Il lui sera donné de naître de grandir de
mourir
il lui sera donné de manger d'être nu de
nager
il lui sera donné de prendre d'assaut le
cinquième océan d'investir Vénus de son souffle
de peupler Uranus

Les gens vont sortir de leurs gouttières de rats car
le monde est immense. Qu'un seul pain nourrisse la
tribu. Le père dira à son fils : tu es mon frère...

J'ai vu les villages de ma génération aux noms de femmes :
Samua Kuneitra Kalkilya
avorter des enfants morts :

O rapaces aux yeux étrangers buveurs de bitume
vous n'avez en abondance que la haine et sur
les pistes où les serpents ne trouvent pas à
manger vous avez forcé les femmes de Jéricho
à mastiquer des diamants les Arabes ne sont
donc qu'un mirage qui dure !

Au début du monde Jébu fut mis à mort
mais ses yeux sont le Tigre et l'Euphrate
son ventre est la Syrie son arête sexuelle est le
Jourdain sa longue jambe est la vallée du Nil
un pied à Marrakech
le cœur saignant enchâssé à la Mecque
ses cheveux poussent encore sur le Sannine
La radiographie de son être le jour d'Hiroshima
comme une sueur apparut sur le Mur de Jérusalem

Je sais
la lune totale
la tristesse au ralenti
des arcs-en-ciel empoisonnés
les visages trahis remplissant les
écrans des nouvelles tournés vers
un ciel de vautours comme s'il y avait
encore d'autre messie à attendre que le
bombardier
l'exil total.

Je sais
les cercueils marchant vers la mosquée
dans une ville où les roses sont arrosées
de gaz
les capitales étrangères qui sont des
abeilles mourantes secrétant leurs mensonges
et la lune totale
refermant ses griffes sur la tribu

La chaleur torride du premier roi de
Jérusalem — astronaute revenu de la lune qu'il
habita solitaire abandonnant aux murs des cratères
des écritures fermées — est encore collée au
visage de la neige cosmique

> *buveurs d'urine buveurs de sang buveurs*
> *de pétrole parvenus du napalm nouveaux*
> *riches de la torture Gilgamesh va planter*
> *son épée entre vos yeux*

La Cité vêtue de vent de larmes de rayons ultra-violets
tremble...

La Palestine mère des nations est une pestilence
glorifiée avec des tumeurs solaires sur le visage
et des viols répétés dans le ventre

le judaïsme marocain et le sionisme

par a. serfaty

On me dira, on m'a dit, pourquoi, aujourd'hui, se préoccuper encore du judaïsme marocain ? Laissons se réduire à sa plus simple expression, par les départs, cette communauté, les quelques irréductibles (a) ne poseront alors plus de problème.

En fait, cette étude vise le judaïsme marocain dans son entier, celui qui subsiste ici, celui qui est dispersé et déraciné en Occident, celui qui s'est trouvé transplanté dans un Etat dont le nom était si chargé de symbole pour tout juif et qui y découvre, actuellement, que sous ce nom se cache une entreprise de prolétarisation, d'anéantissement culturel et une aventure militariste et raciste.

Cette entreprise qui a ainsi mystifié le judaïsme marocain, dans le cadre d'une mystification générale du judaïsme, a couronné l'œuvre coloniale de déracinement commencée il y a un siècle.

A travers la synthèse de ce processus, nous voulons faire partager notre conviction, qui n'a été que renforcée par l'étude des documents tant du passé que du présent, que la prise de conscience de cette mystification est inéluctable, que le judaïsme dans le monde arabe, prisonnier du sionisme, prendra conscience de sa solidarité profonde avec la révolution arabe et contribuera ainsi à faire éclater la dernière entreprise historique du capitalisme à enfermer les juifs dans un ghetto, et quel ghetto... à l'échelle mondiale !

Pour contribuer à cette prise de conscience, la recherche rigoureuse de la vérité est indispensable. L'auteur de ces lignes ne prétend pas y être plus apte que d'autres. Mais l'appui sur les critères et les principes du socialisme scientifique peut permettre d'échapper, autant que faire se peut, au subjectivisme. Ce qui ne veut pas dire que cette démarche ne doive pas tenir compte, au contraire, des facteurs superstructurels, de culture, d'idéologie, de religion. Mais l'histoire même du sionisme montre, par ses impasses qui se dessinent et se développent, que l'on ne peut isoler et déformer indéfiniment ces facteurs.

Par ailleurs, nous nous efforcerons, dans cette étude, de citer le moins de noms possible. Non que l'Histoire n'ait un jour à régler ses comptes avec certains. L'heure en sonnera lorsque les chemins d'une nouvelle symbiose judéo-arabe seront retrouvés. Mais nous n'hésiterons pas à fustiger ceux qui continuent aujourd'hui, y compris au sein de l'Etat sioniste, leur travail de mensonge.

Pour accélérer cette prise de conscience, le mouvement national doit, en ce qui le concerne, critiquer ses propres démarches de natio-

nalisme bourgeois plus ou moins tenté d'interpréter le sionisme comme un phénomène isolé et lié aux seuls facteurs religieux. Dans le monde arabe, El Fath a montré la voie, et dès avant juin 1967. Saluons le fait, lourd de conséquences pour l'avenir, que les hommes politiques qui furent longtemps seuls, ici, à se placer sur ce terrain soient maintenant rejoints par l'ensemble des organisations nationales. Il reste à en faire une réalité dans la vie quotidienne, à retrouver ainsi et à reconstruire la réalité nationale.

I - *LE JUDAISME MAROCAIN AVANT SON DERACINEMENT*

Précisons. Le déracinement n'est pas daté. C'est un processus. Aujourd'hui, ce qui subsiste du judaïsme marocain, ici, vit replié sur lui-même, de plus en plus concentré sur Casablanca, ville typique du déracinement. Mais l'époque de communautés florissantes et vivantes est encore toute récente. Les fêtes des mellahs de Fès, de Sefrou, de Salé, et bien d'autres, la symbiose des communautés de l'Atlas et du Sud, éclataient encore il y a dix ans. Malgré un siècle d'effort colonial relayé et développé par le sionisme !

Sur ce passé, tout a été dit, et pourtant, tout reste à dire. Les observateurs sont tous partis de la référence occidentale. Colonisateurs ou sionistes, pour déformer, le plus souvent sciemment, ce passé. Patriotes ou simplement observateurs plus objectifs, pour le situer dans une impasse historique, présenté, certes, comme un « âge d'or », mais sans raccord, autre que sentimental, avec l'avenir.

Seules la remise en cause de la référence occidentale et l'élaboration d'une perspective d'avenir spécifique, dont l'entreprise prend corps dans le monde arabe depuis juin 1967, permettent de resituer ce passé, de le vivifier et le raccorder à l'avenir.

Ceci étant, il faut tout de même balayer le mensonge colonial et sioniste, et avec lui, les menteurs.

André Chouraqui, qui fut secrétaire général de l'Alliance israélite Universelle, consacra plusieurs ouvrages au judaïsme nord-africain et marocain. Sous couvert de l'objectivité juridique, l'un de ses ouvrages permettait au journal sioniste « Noar », qui empoisonna la jeunesse juive marocaine de 1945 à 1952, de proclamer en janvier 1951, que, grâce à la France, « *le juif a été libéré de l'arbitraire sans limite qui le maintenait livré au bon plaisir de ses maîtres.* »

Que pensent, non pas M. Chouraqui qui se trouve bien placé dans l'Etat sioniste, mais ceux qu'il a contribué à tromper, s'ils se souviennent d'une conférence du Vice-Président de l'Alliance, en 1947, déclarant que si celle-ci désirait un foyer juif pour les survivants du nazisme, elle « *se pose également la question de savoir quel sera l'avenir de la Palestine. Elle ne saurait répondre de manière certaine, mais sa conviction est que cela « s'arrangera ».* » Car, soulignait l'orateur, « *le contraire serait une véritable catastrophe* » (Noar, n° 9, mai 1947).

Revenons à cet « arbitraire ». Curieux arbitraire qui permettait à des communautés isolées dans les montagnes et dans le Sud de se perpétuer au cours des siècles, intactes, avec leurs coutumes, leurs biens et leurs droits.

La symbiose judéo-arabe n'a pas été seulement celle d'une éclatante civilisation, de cette civilisation qui a fait écrire à un auteur juif contemporain : « *L'Islam est fait de la chair et des os du judaïsme. Il est pour ainsi dire une refonte et un élargissement de celui-ci, exactement comme la langue arabe est très étroitement apparentée à la langue hébraïque. Le judaïsme a pu par conséquent puiser dans cette civilisation ambiante, et en même temps préserver son indépendance*

et son intégrité beaucoup plus facilement que dans la société hellénistique d'Alexandrie ou dans le monde moderne. ...Jamais le judaïsme ne s'est trouvé dans des relations si étroites et dans un état de symbiose si fécond que dans la civilisation médiévale de l'Islam arabe » (1).

Si la culture judéo-arabe connut le recul de tout le monde arabe encerclé par l'expansion du capitalisme, la vie quotidienne des communautés poursuivait cette symbiose.

Là, il faut éclairer le statut de « dhimmi », de protégé. Deux communautés coexistaient, toutes deux basées sur une conception totale de l'homme, totalement inséré dans sa communauté. Les structures mises au point organisaient cette coexistence, dans le respect mutuel, avec toutefois et effectivement, une différence : la communauté dominante, la musulmane, avait la responsabilité de l'Etat, ou de la tribu, sur le plan politique et militaire, cette responsabilité incluant le respect de la communauté minoritaire. Bien sûr, la reconstruction de la symbiose judéo-arabe devra bannir toute discrimination de toute sorte, y compris politique. Mais nullement dans la conception mécaniste d'une laïcité stérilisée à l'occidentale. Palestine laïque, rejetant l'Occident pour participer à la construction du monde arabe, n'a de sens et de perspective que dans la conception de « l'Etat démocratique » dont parlait Marx dans sa « Question juive » et non de « l'Etat politique » de la démocratie bourgeoise (b).

Par rapport à la réalité historique dont nous avons situé le schéma, les historiens de la colonisation ou de l'assimilation coloniale, des idéologues du Contrôle Civil (c) à ceux qu'un fils de la grande colonisation appelait, avec ce mépris raciste caractéristique, des « éléments avancés, ambitieux et inquiétants » (3) de la communauté juive, ont recherché les textes à l'appui de leurs thèses coloniales et isolé les excès, dûs à tel aventurier local, ou à tel souverain assoiffé de violence,

en oubliant, comme cet ouvrage d'un ancien Président de la Communauté Israélite de Casablanca (4), que ces excès s'étendaient aussi aux musulmans, en oubliant que le peuple musulman lui-même réprouvait ces excès (d).

Mais comment prouver que telle thèse est plus vraie que l'autre ? En opposant des textes à d'autres textes, des faits nécessairement isolés par le processus même de la recherche historique à d'autres faits isolés ? Non pas ; les juifs marocains qui ont *vécu* cette symbiose, leurs enfants que l'organisation sioniste a pu, culturellement et idéologiquement, isoler de la nation, pourront, les yeux décillés par la réalité du sionisme, refaire surgir les faits concrets, la vie quotidienne dominante, l'amitié profonde.

Aux personnes de bonne foi qui n'ont pas vécu cette amitié, nous demanderons de réfléchir sur la signification de quelques données concrètes :

Les sources du statut de « dhimmi », beaucoup plus que par les textes juridiques, sont éclairées par l'analyse de la réalité concrète, avant qu'elle ne soit déformée par les structures capitalistiques et par la colonisation, ou détruite par le sionisme. Tel était le cas des communautés rurales, où vivait environ 25 % du judaïsme marocain, dispersées dans les régions montagneuses du Sud, le Haut Atlas, et les plateaux présahariens. Dans ces douars, les relations entre juifs et musulmans s'étaient développées sans entrave extérieure, dans le cadre culturel de ces communautés rurales. L'une des rares études sur cette réalité porte sur le droit coutumier des tribus du Tafilalet. Elle montre que, si chaque juif de ces vieilles communautés paysannes recherchait, non un « Seigneur », comme on l'a prétendu, ni « un protecteur, ni exactement un tuteur, mais un « répondant » au sens entier du terme » (5), c'était pour des raisons bien précises liées aux coutumes juridiques des deux communautés. Le recours en justice, particuliè-

rement, était basé sur la prestation de serment, pour le juif à l'intérieur de la synagogue, pour le musulman devant le Cadi. En cas de conflit entre juif et musulman, le répondant musulman du juif prêtait serment devant le Cadi en lieu et place du juif. Ce répondant se considérait tenu de prendre les armes pour défendre ou venger le juif en cas de crime.

Ceci n'empêchait pas les juifs, au même titre que les musulmans, de pouvoir « louer, acheter ou vendre des biens meubles et immeubles, locaux d'habitation ou terrains de culture sis dans la tribu. » Ils disposaient même parfois, en outre, d'un droit de préemption « dans le cas d'une aliénation consentie par un de leurs parents juifs. »

Ainsi s'organisait la vie de ces deux communautés, dans ces structures « précapitalistes », où, pour reprendre la phrase de Marx, « *la production était organisée pour l'homme, et non l'homme pour la production.* » Des voyageurs européens juifs, attachés encore au contenu humain du judaïsme et non aliénés à la culture occidentale, découvraient aussi dans la vie des communautés urbaines, imprégnées des mêmes bases culturelles, de la même symbiose fraternelle avec la communauté musulmane, le sentiment de « plénitude » et comprenaient alors la « nostalgie du mellah » (6).

Cette vie était à la fois close et en symbiose avec la communauté musulmane. Ce n'était pas le ghetto encerclé par un monde hostile. Aux faits déjà donnés, ajoutons le rappel, entre autres, et qui subsistent encore, des manifestations d'amitié et d'affection des Musulmans aux juifs lors des fêtes religieuses, notamment des cadeaux les soirs de Mimouna, le fait, relevé avec étonnement par les observateurs européens, de la vénération par les musulmans des saints juifs (e).

Précisons. Ce judaïsme était total. Il comportait également l'idéal de « retour à Israël », la prière de Pessah « l'an prochain à Jérusalem ». C'est l'ambiguïté de cet idéal et de cette prière qui a été détournée et utilisée par le sionisme. Il faut dire que dans la société européenne, déformée par le capitalisme et l'idéologie coloniale, les aspects négatifs de cette ambiguïté ont pu prendre corps et donner naissance à l'idéologie sioniste (f). Mais, tout de même, indépendamment de toute croyance personnelle, le fait objectif demeure que cet idéal et cette prière plongent dans ce qui fait la conception d'universalité et d'humanisme du judaïsme. L'idéal d'« Israël » est celui des fils de Dieu, plongés dans la souffrance, et promis à l'avènement, sur cette terre, du Royaume de Dieu. « L'an prochain à Jérusalem » est lié à la conception du Messie et de l'avènement de ce Royaume pour tous les hommes (g).

Il ne s'agit ni du règne du Veau d'Or et de la Banque Rothschild, ni de prendre Moshé Dayan comme Messie. Le sionisme l'a d'ailleurs si bien compris qu'il s'est efforcé de déraciner cette croyance en le Messie : l'un des organisateurs du sionisme au Maroc, et qui aujourd'hui continue son entreprise dans l'Etat sioniste, Prosper Cohen, écrivait en 1944 une sorte d'exhortation à la communauté juive à abandonner l'espoir dans le Messie et dans l'humanité. « *Qu'est-ce que le Messie ? En réalité, tu ne sais pas plus qu'un autre peuple ce qu'est ou ce que sera le Messie... Viendra-t-il ce roi juif ? S'ouvrira-t-elle pour les juifs cette ère de bonheur ? Tu sais bien que non, peuple entêté ! Tu sais bien que l'humanité est à jamais perdue...* » (9).

Ce même prophète du sionisme exhalait son mépris des juifs du peuple après le fiasco des élections aux communautés, organisées en 1948 sous la double égide du sionisme et de la Résidence Générale : « *Peut-on, après le ridicule fiasco des dernières élections, lancer un appel en vue d'une action quelconque ? Il semble, en effet, que la torpeur d'un grand nombre de nos coreligionnaires soit congénitale et qu'il n'y ait décidément aucun remède susceptible de la combattre.* » (Noar, n° 14, février 1948).

Où l'on voit que sionisme, racisme, colonialisme et mépris des hommes sont identiques !

Le peuple, qu'il soit musulman ou juif, sentait bien, lui, dans sa chair, cette espérance commune en le Royaume de Dieu. L'amitié et la fête commune des soirs de Mimouna clôturant le Pessah en étaient l'une des expressions vivantes, symbolisant la fin commune de ce désert d'injustice que traversent les hommes.

Tout ceci, qui demande d'autres développements, d'autres recherches, d'autres réflexions, n'est pas que de l'histoire. Il faut préparer la construction de l'avenir, d'une société où de nouveau la production sera organisée pour l'homme, d'une société où l'homme pourra de nouveau trouver une plénitude désarticulée par le capitalisme et la culture occidentale, d'une société de créateurs où les hommes réexprimeront leurs valeurs culturelles pour projeter l'avenir.

II - *DU DERACINEMENT DES « ELITES » A L'ENCADREMENT SIONISTE*

L'objectif de conquête du monde arabe par le capitalisme européen date des prémisses de sa mutation en impérialisme moderne. Cet objectif contint d'emblée l'effort de division entre juifs et musulmans. Précurseur à la fois de la « gauche » européenne et de l'impérialisme, Napoléon lança de Gaza, en 1799, une proclamation aux juifs d'Afrique et d'Asie au nom, avoué, des « idéaux » de la Révolution française, et, plus réel, des appétits de conquête de la bourgeoisie.

Dans la deuxième moitié du 19ᵉ siècle, l'entreprise de colonisation s'organisa, cet effort de division jouant son rôle avec la participation empressée et intéressée des grands banquiers juifs. Edmond de Rothschild (déjà !) créait en Palestine le premier établissement colonial, et, forme nouvelle de la traite, y importait 5.000 juifs de Russie. Parallèlement, et avec des fonds de même source, l'Alliance Israélite Universelle était fondée, et créait ses premiers établissements scolaires dans le bassin méditerranéen, et notamment au Maroc. Le banquier anglais Sir Moses Montefiore effectuait un voyage « philantropique » au Maroc, manifestant « l'inquiétude », largement renouvelée depuis par le colonialisme européen, pour le sort des communautés juives dans le monde arabe.

Laissons parler notre Mouillefarine déjà cité (3) : « *Ce serait une erreur singulière de croire que le Protectorat est le fait pur et simple de la conquête militaire ; il faut y voir l'aboutissement d'une politique patiente, intelligente et méthodique qu'on a justement appelé la* « pénétration pacifique ». *Les armes n'ont fait que consacrer et consolider une possession déjà acquise par un long travail d'approche des liens économiques créés avec les autorités chérifiennes et les grands chefs des tribus berbères. Or, de cette œuvre de rapprochement, des officiers et négociants français furent les principaux artisans, aidés par les israélites du pays, grâce à la nouvelle formation qu'ils recevaient de l'Alliance.* »

Ce raciste, bien sûr, confondait quelques collaborateurs juifs et la masse des juifs. Car s'il est vrai que l'un des premiers élèves de la première école de l'Alliance, celle de Tétouan, devint le fondateur du sionisme au Maroc, les artisans juifs du Rif travaillaient pour l'armement des troupes d'Abdelkrim el-Khattabi.

Mais il est vrai que les quelques milliers de juifs marocains ainsi formés constituaient, à partir des années 1920, la seule « élite », la seule manifestation publique de la communauté juive.

La société traditionnelle devait se dépasser pour affronter l'impact de la colonisation. La résistance nationale, issue des profondeurs du

peuple, a été une « résistance », mais n'a jamais été, malgré certaines aspirations plus ou moins diffuses, une « révolution », qui soit à la fois rejet de l'impact colonial et dépassement de la société traditionnelle. L'idéologie nationale plus ou moins élaborée n'a cessé d'osciller entre le repli sur cette société et l'adoption des valeurs de la société bourgeoise occidentale. Même le courant socialiste, jusqu'aux efforts entrepris depuis ces récentes années, n'offrait de perspective que techniciste.

Rien d'étonnant donc que cette « élite » juive, déracinée dès le départ, intégrée par son style de vie, ses intérêts, à la culture occidentale, n'ait offert, dans le meilleur des cas, aucune perspective nationale concrète à la masse de la communauté juive marocaine, quand elle ne l'a pas, tout simplement, canalisée vers le sionisme. Dans une structure sociale où l'autonomie culturelle était déjà très forte, cette communauté s'est vue ainsi abandonnée à une telle « élite ». Ceux des marocains juifs, nombreux à un moment, qui venaient au mouvement national dans le cadre du seul parti qui inscrivait la lutte nationale dans l'objectif d'avenir de construction du socialisme, se trouvaient, par une application mécaniste des principes du socialisme scientifique, amenés à sous-estimer, sinon ignorer, la nécessité d'une lutte spécifique dans la communauté juive, la laissant ainsi à cet abandon.

La situation de juin 1967 est venue ainsi couronner un siècle de pénétration et de division coloniales, et un quart de siècle d'abandon de la communauté juive marocaine à l'encadrement sioniste.

Les étapes du déracinement se situent ainsi :

1) *Jusqu'en* 1940, *formation et occidentalisation de la bourgeoisie juive marocaine*. Typique est à ce sujet le numéro spécial consacré en décembre 1928 à l'essor du judaïsme marocain, par le journal mensuel « *L'Avenir Illustré* », édité par quelques européens juifs installés au Maroc et des marocains juifs issus de cette « élite » occidentalisée. Ce numéro, dédié au Résident Général Steeg, se situe, comme le souligne l'éditorial, « Sous l'égide de la France ». L'un des rédacteurs, qui fut aussi l'un des promoteurs de la Fédération Sioniste du Maroc, y écrivait : « *Qu'étaient nos frères du Maghreb il y a seulement une vingtaine d'années? Une tribu d'Israël, isolée du reste du monde juif et en marge de la civilisation occidentale... Les juifs du Maroc, en entrant un jour dans la grande famille française, y formeront nécessairement une « province spirituelle* ». »

La « grande famille française » devait, en 1940, « enrayer » ces ambitions.

2) *La mise en place de l'encadrement sioniste*. Si, dans les années d'application des lois raciales de Vichy, l'opposition de Mohammed V à ces lois et la fraternité musulmane devait confirmer à la masse des marocains juifs leurs raisons d'attachement au pays, cette « élite » ne pouvait limiter là son ambition. Comme l'écrivait l'un d'eux, « *Nous avons connu des israélites marocains dont la tenue vestimentaire, le genre de vie, la culture ne se distinguaient plus des européens, qui préféraient, dans un procès contre un arabe, se faire condamner par défaut plutôt que de se présenter au Makhzen, et d'avoir à se déchausser et à s'accroupir humblement devant le pacha* » (10).

L'arrivée de l'armée américaine, en novembre 1942, devait ouvrir de nouvelles perspectives.

Dès 1943, avec la collaboration d'officiers américains et anglais, un amalgame analogue à celui qui avait créé « *l'Avenir Illustré* » mit en place les bases de l'organisation sioniste. La bourgeoisie juive marocaine abandonnait l'objectif assimilationniste pour se rallier, dans sa quasi-totalité, à l'objectif sioniste. Le même auteur qui évoquait

le tribunal du Pacha comme un « ghetto moral » situait ainsi ces deux courants : « *Les deux positions peuvent se résumer sous cette forme : si l'Alliance, œuvrant pour donner aux Juifs, avec l'instruction, la dignité et la possibilité de conquérir une place plus honorable dans leur pays, luttait ainsi dans le domaine politique et diplomatique,* « pour que les juifs ne souffrent plus de la qualité de juifs », *S.D. Lévy et les sionistes pensaient qu'il fallait certes libérer le judaïsme des pays arriérés, de la misère, de l'ignorance et des préjugés, mais avec l'espoir suprême de leur procurer le retour dans le pays de leurs aïeux* » (10).

En 1945, d'après ce même auteur, le deuxième courant l'avait emporté complètement, tout au moins au niveau des leviers de contrôle, organique et idéologique, de la communauté juive.

Basé sur les fonds du « Joint », organisme américain dont les activités dans le monde en soutien du sionisme ont des formes parallèles à celles de la CIA (h), le sionisme mit en place en particulier l'encadrement de la jeunesse juive marocaine.

Mais la masse des marocains juifs restait attachée à l'amitié avec les musulmans et aussi à ses racines culturelles. Aussi le sionisme se présentait, notamment dans la jeunesse, comme une entreprise de contestation de l'occidentalisation et de l'assimilation, et de rénovation des sources culturelles, tout en proclamant l'amitié avec les « Arabes ». Le secrétaire général de la Fédération sioniste du Maroc, européen juif que le journal Noar présentait comme « l'âme du sionisme marocain », déclarait : « *Nous insistons sur le fait que les rapports entre Juifs et Arabes doivent être cordiaux comme ils le sont déjà en Eretz (Israël)... Tous les juifs du Maroc doivent savoir que le sionisme n'est pas un idéal contraire aux intérêts de qui que ce soit, ni dirigé contre un groupe ou un pays ou des intérêts quelconques, mais la solution humaine du problème juif et la fin d'une tragédie deux fois millénaire, qui s'est révélée à nos regards terrifiés après la triste expérience du nazisme ayant sa source dans l'antisémitisme* » (11).

3) *Les provocations coloniales.* Les efforts des sionistes se voyaient, non seulement tolérés, mais appuyés par les autorités du Protectorat qui cherchaient à diviser et à détourner de la voie juste le mouvement national. La vieille complicité entre Herzl et le Ministre de l'Intérieur tsariste (12) se voyait ainsi renouvelée.

En février 1948, les élections aux communautés juives du Maroc, organisées alors que la répression du général Juin s'apesantissait sur le mouvement national, étaient, malgré les efforts conjugués de la Résidence et des sionistes, un véritable fiasco. A Casablanca, sur une population de 70.000 marocains juifs, il y eut 352 votants ; à Marrakech, sur 20.000 marocains juifs, il y eut 153 votants. Le journal Noar qui rapportait ces résultats sous le titre « *Vous n'avez pas fait votre devoir* » ajoutait que « *les résultats des autres centres ne sont guère plus brillants* ».

Aussi la Résidence passa à des actes plus conformes à son style. Après un échec d'une tentative de provocation au Mellah de Fès le soir de Mimouna, échec dû à la réaction immédiate de militants du Parti Communiste Marocain, le Contrôleur Civil Chennebault organisa à Oujda et Jerada les 7 et 8 juin 1948, le massacre d'une centaine de marocains juifs. La Résidence réussit ainsi, et dans le contexte de la création de l'Etat sioniste, à la fois le premier choc massif en faveur du sionisme, choc qui entraîna une première vague d'émigration (évaluée par A. Chouraqui à 10 % de la population juive marocaine), et la dissolution de la Fédération des Mineurs, dont les responsables étaient inculpés d'être les organisateurs de ces massacres (i).

Ce processus de provocation n'était d'ailleurs pas particulier aux autorités coloniales françaises, ni à la seule organisation sioniste au Maroc (j).

4) *Compromis et échecs de l'indépendance.* Le deuxième semestre de 1955 reste, pour tous les Marocains, y compris les Marocains juifs, la période inoubliable et triomphante qui vit le retour de Mohammed V. Cependant, dès Aix-les-Bains, les compromis s'élaboraient, qui devaient peser lourdement sur l'indépendance, y compris sur l'intégration de la communauté juive.

Dans la période précédente du développement de la lutte, y compris armée, contre le Protectorat, des marocains juifs de plus en plus nombreux, surtout parmi les jeunes étudiants et intellectuels, s'étaient ralliés au Mouvement National, contribuant ainsi à la reconquête d'un Maroc fraternel.

Mais à l'étranger, « l'opinion publique internationale », bien connue, « s'inquiétait », à l'approche de l'indépendance, du « sort » des juifs marocains. Dans ce contexte, le « *Jewish Observer and Middle East Review* » du 26 août 1955 put annoncer que l'émigration de 45.000 juifs marocains serait organisée entre septembre 1955 et août 1956. Cette quantité était le « *maximum dont Israël pouvait organiser l'absorption - excepté sous des conditions d'urgence aiguë. Heureusement, de telles conditions n'existent pas à présent au Maroc grâce à l'approche éclairée des principaux dirigeants nationalistes à cette question des relations avec les juifs du Maroc.* » Le journal rappelle à ce sujet les déclarations publiques et une attitude générale dans des « *rencontres avec des représentants du Congrès Juif Mondial, qui, semble-t-il, ont lieu depuis quelque temps.* »

Les moyens matériels étaient en place. R. Aflalo, dans une étude publiée par l'Avant-Garde des 23 et 30 août 1959, rappelle que, à partir de 1953 : « *les mouvements sionistes étrangers et leurs agents mettent en place un réseau serré dont les ramifications traversent tous les mellahs et atteignent les plus petites localités du sud; créent le camp d'hébergement de la route d'El-Jadida et s'installent pour la grande campagne. A partir de ce moment, les nombreux effectifs de ces organisations ne cesseront de circuler librement parmi les masses juives, de les assaillir avec acharnement, de les encourager à tout abandonner et profitent évidemment de cette période d'incertitude, de confusion et de troubles pour semer la panique. C'est l'âge d'or des mouvements sionistes au Maroc.* »

L'apogée fut atteinte précisément dans la période de fin 1955 à juin 1956, et la description qui suit, vue de l'intérieur, est à rapprocher de l'objectif tracé en août 1955 par l'organisation sioniste internationale : R. Aflalo rappelle que cette période a connu le « *rythme le plus rapide et qui a fait le plus grand nombre de victimes. Sachant le gouvernement préoccupé par des tâches urgentes et majeures, les organisations sionistes* « travaillaient » *vite, conscientes du moment de confusion éphémère dont elles tiraient alors parti. Nul n'a encore oublié cette fièvre dans laquelle les agents étrangers parcouraient les quartiers juifs, semant la panique, parvenant à créer une véritable psychose de peur collective, aidés dans cette étourdissante course contre la montre par de nombreuses et incessantes campagnes de presse étrangères, qui prédisaient à l'unisson aux Juifs du Maroc* « un nouveau cauchemar hitlérien ». »

Voici donc ce que les mains libres données au sionisme firent de l'Indépendance pour nombre de marocains juifs ! Le ministre juif, l'amitié judéo-musulmane au niveau d'organisations bourgeoises comme El Wifaq, la référence à la démocratie de style occidental, se situaient dans une autre sphère. Les intellectuels et techniciens juifs marocains pensaient, quant à eux, qu'il suffirait de s'en tenir à faire bien son travail et à se donner à la construction nationale.

L'émigration, cependant, alors que le camp sioniste de la Kadimah n'était fermé qu'en 1959, stagna dans les années suivantes. Au recensement de 1960, la population israélite comprenait 160.000 personnes.

Les chiffres correspondants, ex-Zone Nord et Tanger compris, de 1951 et 1950 donnent 215.000 personnes. Compte tenu des naissances, il est permis d'évaluer les départs à un peu plus de 90.000 personnes en neuf ans, dont la ponction de 45.000 personnes dont nous avons parlé. En dehors de cette « campagne » sioniste, et malgré les pressions subies par les marocains juifs, les départs se situent donc, en moyenne, pour les huit années encadrant l'indépendance, à quelque 6.000 personnes par an.

L'emprise sioniste était loin, donc, d'avoir fait son œuvre. Mais l'impunité dont jouissait l'organisation sioniste, la tolérance dont elle a bénéficié à l'exception de la courte période de 1959 à 1961, ne pouvaient pas manquer de peser sur une communauté sur laquelle cette organisation a exercé, depuis 1944, un entier monopole idéologique.

5) *L'émigration.* Elle s'est développée, régulière, massive, depuis 1961. Les statistiques officielles permettent de situer les départs, depuis cette date, à une moyenne de 12.000 par an.

L'échec de la tentative réformiste de créer une démocratie bourgeoise à l'occidentale fut consacré par l'orientation politique prise depuis 1960 et par la stagnation économique qui suivit.

Cet échec et cette stagnation permirent enfin au sionisme de faire apparaître à la majorité des juifs marocains la solution du départ comme la seule possible, d'autant plus facilement que la grande bourgeoisie marocaine tentait de camoufler son appétit de compromission économique avec l'impérialisme par une phraséologie nationaliste et un racisme larvé. La néo-féodalité effairiste qui s'est organisée depuis était, elle, plus conséquente : utilisation, sans discrimination, de courtiers, musulmans, juifs ou étrangers; protectionnisme camouflant mal le mépris pour la masse des juifs; répression indignée contre les « Lévy rouges ».

Le tournant fut nettement marqué en 1961 : en janvier 1961, une provocation sioniste montée à l'occasion de la venue au Maroc du Président Nasser, alimentée par les excès de certains (contre les enfants !) et des articles de presse racistes, fut mise en échec par la réaction publique d'un nombre important de marocains juifs (k). Ceci montre que la possibilité d'explication et d'information antisioniste était encore sensible. Mais le lourd manteau qui pèse sur la vie politique du pays n'était guère favorable à son développement.

Le sionisme, quant à lui, était bien organisé. Comme par hasard, à ce même moment, un petit bateau, le « Pisces », chargé de 42 émigrants, incapable de tenir la mer, coulait devant les côtes méditerranéennes du Maroc, son capitaine sauvant, quant à lui, sa peau ! Lorsqu'on connaît l'efficacité de l'organisation sioniste, peut-être ne faut-il pas s'étonner de cette « coïncidence fortuite » qui permit à un journaliste sioniste d'écrire « *Le Maroc a désormais son Exodus* » (l).

Dans des conditions qui restent à préciser, devant « l'émotion » de « l'opinion publique internationale », les portes de l'émigration s'ouvrirent.

Cet aboutissement a été ainsi résumé par une observatrice informée et objective du judaïsme marocain : « *Aussi, dans cette recherche et dans son effort d'intégration dans une culture occidentale, le juif marocain ne pouvait éviter de se poser la question de son identité : pendant des siècles, le juif maghrébin avait bien été lui-même* « juif en pays musulman ». *Cette condition, il l'avait acceptée avec ses conséquences. Au contact de la civilisation occidentale, l'équilibre séculaire a été rompu. Lorsque le jeune lycéen commença à se demander :* « Qu'est-ce qu'un juif ? », *ses maîtres laïcs répondaient* : « Au Maroc, il n'y a ni juifs, ni musulmans, il n'y a que des Marocains ». *Lorsqu'il se posa en Marocain devant les musulmans, on lui affirma que tous les sujets du Sultan étaient égaux, mais on lui fit sentir, dans la réalité de l'existence, que certains droits n'étaient pas pour le dhimmi. Quant*

aux autorités du Protectorat, elles le considéraient comme « israélite marocain ». *Quand, enfin, il se décida à émigrer en Israël, on le considérait, pour la première fois, comme* « Marocain » » (15).

En effet, devant la réalité de l'Etat sioniste, sa crise économique, le racisme contre les juifs « orientaux », le reflux prenait corps en 1966 et jusqu'en mai 1967.

Juin 67 donna lieu, au Maroc, à de nouvelles provocations sionistes dont l'objectif fut alimenté, une fois de plus, par la réaction raciste d'une certaine presse bourgeoise. L'émigration reprit.

Mais juin 67 contenait pour le monde arabe, et finalement, l'Histoire le montrera et commence déjà à le montrer, pour le judaïsme dans le monde arabe, l'émergence de ce qui fera la fin du cauchemar sioniste et raciste.

III - *JUIN* 67 *ET LA PERSPECTIVE*

Nous ne ferons pas ici l'analyse détaillée, qui mériterait d'être faite, sur le plan socio-politique, de juin 67. Au-delà même de toute construction intellectuelle, la réalité du concept de nation arabe est apparue vivante. Pour le Maroc, cette date sera un nouvel août 53.

On nous dira : si la « nation arabe » est vraie, pourquoi pas le « peuple juif »? Nous nous proposons de reprendre, en profondeur, ces thèmes. Mais retenons ceci, même si ce ne peut être compris aujour d'hui par tous : ce qui fait la réalité d'une donnée sociologique, c'est son devenir.

Le concept de « nation arabe » s'inscrit dans la perspective historique des mouvements de libération nationale et de liquidation de l'impérialisme. Le concept de « peuple juif » tend à faire ressurgir une démarche tribale, et encore, au stade le plus primitif, démarche que la philosophie même du judaïsme, à travers les Prophètes, a contribué à faire dépasser en exprimant une conception universaliste de l'Homme (m).

Il reste clair que l'avenir du judaïsme marocain, pas plus que celui de toute la nation marocaine, n'est désormais dissociable de l'avenir de la Palestine. L'« élite » faillie qui a fait, directement ou indirectement, le sionisme au Maroc et qui se tait depuis juin 67 voudrait sans doute, avec d'autres fausses élites, couvrir cette réalité de l'oubli. Mais chacun sait que cela n'est plus possible.

A tous ceux, ici ou ailleurs, des marocains juifs, qui sentent au fond d'eux-mêmes, consciente ou subconsciente, l'angoisse de l'isolement et du déracinement, à tous ceux qui, au fur et à mesure que la réalité et l'impasse du sionisme apparaît, réfléchissent, nous demandons de s'informer, de briser, d'abord en eux-mêmes, le monopole de l'information sioniste et la mystification par l'Occident impérialiste (n).

La réalité de l'Etat d'Israël, lisez-la à travers cet ouvrage d'un auteur sioniste qui cherche, en vain, l'issue aux impasses du sionisme (1).

L'effondrement du rêve humaniste des juifs trompés par le sionisme, découvrez-le à travers cet autre auteur qui affirme pourtant que le « peuple juif » est une notion « *sui generis* » (2).

Le crime permanent commis contre le judaïsme, réfléchissez-y à travers l'œuvre d'Emmanuel Lévyne (3) et le combat qu'il mène depuis qu'il découvrit, sur l'Exodus, la réalité du sionisme.

La réalité du juif marocain dans l'Etat sioniste peut être perçue à travers la sécheresse objective d'études comme celle de cette sociologue juive marocaine, même si celle-ci n'a pu dépasser la perspective « occidentale » (4).

La réalité du racisme dans l'Etat sioniste ressort dramatiquement des deux études conjointes de deux citoyens de cet Etat, l'un musulman, l'autre juif (5).

La réalité du sionisme comme entreprise impérialiste, la réalité du sionisme comme entreprise d'aventuriers qui n'ont *jamais* (o) voulu créer un foyer pour les juifs persécutés, mais construire un Etat raciste et expansionniste, enclave de l'impérialisme, ceux qui ne la percevraient pas à travers la réalité vivante actuelle, peuvent lire l'étude de Maxime Rodinson (6) et l'important ouvrage de Nathan Weinstock (7).

La réalité du fascisme à la tête de l'Etat sioniste peut être perçue à travers l'effrayant auto-portrait que Moshé Dayan trace de lui-même dans son interview à « *l'Express* » en mai dernier, et dans cette lettre que lui adresse une mère juive, Miriam Galili.

La réalité de la « culture occidentale », de sa « technique », saute en éclats sous la poussée des peuples, d'abord du peuple vietnamien, et, de plus en plus, pour le monde arabe, des combattants palestiniens.

La réalité du « désert » fructifié, en quoi diffère-t-elle de la réalité coloniale et néo-coloniale que nous connaissons, en quoi diffère-t-elle des orangeraies du Souss ? Ceux qui oublient que le pays de Canaan n'a pas attendu la technique occidentale pour être le pays du lait et du miel, ceux qui accordent quelque valeur aux orangeraies nouvelles qui y ont été plantées depuis vingt ans, qu'ils s'interrogent sur ce cri de Roger Benhaïm, juif algérien qui vit l'angoisse de son déracinement en France : « SUR LA TERRE DE DIEU, DE MOISE, DES PROPHETES, DE JESUS, SUR CETTE TERRE OU COULENT LE LAIT ET LE MIEL, OU POUSSENT L'ORANGER ET LE PAMPLEMOUSSE, UN HOMME EST MORT SOUS LA TORTURE ET SES TORTIONNAIRES ETAIENT DES
 JUIFS, MES FRERES ».

(2° discours dans le désert, dédié à Kassem Abou Akar, torturé à mort par les sionistes).

Face à cette impasse, face à ces crimes commis au nom du judaïsme, se dresse la perspective du monde arabe fraternel de demain. Dans la lutte du peuple palestinien pour une Palestine laïque, unifiée et démocratique se dresse, entre autres, la figure du Palestinien William Nassar, commandant du secteur de Jérusalem de Al-Assifah, torturé par les sionistes, de père chrétien, de mère juive.

juin-juillet 1969

NOTES

(a) Parmi ceux-ci, deux catégories : ceux qui souhaitent simplement vivre chez eux, ici. C'est leur droit, et nul n'a le droit de le leur contester. Ceux qui se veulent hommes conscients et responsables n'ont plus le droit d'ignorer que leur premier devoir, en tant que marocain juif, est la lutte contre le sionisme dans la communauté juive marocaine.

(b) Rappelons la position de Marx, critiquant la conception bourgeoise de l'Etat laïc, et qui s'oppose, par là même, aux interprétations mécanistes du socialisme (2) : « *l'esprit religieux ne saurait être réellement sécularisé. En effet, qu'est-il sinon la forme nullement séculière d'un développement de l'esprit humain ? L'esprit religieux ne peut être réalisé que si le degré de développement de l'esprit humain, dont il est l'expression, se manifeste et se constitue dans sa forme séculière. C'est ce qui se produit dans l'Etat* démocratique. *Ce qui fonde cet Etat, ce n'est pas le christianisme, mais le principe humain du christianisme. La religion demeure la conscience idéale, non séculière, de ses membres, parce qu'elle est la forme idéale du degré de développement humain qui s'y trouve réalisé.* » Comment ne pas penser

que cet objectif correspond également à l'aspiration, commune au judaïsme et à l'Islam, de la réalisation, sur cette terre, du Royaume de Dieu ?

(c) Et leurs continuateurs au Centre de Recherches sur l'Afrique Méditerranéenne de la Faculté d'Aix-en-Provence, tels André Adam (in « Casablanca ») et Robert Mantran (in « L'expansion musulmane »).

(d) L'une des preuves les plus significatives de cette réprobation populaire est le fait que le tombeau de « Solica la Sainte », sainte juive vénérée pour être restée fidèle à sa foi au mépris de sa vie plutôt que de céder à un souverain, était également vénéré par les musulmans.

(e) P. Voinot a pu noter 31 cas de saints revendiqués à la fois par des juifs et des musulmans, 14 cas de saints musulmans vénérés par des juifs, 50 cas de saints juifs vénérés par des musulmans (7).

(f) L'Organisation Socialiste Israélienne Matzpen synthétise ainsi ce processus : « *La civilisation occidentale produisit l'antisémitisme comme son sous-produit légitime, le nazisme comme sous-produit illégitime. La Juiverie Européenne, incapable de reconnaître l'antisémitisme comme un produit d'une civilisation dont elle était partie, l'éleva au rang d'une* « loi de la nature humaine » *et produisit le sionisme pour répondre à cette aliénation* ». (Ce n'est, bien entendu, pas la place ici, ni le rôle de l'auteur, de discuter des positions de telle ou telle organisation israélienne antisioniste, dont il convient cependant de saluer le courage. La praxis révolutionnaire permet déjà, et permettra de plus en plus, le dépassement de fausses querelles de doctrine et la réalisation, dans la lutte armée révolutionnaire commune, de la Palestine unifiée de demain).

(g) Aujourd'hui, comme le fait remarquer Emmanuel Lévyne, la conception biblique d'Israël correspond aux Palestiniens, et ceux-ci peuvent effectivement dire « l'an prochain à Jérusalem » (8).

(h) Précisons qu'une délégation du Joint continue de fonctionner au Maroc sous contrôle de l'ambassade américaine.

(i) Rappelons que le bâtonnier Henri Bonnet fit, lors du procès où Ben Hamida, Secrétaire Général de la Fédération du Sous-Sol, fut condamné à 20 ans de travaux forcés, la démonstration de l'organisation du massacre par les autorités du Protectorat.

(j) Eli Löbel rappelle « l'affaire malheureuse » où il fut prouvé que des attentats à la grenade dans une synagogue d'Irak avaient été organisés par les sionistes, avec l'accord de Ben Gourion (12) ; Serge Moati signalait, en 1947, une provocation du même ordre à Tripoli, sous l'égide de l'Intelligence Service (13).

(k) La Déclaration contre le sionisme et l'antisémitisme recueillit, en quelques jours, près d'une centaine de signatures, dont celle d'un rabbin, qui étaient venues se joindre d'elles-mêmes aux premières.

(l) Le rapprochement est, lui, acceptable lorsqu'on connait ce que fut « l'opération » Exodus pour le sionisme mondial. Se référer à ce sujet au témoignage, vécu, de Emmanuel Lévyne (8) et à l'ouvrage de Alfred Lilienthal (14).

(m) Ceux qui veulent mieux comprendre le « problème juif » tel, toutefois, qu'il a trouvé sa source dans le développement du capitalisme, doivent lire l'ouvrage de Abraham Léon, écrit dans la clandestinité en 1941, avant que l'auteur ne soit arrêté par les nazis et tué à Auschwitz. La réédition de l'ouvrage contient en préface une synthèse historique de Maxime Rodinson (16).

(n) Il faut dire que, lorsqu'on le désire, cela reste, matériellement, presque impossible à réaliser. Aucun des ouvrages ici mentionnés, ne rentre et n'est en vente au Maroc, double effet de la censure et du réseau étranger des libraires. La presse de langue française au Maroc est, soit sioniste,

soit entachée de racisme. La presse de l'étranger se ramène au sionisme de « France-Soir » et à la soit-disante objectivité du « Monde ». Le premier devoir des patriotes est donc *d'organiser* cette information.

(o) La responsabilité du sionisme dans le massacre nazi est clairement établie par la lettre suivante, adressée par Ben Gourion à l'exécutif sioniste, le 17 décembre 1938, alors que les pays anglo-saxons proposaient d'ouvrir leurs portes aux juifs d'Allemagne et d'Europe Centrale.

« *Le problème juif actuellement n'est pas tel qu'il était habituel de le voir. Le sort des juifs en Allemagne n'est pas une fin mais un commencement. D'autres états antisémites prendront des leçons de Hitler. Des millions de juifs sont face à l'anéantissement, le problème de leur refuge a pris des proportions mondiales. La Grande-Bretagne essaie de séparer la solution à ce problème de celle de la Palestine. Elle est appuyée par les juifs anti-sionistes. Les dimensions du problème des réfugiés demandent une solution immédiate, territoriale ; si la Palestine ne les absorbe pas, un autre territoire le fera. Le Sionisme est en danger. Toutes les autres solutions territoriales, vouées à l'échec, demanderont d'énormes sommes d'argent. Si les juifs ont à choisir entre les réfugiés, sauvant les juifs des camps de concentration, et l'assistance à un muséum national en Palestine, la pitié l'emportera et toute l'énergie du peuple sera canalisée pour sauver les juifs de divers pays. Le Sionisme sera écarté de l'ordre du jour, non seulement dans l'opinion publique mondiale, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, mais partout ailleurs dans l'opinion publique juive. Si nous permettons une séparation entre le problème des réfugiés et le problème de Palestine, nous risquons l'existence du Sionisme.* »
(Cité *in* Thèses de l'Organisation Socialiste Israélienne Matzpen).

REFERENCES

(1) S. Goitein. *Juifs et Arabes.* Editions de Minuit. Paris, 1957.

(2) K. Marx. *La Question Juive.* Collection 10/18.

(3) E. Mouillefarine. *Etude historique sur la condition juridique des juifs au Maroc.* Paris, 1941.

(4) Is. D. Abbou. *Musulmans Andalous et Judéo-Espagnols.* Casablanca, 1952.

(5) M. Molinari. *Observations sur la condition juridique des juifs en tribu de droit coutumier berbère, dans le territoire du Tafilalet. in* Revue de la Justice Coutumière, n° 1, Mars 1955.

(6) Noar, n° 11-12, juin-juillet 1947 : « *La revanche du Mellah : Charonot à Sefrou* ».
Noar, n° 14, février 1947. « *Visite d'un Rabbin Français au Maroc* ».

(7) P. Voinot. *Pèlerinages Judéo-Musulmans du Maroc.* Paris. Larose. 1948.

(8) E. Lévyne. « *Le judaïsme et la libération de la Palestine* », *in* Revue Hérytem, n° 1 (N° spécial sur la Palestine).

(9) P. Cohen, Congrès Juif Mondial. Conférence Extraordinaire de Guerre 1944. Casanblanca, 1945.

(10) E. Sikirdji. *S.D. Lévy, une belle figure du judaïsme marocain.* Casablanca, 1955.

(11) Noar, n° 3 de juin-juillet 1946.

(12) *in* Eli Löbel. *Les juifs et la Palestine.* Maspero, 1969.

(13) Noar, n° 12, août-septembre 1947.

(14) A. Lilienthal. *What price Israël* ? Regnery éd. s.d.

(15) DORIS BENSIMON-DONATH. *Evolution du Judaïsme Marocain sous le Protectorat français,* 1912-1956. Mouton. Paris. 1968.

(16) A. LÉON. *La conception matérialiste de la question juive.* EDI. Paris, 1968.

DOCUMENTATION

(1) MARC HILLEL. *Israël en danger de paix.* Fayard. Paris, 1968.

(2) SAÜL FRIEDLANDER. *Réflexions sur l'avenir d'Israël.* Seuil. Paris, 1969.

(3) EMMANUEL LÉVYNE. *Judaïsme contre Sionisme.* Cujas. Paris, 1969.

(4) DORIS BENSIMON-DONATH. *Développement et sous-développement en Israël, in* Revue Française de Sociologie. Octobre-décembre 1968.

(5) SABRI GERICS. *Les arabes en Israël,* précédé de *Les juifs et la Palestine* par Eli Löbel. Maspero. Paris, 1969.

(6) MAXIME RODINSON. *Israël fait colonial ? in* Les Temps Modernes, n° spécial de juin 1967 sur *« Le conflit israélo-arabe ».*

(7) NATHAN WEINSTOCK. *Le sionisme contre Israël.* Maspero. Paris, 1969.

la résistance palestinienne
et le mouvement révolutionnaire mondial

par **abdel aziz belal**

« Il est nécessaire de dévoiler inlassablement aux masses laborieuses de tous les pays, et surtout des pays et des nations arriérés, la duperie organisée par les puissances impérialistes, avec l'aide des classes privilégiées, dans les pays opprimés, lesquelles font semblant d'appeler à l'existence des Etats politiquement indépendants qui, en réalité, sont des vassaux — aux points de vue économique, financier et militaire —. Comme exemple frappant des duperies pratiquées à l'égard de la classe des travailleurs dans les pays assujettis par les efforts combinés de l'impérialisme des Alliés et de la bourgeoisie de telle ou telle nation, nous pouvons citer l'affaire des sionistes en Palestine, où, sous prétexte de créer un Etat juif, en ce pays où les Juifs sont en nombre insignifiant, le sionisme a livré la population autochtone des travailleurs arabes à l'exploitation de l'Angleterre. »

Lénine : Thèse n° 6 sur les questions nationale et coloniale (2e Congrès de l'Internationale Communiste. 1920).

« La tâche d'Israël au Moyen-Orient est la même que celle que réalisent les Etats-Unis d'Amérique au Viet-Nam. »

Déclaration de Lévi Eshkol avant sa mort. 1969.

Avec la guerre du Viet-Nam, la question palestinienne commence à occuper le devant de la scène mondiale.

L'une des plus grandes injustices de l'Histoire est en train d'être dévoilée au grand jour, et d'apparaître comme telle aux yeux des larges masses de l'opinion publique mondiale, à partir du moment où le peuple palestinien a pris la résolution de prendre les armes pour décider lui-même de son destin, et libérer sa patrie de l'occupation sioniste.

Nul problème colonial ne fut plus obscurci que celui de la Palestine.

Pendant longtemps, le sionisme sut manœuvrer pour voiler la réalité et mystifier la conscience de millions de gens de par le monde, au point de leur faire perdre de vue la tragédie du peuple palestinien, spolié de son territoire, dépouillé de ses biens, réduit à l'état de « peuple-réfugié » vivant de la « charité internationale ».

Pendant longtemps, les dirigeants sionistes surent habilement jouer des contradictions entre Etats arabes, et des contradictions internes de ceux-ci, de leurs faiblesses, de leurs fautes, du poids de l'impérialisme

qui les opprime, avec toujours comme objectif stratégique celui de consolider l'expansion de l'Etat d'Israël à partir de la frange de territoire palestinien que l'O.N.U., commettant la plus lourde faute de son histoire, leur attribua en 1947.

Aujourd'hui, beaucoup de choses ont changé.

La Résistance palestinienne devient le symbole et l'incarnation de la personnalité nationale du peuple palestinien, de son droit à la récupération de son territoire spolié, de sa volonté de mener une guerre de libération nationale jusqu'au bout, jusqu'à la satisfaction de ses aspirations nationales.

L'injustice de l'existence de l'Etat d'Israël apparaît beaucoup mieux qu'avant, non seulement à cause du développement de la Résistance palestinienne, mais aussi parce que la colonisation sioniste s'étend depuis l'agression de juin 1967 à de nouveaux territoires arabes, dans la foulée du rêve colonial sioniste de l'« Empire d'Israël s'étendant du Nil à l'Euphrate ».

L'ouverture d'un nouveau front de la lutte révolutionnaire anti-impérialiste

La question palestinienne est, fondamentalement, une question de libération nationale. C'est une question qui fait partie intégrante du contentieux global que cherche à liquider le Mouvement de Libération Mondial dans sa lutte contre l'impérialisme et le colonialisme.

Aucun artifice sioniste, aucune prétention démagogique de certaines forces réactionnaires arabes, ne sauraient masquer cette réalité essentielle. Et le mouvement de libération palestinien est le premier à réaffirmer constamment ce principe et à éduquer ses militants dans cet esprit.

En vingt ans, trois guerres offensives israéliennes avaient chassé de leur terre natale deux millions trois cent mille Palestiniens arabes, nés musulmans et chrétiens, pour y installer des colons étrangers.

Le projet sioniste s'imbriquait étroitement dans la stratégie de l'impérialisme vis-à-vis de l'Orient Arabe, vis-à-vis des peuples de cette région aux richesses pétrolières fabuleuses, pour tenter de « casser » leur mouvement de libération nationale et de révolution sociale.

Ainsi, dès sa « naissance », l'Etat d'Israël était porteur d'une double essence qui ne cessera par la suite de s'affirmer et de se dévoiler : Etat colonial d'un type nouveau et en même temps base impérialiste d'agression, de menaces et de chantage dirigée contre les aspirations nationales et progressistes des peuples arabes et, par là-même, contre l'ensemble du Mouvement Progressiste Mondial.

Fer de lance de la contre-révolution au sein du monde arabe, l'Etat sioniste emporté par ses ambitions et les projets impérialistes de ses maîtres, au bout de sa troisième guerre d'agression, devait susciter, sans le vouloir évidemment, un de ces retournements dialectiques dont l'Histoire a le secret, et qui va marquer le commencement de sa fin : ce fut l'ouverture d'un nouveau front de la lutte révolutionnaire par la Résistance Palestinienne qui bénéficie de l'appui grandissant des peuples arabes et de l'opinion progressiste mondiale.

Comme la lutte des Viet-Namiens, et bien que dans des conditions différentes, la lutte des Palestiniens et des autres peuples arabes à leurs côtés est en train d'acquérir une dimension mondiale parce que la fin de l'Etat d'Israël est dialectiquement liée à la liquidation des intérêts et de l'influence impérialiste dans la patrie arabe, région d'importance économique et stratégique vitale pour tout le mouvement

de libération des peuples et le progrès de la Révolution Sociale dans le monde.

C'est ce que les révolutionnaires du monde entier devraient comprendre.

Pas de coexistence pacifique entre les opprimés et les oppresseurs

La légitimité humaine et historique de la lutte armée palestinienne n'est plus à démontrer.

Ce qui se pose aujourd'hui, c'est la nécessité de l'appuyer par tous les moyens matériels, moraux et politiques, et ce devoir incombe en premier lieu à toutes les forces progressistes et révolutionnaires de par le monde.

L'Etat d'Israël ne constitue pas un « fait accompli ». Sinon il aurait fallu considérer comme fait accompli indéracinable toute la colonisation ou la semi-colonisation de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique Latine, la présence française en Algérie pendant 130 ans, l'établissement du pouvoir raciste blanc en Afrique du Sud et en Rhodésie, etc...

L'argument du « fait accompli » ne peut pas en être un aux yeux de mouvements révolutionnaires et progressistes.

L'Etat nazi allemand, en son temps, pouvait aussi apparaître comme un fait accompli. Il fut pourtant abattu grâce à la lutte conjuguée des peuples, et sa chute ouvrit une nouvelle page de progrès pour toute l'humanité.

Ceux qui prétendent, par ailleurs, déployer des efforts sincères pour sauvegarder la Paix mondiale menacée par les agressions répétées d'Israël, devraient comprendre que c'est l'existence, l'essence même de l'Etat d'Israël — comme en son temps l'essence de l'Etat nazi allemand — qui constitue une menace permanente dirigée contre la paix et la sécurité des peuples arabes, et par conséquent contre la sécurité de tous les peuples.

Il ne saurait y avoir de Paix mondiale véritable tant que subsiste l'oppression des peuples.

Il ne saurait y avoir de coexistence pacifique entre opprimés et oppresseurs, entre exploités et exploiteurs.

Là où il y a oppression et exploitation, il y a nécessairement lutte, dans des formes appropriées, celles qui paraissent les plus efficaces, pour mettre fin à l'oppression et l'exploitation. C'est une loi qui s'est constamment vérifiée à travers l'Histoire, et qui se vérifiera encore pendant longtemps, tant que subsiste le système d'oppression et d'exploitation des peuples.

Le programme de la Révolution Palestinienne qui se fixe comme objectif la libération de la Palestine de l'occupation sioniste actuellement baptisée « Etat d'Israël », et l'instauration d'un Etat palestinien démocratique où tous les citoyens, quelle que soit leur confession, jouiront de droits égaux, constitue une plate-forme juste, qui doit être soutenue par toutes les forces progressistes et révolutionnaires dans le monde.

Un moment capital de l'évolution du monde arabe

Dans la marche en avant des peuples arabes à l'époque contemporaine, la Révolution Palestinienne constitue un facteur capital de clarification politique et idéologique.

Toutes les forces sociales et politiques dans les pays arabes sont nécessairement appelées à se définir par rapport à la lutte du peuple palestinien.

Les masses populaires, la jeunesse, les intellectuels patriotes et progressistes, appuient cette lutte à fond, parce qu'elle leur apparaît comme un moment historique décisif de l'achèvement de la libération de la grande Nation Arabe du joug étranger, et aussi comme une étape décisive vers la liquidation de l'emprise impérialiste qui continue de peser sur l'exploitation des richesses de nombreux pays arabes. Lutte contre l'occupation étrangère et lutte contre l'impérialisme et la réaction sont appelées à se fondre en un mouvement unique pouvant déboucher sur la révolution sociale, ou son approfondissement dans les pays arabes où elle a été entamée, c'est-à-dire la réalisation de transformations socio-économiques et politiques structurelles dans le sens du transfert du pouvoir économique et politique au peuple.

Les forces de la bourgeoisie nationaliste et de la petite-bourgeoisie dans les pays arabes soutiennent également, jusqu'à un certain point, la lutte palestinienne, par nationalisme, ou pour des motifs religieux, et avec l'espoir de pouvoir contrôler ou influencer le contenu social et idéologique de la Révolution Palestinienne. Mais en même temps, la bourgeoisie nationaliste arabe continue de vouloir « brouiller les cartes », dans la confrontation avec l'impérialisme, en cherchant à masquer les responsabilités de celui-ci, en exploitant les sentiments religieux des masses au lieu de leur offrir une analyse lucide de la situation, permettant de les mobiliser sérieusement dans la lutte anti-impérialiste. Il entre beaucoup de démagogie dans certaines prises de position non suivies d'effets pratiques. Mais avec le développement et l'approfondissement de la lutte, ces forces seront obligées de se définir plus clairement vis-à-vis de la Révolution Palestinienne et de ses implications sur le plan de la lutte anti-impérialiste dans les différents pays arabes.

La petite-bourgeoisie, qui se veut progressiste, soutient la lutte palestinienne, dénonce les responsabilités de l'impérialisme et de la réaction arabe, accepte certaines réformes des structures socio-économiques et revendique la réalisation de l'indépendance économique vis-à-vis de l'impérialisme, mais en même temps elle n'arrive pas à surmonter ses contradictions idéologiques et l'ambiguïté de ses rapports avec les masses populaires, ce qui empêche celles-ci de jouer pleinement leur rôle dans la bataille.

Quant aux couches sociales arabes encore liées à l'impérialisme, leur appui verbal à la cause palestinienne est acquis, parce qu'elles ne peuvent faire autrement face à leurs peuples qui considèrent cette cause comme sacrée. Mais d'un autre côté, comme l'ont montré les éléments du Liban notamment, ces couches sont capables de se dresser contre la Révolution Palestinienne lorsque leurs intérêts apparaîtront menacés par le dévelopement de celle-ci.

Une telle attitude de la part de ces couches ne fera que renforcer dialectiquement la volonté de libération et d'émancipation sociale des masses populaires arabes, en leur ouvrant davantage les yeux sur le rôle de ces forces qui font objectivement le jeu des ennemis de tous les Arabes : les sionistes alliés à l'impérialisme.

On peut donc affirmer sans exagération que le facteur palestinien est en train de jouer un rôle clarificateur extrêmement important pour tous les peuples arabes.

Pour ce faire, il doit être intégré réellement dans la lutte quotidienne, dans les préoccupations propres de chaque peuple arabe, en liaison avec les problèmes qui sont à résoudre dans chaque pays arabe

Nous devons rendre aux combattants palestiniens, nos frères, l'hommage qu'ils méritent, non seulement pour les services qu'ils rendent aux peuples arabes, en arrosant de leur sang généreux et pur la terre bien-aimée de Palestine, mais aussi pour les services qu'ils rendent à toute l'humanité, en assumant un rôle d'avant-garde dans la lutte anti-impérialiste, à l'image de l'héroïque peuple viet-namien.

Au nom des principes et idéaux du Mouvement Révolutionnaire Mondial

Les pays socialistes, le mouvement ouvrier international, les forces progressistes dans le monde se déclarent solidaires de la lutte des peuples arabes contre l'impérialisme et l'agression sioniste. Une aide importante est fournie par les pays socialistes aux pays arabes, spécialement l'Egypte et la Syrie.

Tout cela est à l'honneur du mouvement révolutionnaire mondial.

Mais il faut dire aussi que certaines incompréhensions concernant le fond de la question palestinienne ne sont pas encore surmontées.

Une très importante fraction du mouvement ouvrier international continue de penser que la reconnaissance des « droits nationaux du peuple palestinien » n'est pas incompatible avec l'existence de l'Etat d'Israël.

Les positions des forces marocaines d'avant-garde sur la question palestinienne sont bien connues : soutien total à la lutte armée du peuple palestinien en vue de libérer sa patrie, et appui sans réserve du programme politique de la Résistance Palestinienne.

Cette position ne comporte aucune « surenchère nationaliste »; elle est pleinement conforme aux principes dont se réclament les diverses forces qui composent le mouvement révolutionnaire mondial.

Du point de vue des principes du socialisme scientifique, il ne saurait y avoir de « nation juive », la religion ne pouvant à elle seule constituer le ciment d'une nation. D'un autre côté, la spoliation du territoire palestinien par la colonisation sioniste, avec l'appui impérialiste, est un fait indéniable et inacceptable.

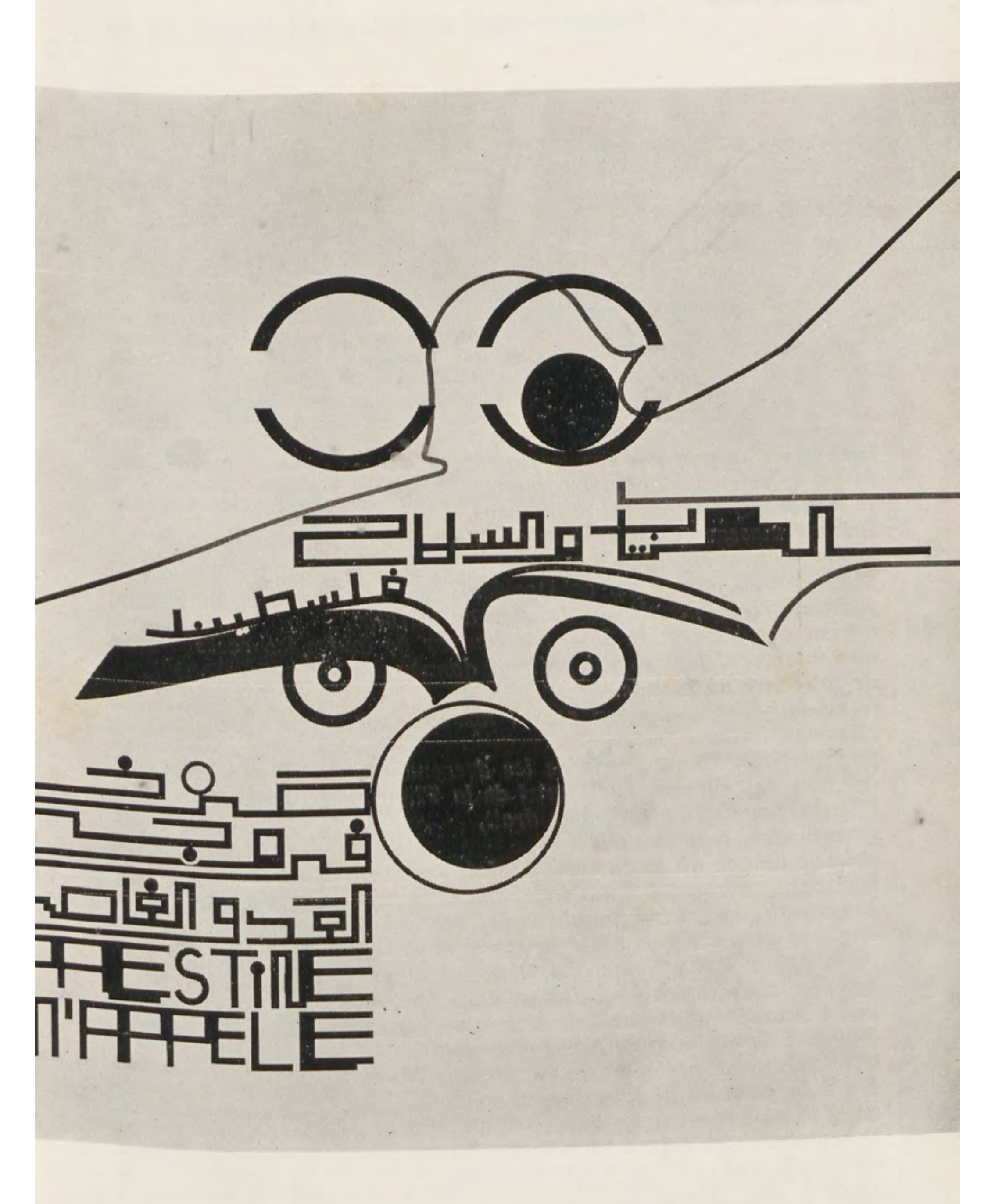
Enfin l'idéologie sioniste, avec ses fondements racistes et chauvins, est une variante de l'idéologie nazie, qui causa tant de malheurs à l'humanité. L'Etat d'Israël, produit du mariage entre le sionisme et l'impérialisme, constitue la négation totale des droits nationaux du peuple de Palestine. Lui reconnaître une quelconque légitimité, et en même temps soutenir les droits nationaux du peuple de Palestine, c'est s'enfermer dans une contradiction insurmontable.

Or le programme politique de la Résistance palestinienne offre la seule alternative valable : celle d'un Etat palestinien démocratique, non raciste, qui traitera ses citoyens sur un pied d'égalité, indépendamment de leur confession, ce qui ne sera possible qu'avec la liquidation des structures racistes de l'Etat d'Israël et l'élimination du sionisme en tant que force militaire, économique, politique et idéologique incrustée en terre de Palestine. D'après ce programme, les juifs désionisés qui voudraient vivre dans un tel Etat, y auront leur place, aux côtés des Palestiniens de confession musulmane et chrétienne.

Il s'avère essentiel de surmonter toute incompréhension et toute contradiction sur le fond de la question palestinienne, de la part du mouvement révolutionnaire mondial.

Car les forces qui composent ce mouvement constituent des alliés objectifs de la Révolution Palestinienne. La lutte que mène celle-ci s'intègre parfaitement dans la stratégie générale des mouvements révolutionnaires et progressistes tendant à l'élimination de l'impérialisme et de la réaction dans le monde, et en définitive à la création des conditions de l'émancipation totale des peuples opprimés.

action plastique : affiche noury ➝



فلسطين
ESTINE
M'APPELE

driss chraïbi

pour la palestine

non, je ne jurerai pas par ce pays
ni par le soir sanglant qui y tombe.
je ne jurerai pas par cet autre pays,
Indiens massacrés, Noirs à la chaîne,
et qui prétend régenter le monde.
je ne jurerai jamais par cet Occident
judéo-chrétien, peuple élu du dieu de la force,
ancien persécuteur du Juif, persécuteur de toutes les races
de toutes couleurs et qui prétend donner des leçons
de tolérance au monde.
feu Adolf Hitler, dors en paix ! nazisme par mort.
sionisme !
feu Adolf Eichmann, regarde les descendants de tes victimes
au nom de l'Eternel, sur l'autel de la Thora, sacrifiant
l'Arabe, pour que vivent leur droit,
leur justice, leur culture.
voici le monde où tu te bats, Arafat, seul :
voitures sur les routes, publicité pour les poudres à laver
le cerveau, opinion mondiale indifférente à l'événement,
angoisse étendue sur toute la terre, et cette civilisation
de la raison qui affirme que Dieu est mort
dans les églises, dans les cités et dans les âmes,
la loi précédée d'un fusil, le tort ayant droit de cité,
l'homme devenu simple agent économique,
et l'écrivain ou prétendu tel vendant et vendu
à qui le paie, à qui lui donne à manger...
voilà le monde où tu te bats, Arafat, seul.
le monde contre lequel tu te bats, Arafat, seul.
ce monde qui nous ôte toute humanité.
eh bien, non, Arafat !
s'il est un pays qui est ton pays,
c'est aussi le mien,
et je suis ton frère.

réflexions autour de la crise du Proche-Orient et du conflit impérialisme-tiers-monde [1]

par mostefa lacheraf

Les leçons que nous pouvons tirer du dernier conflit du Proche Orient sont toutes significatives d'un problème d'hégémonie mondiale dont les aspects, les points « chauds » ou « froids », se trouvent épars ici et là, à travers, notamment, les trois continents les moins développés : l'Asie, l'Afrique et l'Amérique Latine. Cette hégémonie planétaire qui cherche à s'imposer partout sous l'impulsion d'un capitalisme saturé de moyens, parvenu à son point culminant, expansif et armé, est d'autant plus en situation de crise et d'agressivité qu'elle s'affronte aux nouvelles sociétés progressistes du Tiers-Monde qui ont surgi, précisément, après la débâcle des 20 dernières années et se situent, par voie de conséquence, dans une ligne non capitaliste.

Le phénomène de cette hégémonie en expansion, qui avait pris des formes plus paternalistes au moment de la libération des peuples opprimés d'Afrique et d'Asie, obéit désormais à une tendance agressive extrême devant l'éveil d'une nouvelle conscience internationale au niveau des masses travailleuses et des directions politiques populaires qui veulent édifier le socialisme dans leurs pays respectifs. En effet, pour les masses exploitées et pour les jeunes directions politiques des pays libérés de la domination étrangère, la seule réponse au sous-développement hérité de l'ancien ordre colonial, et le seul remède à une arriération séculaire imposée de l'extérieur, consistent à œuvrer pour l'avènement d'une société humaine orientée vers le progrès et la justice sociale. Or, l'impérialisme qui voit échapper à sa tutelle des continents entiers est, de plus, effrayé à l'idée que des idéologies émancipatrices et pacifiques, et des mouvements révolutionnaires socio-économiques issus des masses elles-mêmes vont à jamais, et dans un proche avenir, mettre fin à ses aventures bellicistes et à l'exploitation

(1) l'auteur du présent article ainsi que de la réponse à la question sur « l'Unité arabe » nous précise que ces textes ont été écrits et édités à Buenos Aires en Argentine dans leur version espagnole pour éclairer l'opinion latino-américaine sur le sens international du combat palestinien. Ils se situent donc dans une perspective plus didactique et militante.

Dans une lettre jointe à ces textes, M. Lacheraf nous précisait que s'il avait eu plus de temps, il aurait insisté davantage sur « ce double phénomène qui, à l'occasion de la guerre israélienne et de la résistance nationale des Palestiniens éclaire, d'une façon aveuglante, tous les ressorts, toutes les carences de la société arabe aux prises avec ses responsables et ses ennemis ainsi que toutes les réactions du monde capitaliste occidental dont les idéologies anciennes et nouvelles se trouvent réemployées ou réactivées ou habilement modifiées à l'égard des deux parties en conflit. C'est à partir de là également, qu'une analyse impitoyable de la culture et de la mythologie culturelle « humaniste » moderne peut être tentée, en liaison avec le reflux idéologique de certains pays d'avant-garde du Tiers-Monde (sans oublier les mouvements intellectuels et ouvriers d'Europe occidentale) et avec le regain de l'activisme néo-colonial. »

honteuse dont il tire sa raison d'être. Pour cela, jouant le tout pour le tout et sentant ses privilèges injustes gravement menacés par la montée de forces jeunes dans le Tiers-Monde, il passe du stade du paternalisme classique à l'agression ouverte contre les pays engagés dans la voie non capitaliste de développement. Cette hégémonie agressive, dernière-née des grandes entreprises d'expansion du XX[e] siècle, avait d'abord profité de l'élimination des colonialismes européens pour essayer de les supplanter habilement en usant de moyens pseudo-libéraux auprès des pays anciennement colonisés. Puis, échouant dans sa tentative d'apprivoisement, devant la détermination des peuples libérés à sauvegarder leur indépendance et leur choix politique et social, l'impérialisme a purement et simplement relayé ou utilisé à son profit les systèmes colonialistes disparus et leurs méthodes d'intervention directe. C'est dire que le conflit du Proche Orient est un aspect d'un ensemble dont le point de gravité se situe au Vietnam et dont les autres points, apparemment moins névralgiques, constituent autant de repères dans l'offensive générale de l'impérialisme, aussi bien à l'intérieur du monde occidental qu'à l'extérieur, sur le plan des masses travailleuses d'Europe et d'Amérique, et sur celui des peuples nouvellement indépendants.

Les réflexions suivantes, exposées sommairement et un peu au hasard, contribueront peut-être à éclairer pour le lecteur un des problèmes les plus complexes et les plus injustement méconnus de notre époque :

1 — Il est indéniable que l'agression au Vietnam qui s'effectue depuis des années à l'aide de moyens gigantesques de terreur, avec l'approbation tacite ou active de certaines puissances occidentales, se trouve également stimulée par sa propre logique d'hégémonie capitaliste et le souci stratégique d'assurer ses arrières par le moyen d'un problème complètement *truqué* : celui d'Israël et de ses provocations. L'Europe occidentale a été, à un moment de son histoire contemporaine, victime de l'occupation nazie et se trouve ainsi plus ou moins traumatisée par les souvenirs de cette occupation barbare. En outre, certains gouvernements fantoches de l'Europe occidentale pendant la période hitlérienne ont aidé le nazisme à persécuter et à massacrer les Juifs. On peut affirmer sans être démentis que chaque pays européen a donné aux camps de concentration et aux fours crématoires nazis son contingent de Juifs, et cela avec la lâche complicité de ses citoyens abusés par les slogans criminels de supériorité raciale et de « civilisation occidentale ».

2 — Aujourd'hui, l'Europe occidentale, qui fut pourtant asservie par le nazisme, fait agir les mêmes slogans criminels contre les Arabes pour soulager sa mauvaise conscience. Mais son paradoxal sentiment de culpabilité, qui la pousse à remplacer un racisme par un autre, lui fait aussi oublier que c'est son grand allié, l'impérialisme, qui est le premier responsable de la renaissance en Europe même d'un péril revanchard issu d'une ancienne hégémonie totalitaire.

3 — De même que l'Europe capitaliste, pour tenter d'enrayer le mouvement des masses populaires dans leur lutte d'émancipation sociale et d'indépendance nationale, a accepté de voir renaître chez elle, avec l'appui de l'étranger, le péril revanchard en question, de la même façon elle a suscité et encouragé à l'instigation de l'impérialisme la constitution d'Israël à des fins coloniales, comme un instrument de guerre et d'agression destiné à contrecarrer le mouvement progressiste des pays arabes.

4 — Il est évident que l'impérialisme, dans sa politique d'agression armée et d'offensive réactionnaire, avec la complicité avouée ou abusée d'une partie de l'Europe occidentale qui se résigne mal à la perte de ses colonies, fait tout pour empêcher les élites de gauche, les démocrates et les masses travailleuses d'Europe, de joindre leur lutte à celles du Tiers-Monde en Afrique, en Asie et en Amérique Latine.

5 — Mais si les pays du Tiers-Monde anciennement colonisés et dont la lutte de libération anti-impérialiste a marqué un tournant dans l'histoire moderne n'ont plus de complexes et veulent mener jusqu'au bout cet effort opiniâtre de décolonisation en affirmant leurs droits à l'indépendance, à la souveraineté, au progrès sous toutes ses formes, il n'en est malheureusement pas de même pour les classes moyennes de l'Occident que l'impérialisme tend à vouloir intéresser de plus en plus à sa prospérité d'exploitation, à sa culture affective de suprématie, à sa stratégie anti-progressiste de domination mondiale tout en jouant sur leurs sentiments souvent sincères et en les mystifiant par une propagande chauvine.

6 — Pour cela, et voyant que sa cause au Vietnam est humainement indéfendable et risque d'enliser ses forces et de le discréditer aux yeux d'une opinion internationale de plus en plus excédée par ses crimes, il a recours aujourd'hui à une agressive politique d'arrière-garde au Proche Orient — et demain peut-être en Amérique Latine — en faisant appel à des considérations équivoques auxquelles les classes moyennes, insuffisamment dégagées de la social-démocratie de naguère et de la notion de suprématie occidentale, sont encore sensibles.

7 — C'est en somme l'enjeu qui consiste, pour l'impérialisme : 1°) à séparer les classes moyennes petites-bourgeoises des masses populaires travailleuses en faussant les affinités et moyens d'entente objectifs qui peuvent les unir contre lui, 2°) en séparant ces classes moyennes et populaires qui sont susceptibles de s'unir, de la perspective d'un combat commun à mener avec les classes exploitées et opprimées du Tiers-Monde, 3°) à exploiter le malheureux conflit sino-soviétique et les divergences relatives à l'opportunité ou non de la lutte armée et à la participation dynamique du milieu rural à la révolution libératrice.

Les pays arabes, qui sont actuellement l'un des objectifs majeurs de l'offensive impérialiste et de l'agression, appartiennent tous à l'ancien monde colonisé ou dominé par l'Occident. Une longue domination étrangère suivie d'efforts incessants et difficiles pour se libérer et prendre en mains leur propre destin n'ont pas affaibli chez eux une volonté de lutte au service d'une juste cause. Malgré les revers qu'ils ont subis, les pays arabes constituent une avant-garde dans tout le Tiers-Monde en même temps qu'un objet d'irritation et de convoitise et un obstacle à l'hégémonie expansionniste de l'Occident à cause, précisément, de leur position géographique privilégiée autour du Bassin méditerranéen, de leurs richesses naturelles, de leur amitié pour le camp socialiste, de la lutte qu'ils mènent contre leurs propres féodaux alliés au capitalisme occidental. Sans aller jusqu'aux Croisades, aux invasions mongoles et tartares, et à la domination ottomane qui leur ont attirés les pires catastrophes, mais ne sont jamais parvenues à détruire leur entité nationale et leur esprit combatif, les Arabes sont engagés depuis plus d'un siècle dans un mouvement d'émancipation qui ne cesse d'être contrarié ou combattu par l'impérialisme-colonialisme. Fait très significatif, à deux reprises en l'espace de cinquante ans et au lendemain de chacune des deux guerres mondiales auxquelles ils ont participé aux côtés des Alliés pour la défense du Droit, les Arabes se sont vu joués par les occidentaux qu'ils avaient pourtant aidés à vaincre leurs ennemis. La première fois, la « Révolte Arabe », déclenchée en 1916 pour appuyer les Anglo-Français au cours de la guerre a abouti, malgré les promesses solennelles, à un partage de l'empire ottoman au profit de ces mêmes Anglo-Français. La deuxième fois, les pays arabes engagés militairement (Algérie, Tunisie, Maroc) ou politiquement (Egypte) dans la guerre contre l'Allemagne hitlérienne ont vu leur grande patrie amputée injustement de la Palestine au profit des Sionistes. En effet, si en deux circonstances historiques l'Occident a frustré les Arabes de leurs droits souverains et d'une partie de leur territoire national, c'était uniquement pour faire obstacle à la nécessaire révolution politique, économique et sociale de leurs pays longtemps assujettis.

8 — Le sionisme, a été l'un des instruments utilisés par l'hégémonie expansionniste de l'Occident pour freiner la marche en avant des peuples arabes et créer, au cœur même de leurs terres à peine libérées, une tête de pont pour d'éventuelles agressions. Sa dialectique, essentiellement coloniale et chauvine, l'a mené inéluctablement à s'approprier un pays et à s'y étendre aux dépens de deux millions de ses habitants légitimes qui vivent actuellement à l'état de réfugiés et de proscrits. Les Arabes, qui ont souffert au cours des siècles de dominations étrangères successives et perdu des millions des leurs, comme en Algérie et en d'autres lieux, n'ont aucun complexe pour dire qu'Israël, en exploitant les souffrances réelles des Juifs et les persécutions dont ils furent victimes de la part de l'Occident, s'est constitué directement en tant qu'auxiliaire actif et raciste de l'impérialisme occidental au Proche Orient. Nous pouvons d'autant plus le dire sans éprouver de gêne, que ce ne sont pas les Arabes qui ont exterminé les Juifs, mais toute l'Europe directement ou indirectement complice d'Hitler, livrant lâchement ses minorités israélites aux camps de concentration nazis. Ainsi, les Arabes qui n'ont jamais participé à ce génocide colossal et qui ont eux-mêmes subi les persécutions colonialistes et les crimes des guerres de conquête, ont dû, une fois de plus, faire les frais de la mauvaise conscience occidentale et du sentiment de culpabilité qui a toujours animé l'Europe chrétienne à l'égard des Juifs. Aussi, l'Europe a-t-elle tenu à faire réparer ses propres injustices historiques par d'autres qu'elle-même, substituant au racisme anti-juif, l'oppression anti-arabe.

9— En résumé, et à travers le cas d'Israël, ce qui peut apparaître comme un paradoxe parce que trop d'éléments affectifs en masquent la réalité, n'est que le résultat d'une situation dialectique objective : celle d'une nouvelle entreprise coloniale à l'époque de la décolonisation; celle d'une intervention directe de l'impérialisme qui use de capitaux et d'armes infernales pour s'assurer d'une tête de pont dans la base la plus avancée du Tiers-Monde; celle, infailliblement, de la résurgence du racisme et de l'aventure fasciste au Proche Orient face au mouvement révolutionnaire des peuples arabes opprimés et spoliés.

10 — Les leçons de la guerre algérienne de libération nationale sont là pour nous éclairer sur les véritables dimensions du drame actuel et sur les zones d'ombres qui subsistent encore dans une certaine conscience des hommes d'Occident. Les Algériens, par leurs sacrifices : plus d'un million et demi de morts, 300.000 orphelins, des centaines de milliers d'invalides, 8.000 villages détruits, des forêts entières brûlées au napalm, n'ont pas seulement triomphé des armes ennemies; ils ont aussi démystifié de prétendues valeurs issues de « l'humanisme » occidental et ont sauvé ainsi, moralement parlant, toute une génération de jeunes français, de jeunes européens que l'idéologie colonialiste chauvine avait abusés en transformant pour eux en mission civilisatrice, l'exploitation d'un peuple par un autre, le vol de ses terres et de ses biens nationaux, l'arriération délibérée de sa société, l'ignorance et la misère...

Les travailleurs d'Europe et du monde entier, les masses exploitées, les intellectuels conscients du sort des vraies valeurs de la culture et du devenir humain, ont tous soutenu le juste combat du peuple algérien qui a ainsi contribué à détruire les mythes dangereux de la suprématie raciale ou d'intérêts. A l'intérieur même de l'Algérie en guerre, qui subissait alors l'offensive conjuguée des forces colonialistes, évaluées à près de 800.000 hommes et soutenues par le NATO, les milices fascistes de l'OAS, et de gros capitaux européens, les Algériens, malgré les tortures, les camps de concentration, et les massacres dont ils étaient victimes n'ont pas cessé pendant 7 ans et demi de mener parallèlement la lutte armée et le travail politique pour s'opposer à la tyrannie totalitaire et convaincre sans haine les travailleurs de la minorité française longtemps abusée, de la nécessaire solidarité avec notre cause anti-impérialiste. Beaucoup de Juifs algériens qui ont tou-

jours fait partie de cette minorité française prépondérante et profité comme elle de l'exploitation colonialiste, ont compris, grâce à nous, que leur devoir était de nous aider et de se séparer de la cause injuste de l'impérialisme dont ils étaient devenus les auxiliaires. Et ces mêmes Juifs Algériens, sauvés par notre lutte légitime et ramenés à une meilleure conscience des réalités révolutionnaires émancipatrices, ont été les premiers à dénoncer l'aide que l'Etat sioniste apportait aux pays colonialistes occidentaux en votant à l'ONU contre l'indépendance de l'Algérie. De même, ils furent parmi ceux qui ont jugé sévèrement la présence en Algérie d'officiers israéliens envoyés par leur pays pour s'initier à la lutte anti-guérilla et à la guerre injuste de répression aux côtés des militaires français colonialistes.

11 — En résumé, tous les faits qui précèdent et les événements actuels prouvent la détermination des Arabes, en dehors de toute passion et en dépit de l'amertume d'une défaite, de poursuivre : 1°) la lutte anti-impérialiste sur tous les fronts, 2°) la démystification du bluff sioniste que beaucoup de gens confondent avec le problème juif alors qu'il n'est que le prolongement tactique et chauvin de l'hégémonie expansionniste de l'impérialisme occidental.

Tout comme la guerre de libération algérienne et la révolution anti-colonialiste de notre pays, les Arabes sont en train de faire prendre conscience aux hommes sincères et aux démocrates du monde entier de la nécessaire distinction entre un problème moral exploité à dessein par les propres responsables des massacres anti-juifs, et un problème politique incarné par Israël en tant qu'auxiliaire conscient de l'impérialisme militaire et raciste dont les méfaits au Vietnam et au Proche Orient ne font plus de doute pour personne. Par leurs luttes et même par les revers qu'ils subissent mais qui ne comptent pas pour eux dans la perspective d'une longue récupération de leurs terres usurpées et de leurs droits méconnus, les Arabes ont l'avantage de faire échec à ce grossier amalgame. Ils le font d'autant mieux qu'ils sont innocents de l'extermination des Juifs et qu'ils sont au contraire les seuls dans l'Histoire de l'humanité à avoir accueilli dans leurs pays les membres de la Diaspora persécutés par le reste du monde. Ils le font aussi parce qu'eux-mêmes ont souffert, en tant qu'anciens colonisés, de l'oppression et de l'exploitation capitalistes occidentales. Mais, avertis par une expérience douloureusement vécue au cours de l'histoire et engagés dans un vaste mouvement de démystification et de progrès, ils ne craignent pas, eux, de nommer les choses par leur nom et de dire par exemple que lorsque des Juifs usurpent la terre d'un autre peuple ils deviennent des colonialistes; qu'en se faisant les alliés du racisme occidental anti-arabe, ils sont eux-mêmes des racistes; et que, lorsqu'ils s'affirment les complices dévoués de l'hégémonie occidentale agressive et réactionnaire, ils sont, ni plus ni moins, des agresseurs totalitaires.

12 — La différence qui existe entre les Arabes et les Sionistes réside dans le fait que ces derniers, *qui n'ont jamais souffert de l'impérialisme*, parlent abusivement au nom des Juifs victimes des persécutions européennes, mais se font les instruments zélés de cette même agression occidentale quand elle est dirigée contre les peuples arabes.

Ce qui se passe actuellement dans tout l'Occident est significatif de cet amalgame machiavélique et du non-sens par lesquels l'impérialisme essaie et réussit à inhiber et à faire agir contre leurs propres intérêts de classe, les masses travailleuses qu'il exploite et méprise. On a vu au cours d'une manifestation à Paris les travailleurs défiler aux côtés du banquier-baron de Rothschild et du gros industriel réactionnaire Bloch-Dassault. On a vu se porter au secours d'Israël les fascistes de l'OAS, Tixier-Vignancourt, chef de l'extrême-droite française et ancien collaborateur des nazis, les anciens gouverneurs de l'Algérie Jacques Soustelle et Robert Lacoste, massacreurs et tortionnaires des Algériens; des aventuriers de la Légion étrangère coupables

des pires atrocités au Vietnam, des mercenaires européens dont les mains sont encore rouges du sang des Congolais et des Yéménites, des anti-sémites opportunément alliés au sionisme qui représente pour eux en ce moment l'une des plus hautes expressions de l'entreprise coloniale de l'Occident dirigée contre les pays en voie d'émancipation et de développement non capitaliste. L'insertion de plus en plus agressive d'Israël dans le monde arabe et son expansionnisme militariste font déjà rêver tous ces alliés et soutiens réactionnaires à un retour providentiel des beaux jours de l'ancienne domination coloniale dont les peuples exploités d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine se sont précisément libérés par des sacrifices surhumains.

Ces mêmes peuples, et les Arabes tout les premiers, savent qu'au lendemain de l'agression israélienne et les conséquences qu'elle a engendrées ou qu'elle veut consacrer avec l'appui de tout l'Occident capitaliste (aggravation du sort des réfugiés palestiniens, conquêtes territoriales, violences infligées aux populations civiles, expropriations de terres, refoulement massif des habitants, mépris des obligations et recommandations internationales, menaces contre les régimes progressistes de la région, etc...), le conflit entre l'impérialisme et le Tiers-Monde dans son ensemble aborde une phase aiguë et peut-être décisive. C'est une sorte d'« escalade » plus brutale, et à une échelle plus grande, de l'offensive généralisée qui se déchaîne depuis des années sur le peuple courageux et martyr du Vietnam. Mais ceux qui ont consenti, à l'exemple du Vietnam d'aujourd'hui et de l'Algérie hier, les plus grands sacrifices pour se libérer et survivre, sauront défendre les acquis précieux de leurs révolutions et reprendre une lutte aussi nécessaire que vitale pour leur avenir et l'avenir du socialisme et de la liberté en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

13 — Si l'Algérie a adopté une attitude intraitable dans le récent conflit c'est parce qu'elle sait par expérience que le processus d'une guerre révolutionnaire anti-impérialiste quand il est déclenché ne doit s'arrêter qu'après avoir épuisé ses moyens. Et ces moyens sont d'autant plus inépuisables que c'est le mouvement de libération lui-même qui les tire du fin fond de la volonté populaire si riche en possibilités dans la défense d'une juste cause. Si la position de notre pays est sans équivoque et refuse le compromis et les manœuvres dilatoires qui ne profitent qu'aux agresseurs, c'est parce que les Algériens ont connu les dures épreuves d'une guerre d'oppression et peuvent en imaginer mieux que d'autres les conséquences, surtout quand les malheurs subis n'apportent aucune contrepartie sur le plan du droit. La thèse algérienne se trouve confirmée par les suites de l'agression impérialo-sioniste qui constituent un véritable fait accompli et illustrent bien la politique expansionniste d'Israël.

D'autre part, si certaines puissances occidentales et leurs auxiliaires israéliens se réjouissent du succès militaire de l'agression et comptent sur la démoralisation des peuples arabes pour parvenir à leurs fins, c'est parce qu'une optique essentiellement colonialiste leur fait accorder un crédit illimité à la solution obtenue par les armes et à la pratique de la violence et de l'usurpation. Quand ils se seront aperçus que cette « solution » militaire n'enlève rien à la détermination des masses arabes à poursuivre le mouvement révolutionnaire de libération et de progrès social dont ils sont profondément animés, ils profiteront des nouvelles annexions territoriales et d'un renforcement du potentiel de guerre et des méthodes de terreur pour se livrer à d'autres provocations. Mais tout cela n'empêchera pas la volonté libératrice des masses populaires arabes, comme celle des autres peuples opprimés en Afrique, en Asie et en Amérique latine, de triompher de l'impérialisme.

la logique du sionisme politique et la paix

par **abdallah laroui**

La crise de mai-juin 1967 a dévoilé une telle passion, pour ne pas dire haine, anti-arabe, que l'une de ses victimes fut l'intelligentsia arabe qui voyait d'un mauvais œil l'isolement progressif de la société arabe et appelait de ses vœux le dialogue avec autrui, l'ouverture sur le monde extérieur. Cette intelligentsia n'est pas revenue de l'échec subi et c'est ce qui explique en grande partie qu'elle se réfugie dans le silence. René Habachi, philosophe libanais, écrit: « Du plaidoyer israélien, l'Occident est assez bien informé. La contrepartie est moins connue; *peut-elle même trouver audience* ? » (Le Monde, 26-8-1967). Un lecteur du Herald Tribune écrit avec encore plus de force : « Will no one realize that the Arabs too have their side of the story which is waiting to be told ? *But Athens had all the historiens* » (*) (H. T., europ. edit. 1-6-1967). Quelle que soit l'importance qu'on accorde à l'habileté de la propagande israélienne, à la force de la solidarité sioniste et judaïque, il reste que le terrain était bien favorable : d'un coup ont disparu de la scène politique, équité, rationalité ou simplement bon sens. Au désespoir des réfugiés palestiniens s'est ajoutée la colère des Egyptiens, bloqués quatre fois depuis 1840 dans leurs essais de se moderniser et l'amertume de tous ceux qui se réclament à des titres divers de l'arabisme et qui deviennent aux yeux d'une certaine humanité le vilain de la pièce, quelle que soit leur position réelle sur le problèmèe palestinien.

On oppose rituellement au « droit arabe » le *fait israélien*, à la *justice* revendiquée par les Arabes, la paix qui doit être maintenue, à la valeur religieuse et humaine qui soutient le plaidoyer arabe, l'*Histoire* sur laquelle se fondent les thèses israéliennes. Et on serait tenté de voir dans toute l'affaire palestinienne une opposition nécessaire mais transitoire de deux sociétés, deux idéologies, deux étapes historiques : société agraire contre société industrielle, idéologie religieuse contre idéologie politique, médiévalisme contre modernité. Les Occidentaux, pendant longtemps, affirmèrent seuls ces vérités « profondes », les Arabes leur emboîtent maintenant le pas (1). Le recours à l'histoire est toujours un moyen détourné de noyer la tragédie pour finalement l'oublier: l'injustice subie par les Arabes serait simplement la cicatrice en leurs âmes des conséquences de leur propre retard, expression psychologique d'un fait historique, il s'agirait en vérité d'une illusion.

(*) « Est-ce que personne ne réalisera que les Arabes également ont leur conception des événements qui attend d'être exposé ? **Mais Athènes avait tous les historiens** ».

Soit, même si cette illusion se concrétise étrangement dans les masses des réfugiés, dans le blocage de la modernisation de l'Egypte, dans les destructions en Algérie d'une OAS soutenue et aidée par les services israéliens.

Soit, même si la conséquence logique de cet approfondissement du problème (ne serait-ce pas le but visé ?) ne peut être que l'acceptation d'Israël tel qu'il est. Car qui s'occupe d'histoire oublie la politique, qui rattrape un retard multidimensionnel relativise un grief particulier.

Pourtant l'analyste, arabe ou non arabe, malgré toutes ces précautions, retrouve le fait de l'iniquité, certes sur un autre plan, sous la forme de la partialité, de la non-objectivité.

On peut distinguer, à la base de toutes les prises de position concernant la Palestine, trois conceptions de la justice, qui se réfèrent à trois idéologies différentes. La première, la plus simple de toutes, a aussi les résultats les plus terribles. Que sont-ils venus faire chez nous ? Pourquoi sommes-nous obligés de leur faire de la place dans notre pays pour ensuite le leur céder complètement ? Pourquoi devrons-nous être liés par des promesses et des accords donnés par des puissances étrangères à la région ? Personne ne répond à ces questions posées par les Arabes de Palestine ; personne n'estime même qu'elles doivent être prises en considération. D'autres questions leur font écho. Si tout le monde nous refuse, où voulez-vous que nous allions ? De quel droit nous empêcher de récupérer la seule terre qui fut la nôtre ? Pourquoi serions-nous les éternelles victimes de l'histoire ? Personne n'a mis en relief l'incommensurabilité des deux séries de questions mieux que M. Buber. Répondant au Mahatma Gandhi qui se faisait l'interprète des doléances arabes, il affirme qu'il s'agit de deux revendications différentes de nature entre lesquelles « No objective decision can be made as to which is just, which unjust... We could not and cannot renonce
52 the jewish claim, something even higher than the life of our people is bound up with this land, namely its work, its divine mission. » (2) (*) Forte d'un certain prestige littéraire, Miss B. W. Tuchman écrit à propos de la crise de juin : « This is — or should be — an American not a Jewish issue... To sacrifice the land of our spirtual Birth, the land, as an Englishman said, to which we all turn our faces in the grave... is an extreme of absurdity. » (3) (*) Et Miss Tuchman ne fait rien d'autre que tirer une conclusion pratique du dilemme moral que le philosophe se devait pour sa bonne conscience de maintenir. Cette manière de voir le problème fait naturellement naître l'idée d'une opposition tragique maintenant à la mode: tous les deux ont raison, tous les deux ont tort à des niveaux différents: chaque protagoniste est à la fois totalement bon et totalement méchant selon la perspective dans laquelle on le voit. Ceux qui croient à des lendemains meilleurs demandent aux uns et aux autres de reconnaître leurs torts avant même d'affirmer leurs droits. I. Deutsher (4) a recours à une image frappante: les Juifs seraient les habitants d'un immeuble pris dans un incendie; sans penser à rien d'autre qu'à se sauver, ils sautent dans le vide et tombent sur des passants à qui ils cassent bras et jambes; devant les récriminations de ces derniers, au lieu de leur expliquer la situation, ils commencent par les gifler et à chaque nouvelle protestation les gifles redoublent de vio-

---

(*) « Aucune décision objective ne peut être prise concernant ce qui est juste, ce qui est injuste... Nous ne pouvions pas et nous ne pouvons pas renoncer à la revendication juive, quelque chose de plus élevé que la vie de notre peuple étant lié à cette terre précisément son œuvre, sa mission divine ».

(*) « Ceci est — ou devrait être — un problème américain et non pas juif... Sacrifier la terre de notre Naissance spirituelle, la terre, comme disait un Anglais, vers laquelle se tournent nos visages dans la tombe... est l'extrême de l'absurde ».

lence. L'image est bien trouvée, mais on voit ce que le sioniste peut rétorquer : le passant n'a rien voulu savoir, il n'a voulu ni oublier, ni pardonner, c'est qu'*il ne comprend que la force*. Un Deutscher religieux pourrait proposer que les sionistes reconnaissent publiquement leurs torts qu'ils n'ont pas voulus, mais qu'ils ont néanmoins causés, puis acceptent de payer des dédommagements et les Arabes, au nom de la charité et de la paix, seraient tenus d'accepter, d'apurer les comptes et de tourner la page. Cette idée a pris différentes formes : ce fut le fond de l'accord Weizman-Faysal, c'est la substance de ce que propose aujourd'hui un auteur comme U. Avnery. Le refus des Arabes, en Palestine et en dehors de la Palestine, peut du reste servir aux sionistes d'alibi pour ne pas même reconnaître leurs torts.

En réalité, il s'agit d'un dialogue de sourds qui peut continuer longtemps sans résultat aucun. Chacun des deux adversaires refuse d'intégrer l'autre dans sa vision. Certains défenseurs du Sionisme lui cherchent des circonstances atténuantes en disant : Personne ne savait que la Palestine était habitée ; d'autres, plus subtils, ajoutent : dans l'ère de colonisation où le mouvement prit naissance, les non-Européens n'étaient pas considérés comme existant véritablement, ils étaient tous des condamnés en sursis à l'image des Indiens ou des Maoris. Est-il besoin d'aller jusque-là ? Les Sionistes savaient, mais n'en avaient cure ; un droit absolu (le leur) ne tient jamais compte d'un droit relatif. Deux mille ans ne comptent pas aux yeux du lecteur de la Bible. Ce n'est pas par hasard que ce sont les passages de ce dernier livre qui racontent les massacres des peuples de Palestine par les Juifs qu'on fait lire de préférence aujourd'hui dans les écoles primaires d'Israël (5) ; ce n'est pas par hasard que la politique sioniste a toujours été préventive et terroriste. Ce ne sont là que des bavures que la Sainteté de la fin poursuivie transfigure et purifie. Dans ce cas, le seul juge qu'on accepte est son propre Dieu, c'est-à-dire soi-même et après bien des péripéties, c'est bien la politique officielle de l'Etat d'Israël. Alors que l'Amérique avec toute sa puissance, doit tenir compte de l'opinion internationale dans l'affaire vietnamienne, alors que l'U.R.S.S. estime de bonne propagande de justifier aux yeux des peuples même non-communistes son attitude dans ses démêlés territoriaux avec la Chine, Israël affirme avec une morgue de plus en plus agressive qu'il sera dorénavant seul juge des nécessités de sa sécurité et des moyens de sa politique. Pour nous Arabes, ce n'est pas tellement la position israélienne qui nous offusque que celle du Tiers essentiellement occidental. Celui-ci peut bien voir derrière les deux doléances la même conception simpliste de la justice liée à la notion paysanne de la propriété et qui ne peut aboutir qu'au jugement de Dieu, c'est-à-dire de la guerre. Il peut même aller jusqu'à renvoyer dos à dos les deux adversaires, en ne tenant pas compte du fait que jamais les Arabes n'ont eu pour politique officielle « la Palestine uniquement arabe », mais quand il répond aux Arabes « la justice tout court est terrible, il faut un peu de charité ; une injustice ne doit pas être réparée par une autre injustice », puis ne voit dans le comportement abrupt d'Israël qu'une admirable fidélité à soi-même, admire les déclarations guerrières du Prophète armé et du général borgne et rend grâce à Dieu que dans un monde sans foi, une minorité soit encore capable de mourir pour que se vérifie la Promesse de Dieu, il y a là une iniquité fondamentale que rien ne nous fera jamais accepter. Que l'injustice commise sur la terre d'Israël partiellement sur des Chrétiens devienne pour d'autres Chrétiens en Occident une preuve que leur livre saint dit vrai nous semble et nous semblera toujours le comble de l'aliénation. Et qu'on ne vienne plus nous parler de la guerre sainte des Musulmans, si par guerre sainte on veut dire celle dans laquelle la parole de Dieu justifie toutes les atrocités ; les guerres d'Israël sont l'exemple même d'un fanatisme religieux aggravé par le fait qu'il est au service d'idéologies, d'intérêts et d'hommes étrangers à tout souci véritablement religieux et donc sourds à ce qui, dans toute religion, est fraternité et universalisme. Les grandes victimes de la guerre de juin 1967, après les réfugiés palestiniens, ont été

les tenants d'une laïcisation de la vie publique dans les pays arabes, car ils ont vu à l'œuvre une société encore moins laïque que la leur avec un déferlement de haine et de fanatisme qu'ils pouvaient à peine imaginer et qui rendaient leurs croisades laïcisantes apparemment sans nécessité. Et quel pauvre argument que d'imaginer ce qu'aurait été une victoire arabe, que mettre face à face ce que les leaders arabes ont dit et ce que les Israéliens ont fait. Argument qui peut avoir son effet à New York et à Paris, mais qui ne peut emporter la conviction de la victime. Tant que le débat est maintenu dans ce cadre religieux et messianique, l'arabe musulman a le droit de parler de simple continuation des Croisades (6), et les politiciens arabes qui, pour des raisons certes peu religieuses, essayent de faire du problème palestinien celui de tous les musulmans du globe, trouveront des oreilles attentives. Ce point de vue messianique est minoritaire en Occident, dira-t-on. Il l'est bien en temps d'accalmie, mais avec quelle rapidité il se renforce en temps de crise à l'intérieur d'Israël, dans la diaspora et parmi les Chrétiens d'Occident. Tant que ces milieux ne se libèrent pas de cette problématique d'un autre âge, d'une autre humanité, qu'ils le veuillent ou non, avec ou sans la grâce de Dieu, c'est à la guerre qu'ils travaillent et on ne peut les féliciter pour leur myopie.

Toute une littérature, d'allure plus moderne, s'appuie sur une autre conception de la justice: la terre appartient à celui qui la travaille. N'auraient-ils pas acheté au prix fort leurs exploitations, n'auraient-ils aucun titre historique à la Palestine que les Juifs seraient justifiés de garder cette terre, puisqu'ils l'ont travaillée et comme on dit d'un désert ont fait un jardin. M. Buber donne à cette idée une forme mystique : « This land recognizes us, for it is fruitful through us and precisely because it bears fruit for us it recognizes us » (7) (*). Et en voilà une expression bien abrupte: « What are Palestinians ? When I came here, there were 250.000 non-Jews mainly Arabs and Bedoins. It was desert — more than underdevelopped. Nothing — it was only after we made the desert bloom and populated it that they became interested in taking it from us. » (8) (*). Le titre à la propriété n'est plus un droit inaliénable mais la simple expression d'une possession vraie, c'est-à-dire d'un travail chaque jour accumulé. Cette thèse est fondamentale dans toute analyse du capitalisme moderne et sert à justifier le passage de la propriété privée à l'appropriation publique; ce qui permet à des pro-sionistes de l'Est et de l'Ouest d'opérer, malgré leurs nombreuses divergences, une alliance tactique. Beaucoup d'Arabes, libéraux ou socialistes, l'acceptent en tant que doctrine et même s'en servent idéologiquement dans leurs campagnes pour une réforme agraire. Ce n'est donc pas au niveau de la théorie qu'ils critiquent la justification de l'aventure sioniste, mais comment peuvent-ils ne pas voir qu'on isole artificiellement, pour les besoins de la cause, le cas de la Palestine ? Toutes les colonisations peuvent se justifier ainsi, toutes les minorités européennes dans le monde peuvent se prévaloir du même alibi. Les colons français d'Algérie hier, les colons anglais de Rhodésie aujourd'hui ont dit aussi qu'avant leur arrivée la terre n'était utilisée que pour faire paître de maigres troupeaux, c'est leur travail méthodique et acharné qui en a fait un jardin que les autochtones ont commencé à envier et qu'ils ne tarderaient pas à ruiner s'ils en prenaient la charge. Pourquoi les libéraux, dans leur majorité, ne considèrent-ils pas dignes d'être pris en considération de pareils arguments, lorsqu'il

(*) « Cette terre nous reconnaît car elle est fructifiée à travers nous et précisément parce qu'elle porte des fruits pour nous, elle nous reconnaît ».

(*) « Que sont les Palestiniens ? Lorsque je vins ici, il y avait 250.000 non-Juifs, surtout Arabes et Bédouins. C'était le désert — plus que sous-développé. Rien — ce fut seulement après que nous eussions accompli l'épanouissement du désert et que nous l'ayions peuplé qu'ils devinrent intéressés à nous le prendre ».

ne s'agit pas de la Palestine ? Ce qui frappe les Arabes, avant tout, c'est ce manque de logique, car il faut ou bien reconnaître la validité de tous les mouvements anti-colonialistes du XXe siècle, dont la raison profonde est la remise en cause de cette idéologie impérialiste qui consiste à généraliser au-delà du marché national le principe « la Terre est à qui la travaille *le mieux* » ou bien les récuser en totalité comme la revanche d'une mentalité pré-capitaliste. Mais reconnaître aux Noirs d'Afrique du Sud et de Rhodésie le droit de rester dans le cadre de l'économie blanche, la conquérir de l'intérieur pour devenir majoritaires et refuser ce droit aux seuls Palestiniens, c'est cela l'iniquité aux yeux des Arabes. Seuls les racistes qui soutiennent tous les gouvernements minoritaires, où qu'ils soient, sont logiques et les Arabes ne peuvent rien leur rétorquer; mais ceux qui refusent jusqu'au bout leur raisonnement ont recours à des fausses raisons qui sont pires que les conclusions qu'ils veulent fuir. Les Arabes ne sont pas un prolétariat exploité en Palestine, disent-ils, mais, si Israël se différencie de la sorte des colonies du XIXe siècle, c'est simplement pour se rapprocher des colonies de peuplement des XVIIe et XVIIIe siècles, où l'indigène non plus ne fut pas exploité, mais d'abord déplacé et finalement parqué dans des réserves; ce n'est certes pas la preuve que la colonisation israélienne est plus progressiste mais plutôt retardataire dans la mesure où les motifs économiques, religieux et raciaux sont dans son cas aussi inextricablement liés qu'ils l'étaient dans la colonisation sous sa première forme. Ce n'est pas par hasard que cette vision aboutit à l'assimilation de l'Arabe Palestinien à l'Indien d'Amérique (9), c'est-à-dire à une victime de l'histoire qu'on ne peut que plaindre mais auquel on ne peut *rendre* pleinement justice. Mais s'il s'avère que l'assimilation est fausse, c'est à une Afrique du Sud que la colonisation juive aurait abouti et le destin des deux structures étatiques sera fatalement le même; la différence entre les deux aujourd'hui est passagère, l'Afrique du Sud pourra devenir dans un proche avenir ce qu'Israël était avant juin 1967 et Israël d'après cette date est en train de devenir ce que l'Afrique du Sud est aujourd'hui. L'injustice aux yeux des Arabes, c'est l'entêtement à nier cette évidence. Dans le cadre de cette vision, le juge est la conscience universelle abstraite qui a donné raison aux Algériens contre les colons français, qui donne raison aux Africains contre les Blancs Rhodésiens ou d'ailleurs, mais qui fait montre d'une extraordinaire timidité lorsqu'il s'agit des Palestiniens. Pourquoi ? On peut certes rêver d'un monde où cette conscience sera réellement universelle, dans laquelle chaque groupe humain reconnaîtra sa propre conscience, on peut aussi se bercer de l'illusion que celle-ci est déjà en train de se cristalliser en dehors des organismes officiels qui prétendent faire entendre la voix du Droit et de la Justice (10). Le fait cependant est que cette conscience réfléchit en grande partie les phantasmes de l'Occident. Celui-ci n'étant ni assez libre ni assez innocent pour être vraiment neutre, c'est sa partialité congénitale qui se répercute alors dans toutes les consciences, sur tous les points du globe. Cette partialité serait encore supportable aux yeux des Arabes si elle se maintenait dans les limites de sa propre rationalité, c'est-à-dire des lois de l'économie, de la politique et de la guerre; mais la voilà qui s'alourdit de tous les préjugés qu'une longue histoire non encore fanée laisse au fond des mémoires. Pour justifier les flots des réfugiés qu'on encourage, les maisons qu'on fait sauter à la dynamite, la responsabilité collective, les camps et le napalm, on ne fait pas seulement appel aux dures lois de la guerre, mais selon les climats, on agite le spectre du Sarrasin, du Barbaresque, du Turc, du Mongol, et de l'esclavagiste arabe, et voilà le Palestinien qui s'enfonce dans les brumes d'histoire certes cruelle, mais non unique. Le Slave qui, pendant des siècles, a lutté contre des Germains qui aussi excipaient de leur meilleure organisation et plus grande productivité, le Mexicain qui a perdu le tiers de sa patrie au nom d'une même logique, l'Indien ou le Malais qui ont entendu déjà de pareils slogans de la part de leurs voisins asiatiques et peuvent les ré-entendre bientôt et l'Africain qui ne sait pas encore s'il les a enterrés définitivement ou

non, tous ces hommes qui, en face de la logique de la colonisation israélienne, auraient facilement pu voir les similitudes fondamentales entre leur destin et celui des Palestiniens ont l'esprit brouillé par les haines et les rancunes d'un Occident qui ne veut rien oublier (11). A travers cette conscience particulière qui pose et impose son universalité, c'est une diplomatie qui s'inscrit (hier celle de l'Angleterre, aujourd'hui celle des U.S.A.). C'est le droit palestinien qui se noie dans les méandres du jeu égoïste des Etats. Par là, la notion capitaliste de la justice (propriété = travail) se nie elle-même et laisse la porte ouverte au fait accompli, encore une fois à la force.

Depuis juin 1967, une troisième conception de la justice a gagné très rapidement des adeptes; elle est en un certain sens la conséquence de l'assimilation des Palestiniens arabes aux Indiens d'Amérique. Typiquement hégélienne, elle se résume ainsi: tout ce qui est réel est rationnel et donc juste. Sous prétexte de ne s'intéresser qu'à l'avenir, elle désamorce ce qui dans le passé et le présent peut être explosif. Les griefs des Arabes deviennent des conséquences désagréables certes, mais inéluctables, d'un mouvement que l'histoire avait rendu nécessaire. Tout le monde est excusé: les Juifs ne pouvaient pas ne pas être sionistes, étant donné l'évolution des sociétés est-européennes, vouloir la Palestine et donc déposséder les Arabes; ceux-ci à leur tour ne pouvaient pas ne pas résister, pousser les premiers à s'organiser militairement; les Juifs devaient vaincre, étant donné leur niveau de développement intellectuel et social, les Arabes refuser leur défaite et préparer ainsi d'autres victoires juives (12). D'où l'idée d'un cercle vicieux, d'où une nouvelle imagerie tragique, celle de la violence et de la confrontation que personne au départ n'a voulues. Le seul moyen de rompre ce cycle des injustices répétées est que l'un des deux adversaires décide de ne plus se venger sur autrui et puisque le Juif l'a déjà fait, ce qui ne peut être effacé, c'est à l'Arabe qu'il revient d'arrêter le processus, c'est-à-dire en fin de compte d'accepter sa défaite. Cette conception sous-tend toutes les solutions de « gauche », tous les plans visant à une intégration d'Israël dans le Moyen-Orient.

Cette conception relativise la notion de justice si elle ne la nie pas; le juge est l'Histoire et on ne peut rien faire d'autre que gloser sur cette décision, c'est-à-dire de démonter le mécanisme par lequel le jugement de l'histoire s'est réalisé. La bourgeoisie est-européenne se venge de son incapacité à se développer économiquement (à cause de la concurrence du capital occidental) sur les Juifs, ceux-ci se vengent sur les Arabes de Palestine, et on demande à ceux-ci de payer le prix de leur retard en prenant en charge le mouvement de l'histoire universelle. Là encore, les Arabes (du moins certains d'entre eux) peuvent accepter cette analyse, dans l'exacte mesure où ils font eux-mêmes appel au sens des événements historiques, mais puisqu'il s'agit d'un jugement que rendrait explicitement le Tribunal de l'Histoire, pourquoi ne tenir compte que de certains éléments à l'exclusion d'autres ? Si l'on dit que le fait juif est réalisé, que la nation hébraïque existe déjà, au nom de quoi affirmer que la nation palestinienne est morte et enterrée ? Si l'on tient compte de la volonté des Israéliens d'imposer leur fait, pourquoi effacer d'un coup la volonté des Arabes Palestiniens de changer de situation ? Dans le cadre même de cette analyse historiciste, il faut laisser la porte ouverte à tous les développements possibles qui peuvent ou justifier ou démentir les pronostics des uns et des autres. S'ouvrir ainsi vers l'avenir n'est rien d'autre qu'accepter le libre exercice de la démocratie, dont le résultat peut être la remise en cause de son propre système d'analyse et d'action. La nation hébraïque est aujourd'hui une réalité, dites-vous, que ne laissiez-vous à la nation palestinienne toute latitude de s'affirmer ? Mais non, ceux qui en 1946-1947 soutenaient que les Juifs de Palestine étaient déjà une nation, avec ou sans état reconnu, avec ou sans armée, prétendent aujourd'hui que les Palestiniens ne sont pas un interlocuteur valable, puisqu'ils n'ont ni armée ni territoire; ceux qui affirmaient que l'Angle-

terre n'avait pas le droit ni politiquement ni moralement de s'opposer à l'émergence d'une nation hébraïque, exigent, au nom du droit international, des états arabes voisins d'Israël d'écraser le mouvement palestinien de libération. Mais demander qu'on n'arrête pas artificiellement le mouvement historique dans le but d'en extraire à sa guise le jugement de l'histoire, c'est finalement affirmer encore une fois le poids décisif du réel, c'est-à-dire du rapport des forces politico-militaires.

Ainsi, quelle que soit la conception de la justice — religieuse, libérale ou historique — qu'on utilise comme référence, c'est à la réalité des faits qu'on aboutit et au nom de ce « réalisme », on refuse aux Arabes l'égalité de traitement. Les Arabes demandent aux analystes d'être simplement logiques, c'est-à-dire objectifs, sans tenir compte des particularités (vraies ou fausses) qui entourent de leur halo protecteur la Palestine et c'est cela qu'ils n'obtiennent jamais des autres, parce que la réalité en Palestine leur est défavorable. La justice se métamorphose en justification du réel. N'y a-t-il cependant rien d'autre à faire et à dire au-delà de cette constatation désabusée ? N'y a-t-il aucune différence entre ces conceptions de la justice ? Arabes et Juifs en Palestine ont-ils les mêmes attitudes vis-à-vis de ces conceptions ? Evidemment non. Même si la réalité reste l'élément décisif dans tout le débat, la troisième conception, historique et dynamique, offre plus de possibilités que les deux autres, malgré les apparences, de dépasser un jour sans pouvoir en faire totalement l'économie, la logique de la violence; les Arabes s'en approchent lentement (du moins leurs intellectuels et leurs politiciens); les Israéliens et leurs admirateurs s'en éloignent chaque jour davantage.

Puisqu'il s'agit de la « réalité », les uns affirment ce que les autres doivent, à ce qu'il semble, accepter; essayons donc de la cerner. Israël aujourd'hui reste fidèle à une politique vieille de 50 ans; celle-là même que l'Angleterre décida de suivre au Moyen-Orient après la première guerre mondiale: ne jamais demander leur avis aux populations de la région. Pendant toute la durée du mandat, le gouvernement britannique prétendit résoudre tous ses problèmes, impériaux et autres, en négociant avec deux partenaires, les chefs sionistes et la famille hashimite qui ne pouvaient en tout état de cause avoir pour mobile le bien-être des habitants de la Palestine. Dans les moments de crise, les Anglais faisaient intervenir même les chefs du gouvernement de pays aussi éloignés que le Yémen (13). On peut certes justifier les Anglais et les Arabes non-palestiniens qui leur emboîtèrent le pas, en soutenant que les Palestiniens furent incapables de s'organiser politiquement et économiquement d'une manière efficace. Le point essentiel cependant est que l'Etat Juif qui s'est organisé en 1948 n'a jamais cessé de profiter de cette situation dont le résultat pratique fut d'empêcher les Arabes Palestiniens de faire entendre leur voix en toute indépendance; il continue à le faire aujourd'hui, soutenu par les juristes « réalistes » que l'Occident compte en grand nombre. L'illusion ne peut cependant éternellement durer et c'est Israël qui, ne sachant et ne pouvant s'arrêter à temps, lui a porté le coup de grâce. Ces mêmes adorateurs de «faits» se rendent bien compte que les Etats arabes voisins ne peuvent faire ni la guerre ni la paix au nom des Palestiniens; la situation de ces derniers, nouveaux Juifs du Moyen-Orient, est semblable à celle des Juifs d'hier: la similitude n'échappe qu'aux aveugles volontaires. Mais il ne suffit pas de constater le fait, comme un nombre de plus en plus grand de journalistes semble y parvenir, il faut encore en tirer toutes les conséquences. Il est illusoire de croire qu'Israël va du jour au lendemain reconnaître ce qu'il n'a cessé depuis plus de vingt ans de nier. Toute sa politique, sa stratégie, sa diplomatie ont été conçues à partir de ce refus. Il n'y a pas de Palestiniens, il n'y a que des Arabes qui, ayant fait la guerre (bon gré mal gré, peu importe), doivent faire la paix et réinstaller dans leur territoire les victimes des hostilités, et le juriste peut facilement trouver des précédents dans les guerres germano-polonaises ou indo-pakistanaises. La logique des Israéliens est qu'il pense

pouvoir, et cette fois définitivement, imposer aux quatre Etats voisins non seulement la reconnaissance d'Israël en tant qu'Etat souverain, avec des frontières définitivement assurées et la totalité des droits découlant de la souveraineté, mais encore une attitude non agressive sinon amicale, ce qui signifie en clair le désarmement des combattants palestiniens. Cette situation qui est la conséquence et le but recherché de la politique israélienne tend à obliger les Arabes à accepter les faits passés, reconnaître le présent et garantir l'avenir, échanges de terres qui n'ont jamais cessé d'être les leurs. Tout cela au nom du droit international. Car, dit-on, Israël est un état comme les autres, oubliant simplement que dans le passé on a expliqué le retour même des Juifs en Palestine, la déclaration Balfour et la bénédiction de l'ONU à un état juif, par la spécificité de la situation des juifs dans le monde. Au-delà de cette contradiction, on peut rétorquer au juriste pro-israélien que des politiques comparables, typiques d'un nationalisme exacerbé et d'une mentalité de revanche, n'ont jamais donné dans le passé des résultats durables. Personne encore ne peut être sûr de ce que nous cache l'avenir du côté de l'Oder-Neisse ou du Cachemire.

Encore une fois la logique voudrait qu'on n'ait le choix qu'entre deux positions :

— celle du « réalisme » qui, tenant uniquement compte du rapport présent des forces, peut exiger qu'Israël garde tout ce qu'il a conquis, mais sans espérer en même temps garantir l'avenir, c'est-à-dire que les Arabes eux-mêmes aident l'Etat juif à digérer en toute quiétude ses conquêtes ;

— celle qui, au-delà du réel présent, doit reconnaître qu'il ne servira jamais à rien de nier le véritable problème qui est celui de la nationalité palestinienne.

Or ce dilemme a toujours été celui des dirigeants israéliens, c'est à la fois la contradiction fondamentale du projet sioniste et la revanche du droit sur le fait. Pour que le fait israélien se transforme en droit acquis, la complicité des Arabes lui est indispensable et à la limite elle doit être totale et continue, c'est-à-dire celle que seuls les morts peuvent donner. Israël doit ou bien se débarrasser de tous les Arabes ou bien les conquérir et les contrôler ; et c'est bien ce que le déroulement des événements est en train peu à peu de dévoiler. Frontières sûres, non-agressivité arabe, garantie de la paix, demandent les Israéliens, où s'arrêtent les premières, qui jugera de la seconde et qui garantira la troisième ? Cela aboutit à ce que ces revendications ne seront une réalité que si les Arabes, et tous les Arabes, reconnaissent que toute leur politique passée fut une erreur et promettent de s'en détourner à jamais, en donnant à Israël des gages sous forme de privilèges économiques et militaires ; à la limite, Israël ne sera satisfait que si les Arabes désarment et payent sous une forme ou une autre le maintien d'une forte armée israélienne qui ainsi deviendrait la seule organisation de défense de tout le Moyen-Orient (14). C'est la logique de tous les plans israéliens de règlement du conflit et on se demande comment on peut rationnellement croire que ces plans peuvent aboutir à la paix. Ainsi, en partant du « fait » tel que le conçoit Israël, on retrouve le monde fermé de la justice de Dieu ; ce n'est pas par hasard, car un même souci de soi, et de soi seul, fonde idéologie et politique. Tant que les Israéliens nient les autres, et avant tout les Palestiniens, ils sont condamnés à ne jamais trouver de frontières sûres, ni d'attitudes non-agressives ; l'insécurité qu'ils prétendent combattre, elle est d'abord en eux, puisqu'ils veulent être seuls dans cette terre qui a appartenu et continue d'appartenir à d'autres. Tant que ces derniers sont là, et malheureusement pour les Israéliens, ils seront toujours là, ils sont en vérité sources d'insécurité.

Ceux qui croient qu'Israël a un autre plan que celui que nous avons esquissé se trompent grandement ; car pour qu'un « plan » existe il

faudrait qu'Israël mette en question sa propre réalité et jusqu'à maintenant rien ne le laisse présager. C'est pour cette raison que les « plans de paix », quelle que soit leur origine (ONU, quatre grands, pays neutres et même juifs de la Diaspora), seront refusés par Israël; acceptés sous la pression ,ils seront à la première occasion désavoués.

Toutes les discussions autour de la Crise du Moyen-Orient mettent bien en relief qu'il existe deux problèmes bien différents: celui des frontières « internationales » entre la Palestine du mandat et les territoires voisins et celui de la Palestine elle-même (15). Tous les plans de règlement se ramènent à quelques idées essentielles qu'on peut résumer de la sorte. Les deux problèmes, des frontières et de la Palestine, exigent à la fois l'intervention des 4 (ou 2) puissances puisque c'est grâce à celles-ci que la guerre, au niveau où veut la placer Israël, est possible, et de l'ONU puisque le problème a de tout temps été du domaine du concert des nations; Israël ne peut refuser aujourd'hui un arbitrage international qu'il n'a cessé d'utiliser à son profit depuis 1917. Le problème le plus immédiat et le plus simple aussi est celui des territoires occupés après 1967, l'intervention des grandes puissances est nécessaire dans ce domaine puisque seules elles peuvent obliger Israël à se retirer et qu'en même temps, elles peuvent seules lui donner satisfaction sur les garanties qu'il demande; les territoires récupérés pourraient dans un premier temps ne pas être rendus à l'administration des pays d'origine; par la même occasion, les questions de la cessation de l'état de belligérance, le passage dans les lois internationales pourraient être réglées. Cette première conférence n'exige la présence ni de l'ONU ni même des intéressés. En revanche, une seconde conférence, organisée par l'ONU, doit mettre face à face les deux groupes intéressés, Arabes et Juifs de Palestine. La médiation de l'Organisation internationale est nécessaire seulement parce qu'Israël est tenu, par les circonstances de sa naissance, de se conformer aux recommandations de l'ONU et que son refus vicie sa légalité même, mais aussi parce qu'il faut bien que le peuple palestinien, maintenant dispersé, fasse entendre sa voix et autrement que sous la pression des gouvernements organisés, Israéliens ou Arabes. C'est cette seconde conférence qui règlerait le problème de fond, celui de la coexistence, individuelle ou communautaire, des Juifs et des Arabes en Palestine; l'accord qui en découlerait serait accepté par tout le monde, états arabes et grandes puissances. C'est à ce moment là que les territoires récupérés seraient rendus définitivement et en toute souveraineté aux pays voisins qui reconnaîtraient alors de jure le ou les Etats que la 2e conférence auraient fait accepter aux intéressés. Les grandes puissances auraient alors à garantir le statu-quo et à aider économiquement la région à reconstruire.

Tous les plans mis en avant se ramènent à ces grandes lignes. Il faut se rendre compte que ce n'est là qu'une procédure qui, pour se réaliser, a besoin d'un certain nombre de circonstances, parmi lesquelles un changement fondamental de perspective chez les Israéliens. Rien ne le laisse néanmoins prévoir et on peut même se demander: Pourquoi changeraient-ils de politique alors que celle-ci leur a plutôt réussi jusqu'à maintenant ? L'intérêt bien compris, dit-on généralement (16), c'est espérer une évolution dans l'attitude israélienne que ni le passé ni le présent ne justifient. Pour qu'Israël accepte cette procédure, au-delà d'une pression étrangère dont l'effet ne peut être que passager, il faut qu'il soit convaincu que l'autre politique qui consiste à obliger les Etats voisins à règler eux-mêmes le problème palestinien, qui a sa logique et son apparente légalité puisqu'elle découle directement de la politique anglaise vis-à-vis des peuples arabes, est à la longue impraticable, c'est-à-dire qu'elle peut gagner l'opinion des juristes et des « réalistes » occidentaux, qu'elle peut même donner des résultats sur le terrain, d'autant plus aisément qu'elle suit le modèle de toute expansion coloniale, passée ou présente, et qu'elle peut être soutenue tour à tour par un grand état industriel, bref qu'elle peut régler l'affaire partout ailleurs qu'au Moyen-Orient même, et qu'à long terme

seule une inversion de perspective, c'est-à-dire faire accepter par les Etats voisins une solution auparavant acceptée par les Palestiniens, peut garantir une paix durable. Or Israël ne changera pas du jour au lendemain, le croire, c'est compter sur l'improbable; il ne peut le faire que si les faits sont têtus, si la résistance palestinienne s'impose à lui comme adversaire irréductible.

Faut-il parler de la position des Arabes ? Tous ceux qui s'intéressent de près à la situation au Moyen Orient savent que les Etats Arabes n'ont jamais, sauf les Hashimites, demandé rien d'autre que la possibilité donnée aux Palestiniens de faire entendre leur voix. Leur « irréalisme » même provenait du fait qu'ils ne savaient comment régler au nom des Palestiniens une affaire qui ne les regardait pas au premier chef. Ayant d'autres buts, d'autres ambitions, le problème palestinien ne fut jamais pour eux qu'une source d'ennuis et de complications, dont ils ne savaient comment se débarrasser. Une solution, quelle qu'elle soit, acceptée par les Palestiniens, le seraient nécessairement par tous les pays arabes. Mais cette position est purement théorique, car elle dépend à la fois des Palestiniens et de leur capacité de prendre en charge leur propre destin, et d'Israël qui ne peut voir d'un bon œil ce « désintéressement » qui ruinerait les fondements même de sa politique. Quant aux Palestiniens, ils apprennent et apprendront de plus en plus qu'un tort, si injustifiable soit-il, qui met cinquante ans pour se concrétiser ne peut être effacé en un clin d'œil. Pendant longtemps, ils n'ont vu que leur malheur; peu à peu, dans leur perspective s'insinue l'Autre et s'exprime une politique vis-à-vis des émigrants qui dès le début se sont formés en communauté close et qui, après une expérience de vie étatique, ne s'ouvriront pas facilement à l'aventure. Ils clarifient la position qui a toujours été la leur, mais à laquelle personne n'a semblé rendre justice en 1947, celle d'un état bi-national. L'idée peut difficilement être refusée théoriquement surtout par les fils d'une Europe laïque et démocratique. Cet avantage idéologique est toutefois purement tactique, il sera toujours et partout taxé d'impraticabilité. Les Palestiniens devront aller plus loin et le jour venu, concrétiser leur idée car le concept juridique d'Etat peut recouvrir un très large éventail d'organisations administratives ou communautaires. Mais déjà, et quel que soit l'avenir, l'idéologie des Palestiniens est plus ouverte, plus moderne que celle qui implicitement soutient tous les projets des Israéliens.

Cette conclusion était le but de cette brève analyse du présent politique: montrer que le « réel » des Israéliens est une guerre ininterrompue, celui des Palestiniens et des Arabes en général est une possibilité de coexistence. L'imposition aux Arabes du « fait » israélien ne signifie pas la paix ; l'acceptation par Israël du « fait » palestinien peut aboutir à la paix. D'où naît la différence, d'où vient la difficulté ? Des trois conceptions de la justice distinguées plus haut, les Arabes et les Palestiniens en particulier s'ouvrent de plus en plus à la troisième, tandis que les Israéliens s'enferment dans la première. Dans le passé, les Arabes ont permis l'installation parmi eux de réfugiés en leur reconnaissant un certain pouvoir économique et politique dans le cadre d'un humanisme religieux: la terre, surtout en Palestine, est à tous. Ils ont aussi assimilé le fait de la colonisation à une partie de leur propre histoire parce qu'ils ont découvert, au-delà du brigandage et de la mauvaise foi, la réalité fondamentale du retard, la négativité d'une certaine conception statique de soi-même. Ils peuvent encore acquiescer au principe d'une responsabilité humaine collective et participer au dédommagement que l'humanité doit aux victimes de l'hitlérisme, dans la mesure où l'échec de l'intégration d'une minorité est en fait l'échec de tous et un danger pour tous (le problème palestinien lui-même en donne la preuve quotidienne), mais précisément à ces trois niveaux, le Sionisme refuse d'autres fondements que les siens propres: ni comme réfugié, ni comme colon, ni comme victime, c'est en tant que grand justicier que le Sioniste veut qu'on le voie revenir en Palestine. Il veut imposer aux autres le bien-fondé de tous ses faits et gestes passés et

présents : il a toujours été dans son droit, les autres ont toujours été dans leur tort, ils doivent le regretter et donner des garanties qu'ils ne recommenceront plus (17). Tant qu'on n'a pas compris ce fait, on ne comprendra rien à ce qui s'est passé, se passe et risque de se passer encore en Palestine. Le Sionisme n'accepte ni de se relativiser ni de se critiquer. S'il s'avisait de reconnaître que les Arabes ont une fois raison, c'est toute sa structure qui risque de se désagréger ; c'est pourquoi la demande d'un tête-à-tête israélo-arabe est purement tactique car tant qu'Israël est Israël, un tête-à-tête est à la fois impossible et inutile. De tous les points de vue, juridique, ethnique, historique, la position israélienne est contradictoire, elle ne peut aboutir à des résultats qu'en utilisant la force et à défaut de force, il faut qu'elle persuade la raison, qu'elle se mette en question, c'est-à-dire qu'elle se nie. Sans doute peut-on retourner l'argumentation contre les Arabes quand ils disent : ils n'avaient rien à faire chez nous, ils n'ont qu'à s'en aller ; pendant longtemps, ce fut leur politique verbale sinon réelle, et c'est cela qui a donné un semblant de force au point de vue israélien — mais à l'heure actuelle, la position des Palestiniens prend précisément en considération le point de vue de l'autre, et fait son auto-critique ; il a fallu du temps, de nombreux échecs, il a fallu que la réalité se montre têtue, mais ils y arrivent. Pour qu'il y ait possibilité de paix, il faut que la même évolution se dessine de l'autre côté : beaucoup de temps, une série d'échecs, et l'impossibilité de réduire par la force le fait palestinien. Les Arabes passent de la théologie à l'histoire, les Juifs, qui, de l'histoire ont sauté à pieds joints dans la religion, doivent revenir à l'histoire si « la paix durable » qu'on prétend chercher doit un jour s'installer. Mais le sang coulera, dira-t-on ? Il n'a jamais cessé de couler depuis que les Juifs décidèrent d'avoir leur Etat, et c'est précisément parce qu'une longue période, pleine de dangers, est devant nous que les grandes puissances doivent intervenir pour maintenir au moins ces dangers dans des limites tolérables.

Une légende est en train de prendre forme, celle d'une guerre israélo-arabe (la dernière) que personne n'a voulue (18). Ceux qui ont suivi attentivement les péripéties de la crise de mai-juin 1967 savent qu'à plusieurs reprises il y avait moyen non seulement d'arrêter l'engrenage de la guerre, mais encore de faire sortir de la confrontation un mécanisme pouvant aboutir à une stabilisation du statu-quo. Les chefs, surtout militaires, d'Israël ne l'ont pas voulu et il ne sert à rien de gloser sur la psychologie des citoyens israéliens, le moral de l'armée, les erreurs d'appréciation des leaders égyptiens... Car si des journalistes impartiaux ont pu déceler dans les déclarations de ces derniers des ouvertures de paix, comment peut-on penser que des chefs responsables de l'autre côté de la barricade pouvaient ne pas saisir l'occasion. La vérité est que le but fondamental des chefs sionistes d'Israël n'est pas — ou plus — de vivre en paix, mais bien de s'imposer comme force dominante au Moyen-Orient et plus encore de se venger des avatars de l'histoire. Affirmer le contraire, c'est vouloir que nous jugions l'adversaire sur ce qu'il dit et non sur ce qu'il fait. Le nationalisme, surtout à contenu religieux, porte en lui-même les ressorts de sa propre exaltation ; non critiqué, il se transforme inéluctablement en impérialisme. Il ne s'agit donc pas de l'avenir d'une certaine nation hébraïque, mais bien de celui du Sionisme politique (19), tel qu'il est aujourd'hui et non tel qu'il aurait pu devenir dans des circonstances différentes. Tous ceux qui réfléchissent sérieusement sur les conditions de paix au Moyen-Orient savent que l'une d'elle est nécessairement un degré minimum de désionisation ; mais ceux qui le disent ne vont jamais jusqu'à nous expliquer les moyens pratiques d'y parvenir. Les structures de l'Etat israélien sont faites justement pour perpétuer l'idéologie sioniste ; tout nous pousse à croire que seul un échec politique flagrant qui ne pourrait plus être dissimulé par une fuite en avant, comme cela a été le cas depuis 50 ans, peut la mettre en question. Il est de l'intérêt des non-sionistes conséquents que le déséquilibre actuel dans le rapport des forces israélo-arabes se modifie et d'abord par le renforcement de la lutte palesti-

nienne. Sinon le Sionisme politique se nourrira de ses propres succès, mêmes temporaires, et se radicalisera fatalement. Qu'est-ce que le maintien d'un Sionisme politique signifiera pour les pays arabes du Moyen-Orient ?

Je ne suis pas de ceux qui croient qu'une parenté raciale peut plaider en faveur d'une compréhension et d'une coopération durable (20). Le sémitisme n'est pas d'abord une réalité, l'arabisme d'aujourd'hui se fonde sur une tradition culturelle dans laquelle l'élément sémitique n'est certainement pas dominant : les Arabes veulent s'ouvrir à d'autres traditions culturelles, différentes selon les secteurs d'opinion (Grèce ancienne, Asie bouddhiste, Occident moderne) mais ne veulent surtout pas se cantonner dans la seule composante sémitique de l'histoire. Une compréhension judéo-arabe fondée uniquement ou essentiellement sur cette dernière serait même une régression par rapport à la symbiose du Moyen-Age et aura comme conséquence de renforcer chez les deux peuples leur péché majeur : l'ethnocentrisme. Ce n'est donc pas au moment où celui-ci commence à être critiqué d'une manière méthodique dans la société arabe que cette ouverture doit être entravée par la glorification fallacieuse d'une fraternité sémite. Israël peut fournir aux Arabes une aide économique et technique, entend-on souvent ; ceux-ci peuvent rétorquer à juste titre que, puisqu'ils peuvent la recevoir directement de l'Occident moderne, ils n'ont nul besoin d'intermédiaire. Ils ont reçu dans le passé la science grecque à travers des intermédiaires et l'expérience ne fut guère convaincante. Plus importante que cela est la question : au service de quoi est cette technique ? Les Sionistes ont utilisé les acquis les plus hauts de la culture contemporaine à des fins ethnocentriques. La valeur régénératrice du travail, fondamentale dans le socialisme humaniste, a servi à séparer les travailleurs arabes de leurs camarades juifs, la démocratie politique fut utilisée comme argument de propagande pour nier les droits des Arabes présentés en bloc comme des féodaux, l'esprit d'organisation inhérent à l'industrie fut détourné vers la mise sur pied d'un camp retranché. La technique moderne au service d'une tradition retrouvée et revivifiée, nous savons quel nom cela porte dans l'histoire du XXe siècle et les Arabes n'ont nul besoin de faire l'expérience à leur tour. Sans doute peut-on trouver dans l'idéologie arabe des éléments qui aboutissent au même mélange détonnant, mais cette dernière est loin de l'avoir définitivement emporté contre ses deux adversaires : l'universalisme religieux et l'humanisme progressiste, et ceux d'entre nous qui luttent pour que celui-ci prédomine avec toutes ses implications dans la société arabe n'ont pas intérêt à ce que l'activisme ethnocentriste se renforce chez eux par une collaboration ou une compétition aveugle à l'exclusivisme juif d'Israël. Une collaboration féconde, qui serait en même temps la voie royale vers la paix, serait une acceptation simultanée des valeurs humanistes de la culture moderne au service desquelles devrait être mise la technique maîtrisée : mettre un terme à l'exclusivisme dans nos deux sociétés, reconnaître les droits fondamentaux des individus et des communautés, ne plus faire appel à aucune « promesse divine ». Mais cela signifierait la fin du Sionisme politique lui-même, et croire que celui-ci se laisserait mourir de bonne grâce serait montrer une grande naïveté. Israël tel qu'il est, donc exige de nous la reconnaissance, se ramènera toujours pour nous à ceci ; pas d'égalité, pas de démocratie, pas de droits, pas de Palestiniens, la réaction plutôt que le progressisme dans le monde arabe (21).

Les Arabes ne sont certainement pas à la hauteur de leurs prétentions, et ce retard est la source réelle de la force d'Israël, mais les prétentions sont d'avenir, non du passé comme les Sionistes qui, à une société ouverte, ont préféré une société fermée « à eux tous seuls ». Les Arabes sont en train de se dé-traditionnaliser et on peut espérer qu'ils ne se re-traditionnaliseront pas, car nous savons ce qu'une néo-tradition couplée à la technique moderne peut donner.

Le Sionisme politique, au nom du réalisme, joue la carte de toutes les régressions : que les Juifs russes soient persécutés, que ceux des pays arabes soient lynchés, que ceux d'Occident ne soit pas intégrés, que la compétition russo-américaine continue, que la course aux armements ne connaisse pas de répit, que le nationalisme triomphe et que le monde se fragmente, pour qu'Israël se renforce et s'impose. L'avenir des Arabes en revanche est lié à ce qu'il y a de meilleur dans l'homme : l'utopie socialiste, le pari démocratique, la consolidation de la paix. L'espoir arabe est accroché à une intégration, de plus en plus réelle, à une démocratie de plus en plus approfondie, à une paix de plus en plus assurée. Que les Palestiniens le veuillent ou non, qu'ils en aient conscience ou non, ils sont tenus de parier sur le « meilleur ». De leur lutte dépend plus que leur propre survie. Ils peuvent certes échouer, nous savons ce qu'il adviendra, mais s'ils l'emportent, cela signifiera qu'au XX[e] siècle aucun peuple, quel que soit son « retard », ne subira le sort des Maoris. Cela dépendra avant tout d'eux, de leur capacité de durer, mais d'autres forces peuvent aussi jouer leur rôle, celui des Juifs de la Diaspora sera probablement décisif. Si les autres traditions du judaïsme moderne, humanistes et démocratiques, que le Sionisme politique a réussi, par des moyens divers, à réduire au silence s'exprimaient de nouveau et se renforçaient au point de devenir un facteur important sur la scène internationale, si à cause de cette évolution une collaboration s'instituait entre Palestiniens arabes et juifs de la diaspora et d'Israël sur un programme de démocratie laïque et de sauvegarde des droits nationaux, cette situation nouvelle permettra d'espérer un affaiblissement du Sionisme. L'expérience des dernières années, il faut le dire, n'a pas été concluante dans ce sens, mais on peut estimer que la lutte des Palestiniens, en se développant, sera à même d'amorcer cette dialectique qui permettra aux deux adversaires de se déprendre de la « justice de Dieu ». C'est en devenant eux-mêmes plus modernes, plus démocratiques et, pourquoi ne pas dire le mot, plus modérés, que les Palestiniens aideront à se cristalliser les mouvements qui, dans le judaïsme mondial, ne sont pas aveuglément dévoués au sionisme politique.

Faut-il conclure ? Les deux conditions mises en avant : l'affirmation dans les faits de la nation palestinienne et l'affaiblissement du Sionisme politique sont intimement liées et c'est de leur devenir que dépendra en grande partie notre condition future : celle d'une guerre sans issue autre que l'asservissement et l'extermination, ou celle d'une dialectique de la coexistence. Le devoir des Arabes est clair. C'est de se renforcer par tous les moyens pour obliger les Israéliens à contrôler leur propre appétit — c'est peut-être même là un devoir moral. Le rôle des démocrates, juifs et non juifs, est clair aussi : le joueront-ils ? A défaut de ces deux conditions, chercher la paix au Moyen-Orient, c'est-à-dire un compromis acceptable par les deux parties, sans que l'une d'entre elles se croie victime d'un destin aveugle, c'est espérer résoudre la quadrature du cercle.

Reste la « PAIX » que cherche Israël par une victoire totale. Oui, mais dans ce cas, la parole n'a plus de sens, seul le silence est de mise.

NOTES

(1) Exemple dans Sadiq Jalal al-'Aem, al-Naqd al-dhati ba'd al-hazima. Dar al-tali'a, Beyrouth, 1968.

(2) Israel and the World — Essays in a Time of Crisis. Schocken Books. N.Y. 2e édit. 1963. p. 231.

(3) Herald Tribune, Europ. edit. June I. 1967.

(4) On the Arabs-Israeli War, New Left-Review. Aug. 1967.

(5) D'après une étude de G.M. Tamarin ; Influence of Ethnic and Religious Prejudices on Moral Judgment, New Outlook. Jan et Mars 1966, cité par N. Weinstock, le Sionisme contre Israël, Maspéro. Paris, 1969 p. 368.

(6) Point de vue exprimé dans Moh. Jalal Kushk, al-Qawmiya wa l-ghazw al-fikri, publié au Kuwait, 1967 p. 180 sq.

(7) Op. cit. p. 233.

(8) L. Eshkol, Newsweek, 17 Fev. 1969.

(9) Il est symptômatique qu'Avnery écrive cette phrase sortant tout droit des livres sur l'Ouest américain «... gentle children... dreamed of the day when then, in their turn, would till the soil and fight the Arabs » (*) Israël without Sionists, Macmillan N.Y., 1968, p. 129.

(10) Comme le fait Anwar Abdalmalik, Libre Opinion du journal Le Monde, 13 Fév. 1969

(11) Cette influence du point de vue occidental sur le monde non-occidental est bien mis en relief par M. Rodinson dans « Israël et le refus arabe », Le Seuil, Paris, 1968 (Original anglais, Penguin 1968).

(12) Cf. N. Weinstock, op cit. p. 561.

(13) A la Conférence de Londres de 1939.

(14) C'est bien le résultat final de la Fédération sémite que propose Avnery, op. cit. p. 188. Les modèles qu'il propose, OTAN et pacte de Varsovie, se passent de commentaires.

(15) Les éléments d'une solution diplomatique connus à tous les plans de compromis, ont été analysés par A. Fontaine dans son article « Séparer les combattants »,Le Monde, 5-6 janv. 1969.

(16) C'est la faiblesse du livre d'Avnery. D'après ses propres analyses la désionisation est presque impossible de l'intérieur. Pensant qu'une pression de l'extérieur la rendrait encore plus aléatoire, sa position ressemble étrangement à celle des officiers de l'armée française qui étaient pro-algériens et anti-FLN ; leur rôle fut pratiquement nul dans l'évolution du conflit algérien.

(17) D'où le postulat que les Arabes sont toujours les agresseurs. Eshkol va même jusqu'à dire à un journaliste qui n'en croyait pas ses oreilles : You seem to forget the Arabs were the first to attack », (*), interview déjà citée.

(18) Cette présentation des faits gagne parce qu'on ne peut plus soutenir contre l'évidence que les Egyptiens voulaient la guerre.

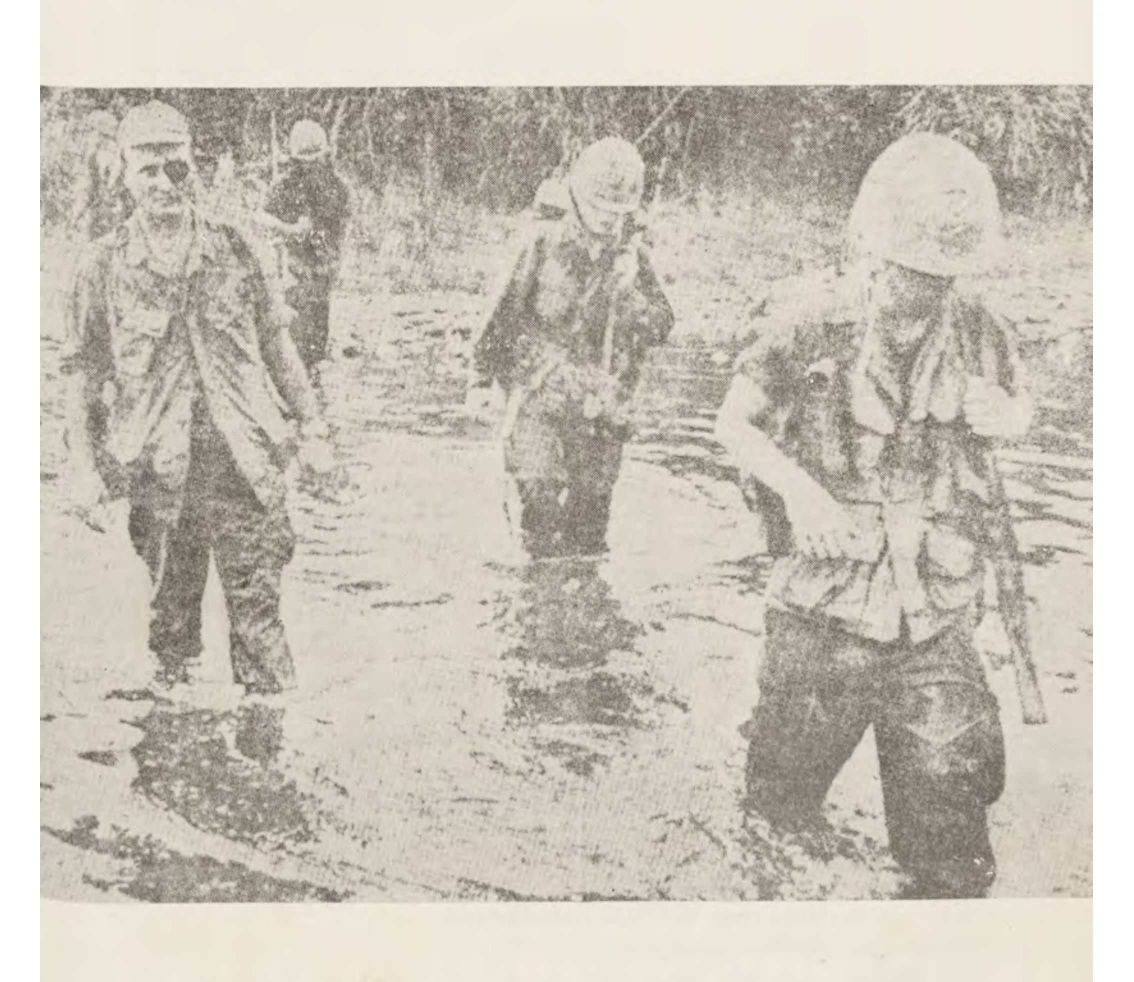
(19) Il va de soi que les Arabes n'ont rien eu, dans le passé, contre un sionisme religieux et n'auraient rien contre un sionisme culturel.

(20) Le seul arabe qui ait exalté cette parenté, Faysal b. Husayn, ne parlait pas de sa propre initiative.

(21) Eshkol dit dans l'interview citée : «There is much alarm about Soviet influence but what do Egypt and Syria have to offer ? And the States that do have a lot to offer : Saudi Arabia Kuwait, Iran, Turkey, in those states Soviet influence is minimal ». (*) On ne peut évidemment être plus chair

(*) Vous semblez oublier que les Arabes furent les premiers à attaquer.

(*) On s'alarme trop à propos de l'influence soviétique, mais que peuvent offrir l'Egypte et la Syrie ? Et les états qui ont beaucoup à offrir : Arabie Séoudite, Koweit, Iran, Turquie.. Dans ces Etats, l'influence soviétique est minime.



MOSHE DAYAN AU VIET-NAM AVEC LES MARINES U.S.

e. m. nissaboury

palestine tout court

C'est pour ne pas mourir d'inanition
que j'ai choisi le sable qui nous sépare

qui n'est plus sable
plus distance

qui est une infinité de racines résumant
l'essentiel d'un accord avec moi-même
et les premièrement en rupture
deuxièmement nous sommes tous des fidayines

C'est tout à fait le contraire de la danse du ventre
l'homme-sandwich dépotoir
des terreurs bibliques
des erreurs historiques
des dénaturations par voie de conséquence
l'à peine visible dans une aisselle
c'est moi
n'ayant rien bâti rien systématisé
on ne me la fera pas avec les sois-sage-et-tais-toi
je n'ai pas à spéculer sur les rêves des rêveurs
je n'ai pas à dresser de certificat de décès collectif
des ambitions déçues
je dis à leur père qui est aux cieux ou quelque part dans une ville
du Fric
— leur père ou que vous soyez
qui leur donnez à chacun son arabe quotidien
faites-leur savoir aussi
que je hais leurs femmes et leurs enfants
que je déchire les cartes de visite de leurs meilleurs amis
qu'au bout de chaque racine j'ai un fusil

et une volonté de vie qui tourne au cauchemar
dites-leur à l'oreille ou dans paris-match
qu'en face de chaque peuple élu
il y a celui qui refuse d'être élu
pour l'extermination
pour je ne sais quelle idée saugrenue
de ministre du tourisme raté
impuissant et sanguinaire
abrah !

Faites vos jeux messieurs les chefs d'état-majors
messieurs les parlementaires
et vous aussi zigotos de la lune
c'est pour ne pas mourir
démocratiquement sur un transistor
que je nous sépare

entre nous et vos cités idéales
il y a la main d'œuvre déportée
les heures gmt
les tableaux impressionnistes
les dépressions idéologiques
des livres en quantité
et des nuits au rasoir sur notre humanité de silence
je nous sépare opprimé oppresseur chacun de son côté
salut
à toi
Yassir Arafat

le mythe du miracle économique israélien et le rôle du capital étranger

par jamal bellakhdar

Dans une récente tournée en Afrique, une mission israélienne de 8 membres (qui a visité successivement la Zambie, l'Ouganda, le Kenya et l'Ethiopie) — s'efforçant d'établir une analogie entre Israël et les pays visités — a présenté Israël comme « *exemple d'un développement économique accéléré* ».

« *Comme les Etats Africains, Israël est un pays en voie de développement. Bien qu'avec des cadres différents, les Africains refont avec un décalage de quelques années la même expérience de développement que celle que nous avons tentée. Nous pouvons donc leur éviter des erreurs...* ».

Quelques années auparavant, Eshkol, alors Ministre des Finances, déclarait : « *L'afflux de capitaux étrangers est indispensable pour un pays comme Israël* ». En même temps, le formidable appareil de propagande sioniste en Europe développait aux yeux d'une opinion conditionnée le mythe d'Israël état démocratique, voire même socialisant, et du kibboutz, qu'il n'hésita pas à comparer au kolkhose soviétique. Il n'est pas moins rare d'entendre affirmer dans les milieux officiels de Tel-Aviv que la société israélienne « *d'où toute discrimination est absente, constitue un exemple vivant d'égalité sociale, propre à séduire les nouvelles nations d'Afrique* ».

Pourtant, les discriminations qui existent entre les différentes échelles de la hiérarchie sociale et l'origine géographique des immigrants, le régime inhumain imposé aux minorités arabes sont là pour démontrer que « l'exemple paraît contestable » (professeur soviétique Debetz au colloque de l'U.N.E.S.C.O. sur le racisme : 2 septembre 1967) et qu'Israël ne le cède en racisme qu'à l'Afrique du Sud.

De la même façon, l'importante masse de capitaux occidentaux qui sont investis en Israël, la faible importance des kibboutzims (les kibboutzims touchent moins de 5 % de la population) et leur localisation le long des frontières d'Israël suffisent amplement pour contester et le « dynamisme économique israélien » et son caractère socialisant.

Exploitant l'ignorance dans laquelle l'opinion occidentale est maintenue sur cette question, les apologistes de l'Etat sioniste en font « *une pauvre petite nation s'accrochant au désert pour en faire sortir*

quelque chose », cernée, assiégée par des colosses rendus agressifs « *par leur incapacité chronique à sortir du sous-développement* ». Pour passer de l'incapacité des états à celle des hommes, il n'y a qu'un pas à franchir. Qui n'a pas eu l'occasion de voir en France, au moins une fois, dans la presse, dans les émissions de télévision ou aux actualités cinématographiques, ces montages de clichés ou de séquences dans lesquels l'image classique de la femme-soldat israélienne, ouvrière au kibboutz de surcroît, fait contraste avec celle de l'arabe « *fainéant* et fataliste ».

Ainsi donc, pour rallier les uns on s'adresse à leurs sentiments anti-arabes. Pour convaincre les autres on parle de génocide, de persécutions hitlériennes et tsaristes. Devant les gens de gauche on développe les thèses du « socialisme israélien ». Devant les bailleurs de fonds on énumère les multiples avantages d'une économie libérale. Aux pauvres on parle d'égalité et de justice sociale. Aux gens de couleur enfin, on parle de l'appartenance commune à un même monde : celui qui se débat pour sortir du sous-développement.

Sur toutes ces questions il convient de faire le point :

I - ISRAEL, ENCLAVE DE L'OCCIDENT CAPITALISTE AU MOYEN-ORIENT

a) *NI SOUS-DEVELOPPE, NI EN VOIE DE DEVELOPPEMENT*

En fait, Israël ne présente aucun caractère pouvant l'apparenter aux pays dits « sous-développés » ou du Tiers-Monde. De plus, paradoxalement, Israël est un état du tout au tout étranger au Moyen-Orient. En effet, c'est un « *état de type occidental et quasiment européen* (...) *dont la force au Moyen-Orient tient surtout à ses caractères occidentaux d'organisation et d'évolution sociale, ce qui se manifeste nettement dans le fait qu'il est sans doute le plus stable socialement et politiquement des pays de cet Orient arabe; c'est aussi celui où la masse de la population jouit du niveau de vie et d'éducation le plus élevé en moyenne* » (GOTTMAN, « *Etude sur l'Etat d'Israël et le Moyen-Orient* »). Selon une statistique officielle, 2.000 nouveaux millionnaires ont édifié leur fortune au cours des toutes dernières années.

D'autre part, l'organisation de la vie sociale dans tous les domaines s'apparente à celle qui a cours dans les pays occidentaux. Israël possède par exemple des syndicats de type américain ne représentant pas seulement les intérêts de la classe ouvrière, mais étant aussi les employeurs d'un nombre important de travailleurs et de professions libérales. Israël présente également une structure de la main-d'œuvre active qui correspond à celle des pays avancés, c'est-à-dire une part réduite dans le secteur primaire et environ la moitié de la population active dans le secteur des services (secteur tertiaire).

Ainsi, Israël est bien plutôt un prolongement de l'occident capitaliste, dans une région à laquelle il est totalement étranger. Et si Israël, dans tous les domaines de la vie sociale, manifeste par rapport à ses voisins une supériorité énorme, celle-ci ne fait qu'exprimer le fait que l'Etat sioniste est un « rejeton » de l'Europe au sein du monde arabe.

Bettelheim, dans « *Planification et croissance accélérée* », définit les pays sous-développés comme des « *pays exploités dominés et à économie déformée* ». Or, Israël ne correspond nullement à cette définition : contrairement à ce qui a lieu dans les pays sous-développés où un pays avancé investit des capitaux dans le but de les faire fructifier par l'abondance de matières premières et de main-d'œuvre à bon marché soumettant cette dernière à une exploitation plus ou

moins apparente, en Israël, on ne peut trouver trace de ces traits fondamentaux.

Bien qu'en Israël« *tout est dû aux dons et investissements étrangers* » (Isaac Azouri), cette injection de capitaux ne possède pas la même fonction que celle par laquelle — sous prétexte de participation aux programmes de développement — les pays avancés s'accaparent les richesses et les potentialités économiques des pays sous-développés. Ici, ces dons et investissements, loin de freiner ou de déformer l'économie d'Israël, l'ont au contraire créée de toutes pièces. Du point de vue économique pur, Israël n'est pas plus exploité par le capital international que l'Allemagne de l'Ouest ne l'est par les capitaux américains. Tout ce que les monopoles tirent de leurs placements d'argent, c'est de l'argent, dans le cas d'Israël comme dans celui de la R.F.A. En effet, on ne peut pas dire qu'Israël soit pour les puissances économiques une source intéressante de matières premières. Israël ne possède en effet ni minerais stratégiques, ni pétroles. On ne peut pas non plus avancer qu'il soit un marché et un débouché important pour l'écoulement des marchandises occidentales (en dehors des armes). Or, précisément, ce sont là les deux facteurs essentiels qui attirent le néo-colonialisme économique.

b) *POURQUOI ALORS CET AFFLUX DE CAPITAUX AMERICAINS, ALLEMANDS, ANGLAIS ET FRANÇAIS,* alors qu'à première vue l'Etat sioniste ne semble pas être un champ d'opérations rentables dans l'immédiat pour le néo-colonialisme économique ?

L'erreur à ne pas commettre en voulant apporter une réponse à cette question, serait de dresser un parallèle entre Israël et les jeunes nations d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine, devenues la proie du néo-colonialisme économique. Ils n'ont rien de comparable, car ce que recherche l'impérialisme en Israël, ce n'est pas de piller les matières

premières de la terre palestinienne, comme il le fait ailleurs dans le monde, mais fondamentalement de *s'assurer une présence physique*, un « pied-à-terre » dans cette région du monde où la montée des nationalismes locaux (arabes en particulier) constitue une menace constante pour les prérogatives économiques que possède l'Occident au Moyen-Orient. Israël, c'est un instrument entre les mains de l'Occident précisément à des fins néo-colonialistes.

De la même façon qu'il utilise la Grèce, la Turquie et l'Iran comme ceinture anti-soviétique, l'impérialisme se sert d'Israël comme une force de répression dirigée contre les mouvements de rénovation sociale arabes qui, à tout moment, peuvent remettre en question les concessions économiques importantes qu'il possède au Moyen-Orient. Un récent article du périodique « *Echos* » montre fort bien le lien qui existe entre les questions pétrolières et la mission confiée par l'impérialisme à Israël : « *Une défaite d'Israël plus sûrement que sa victoire conduirait, redoute-t-on dans les milieux pétroliers, au renversement à bref délai de l'ordre établi dans les pays riches en hydrocarbures* ».

Et plus loin : « *Les milieux pétroliers internationaux, auxquels leur métier commande de ne tenir compte de données politiques que dans la mesure où elles constituent des facteurs économiques, manifestent une inquiétude croissante des répercussions qu'aurait une défaite israélienne sur la stabilité de l'approvisionnement énergétique de l'Europe* ».

Approvisionnements pétroliers des pays du Marché Commun en provenance du Moyen-Orient				
France	R.F.A.	Italie	Pays-Bas	Belgique
51,5 %	42,1 %	79,7 %	78,5 %	78,2 %

Part du Moyen-Orient dans la production des Grandes Compagnies		
British Petroleum 70 %	Cie Française des Pétroles 75 %	Gulf 66 %
Mobil 45 %	Shell 27 %	Standard Oil 23 %

Ainsi, le rôle d'Israël est celui d'une sentinelle avancée du monde capitaliste dans cette région du monde. *Israël, c'est un état garnison dont la mission consiste à veiller au maintien de l'ordre économique établi au profit de l'Occident et au détriment des pays arabes;* les prérogatives qu'il possède dans cette région du monde, l'Occident y tient particulièrement, ce qui l'oblige à être très vigilant.

Ainsi s'expliquent les interventions américaines en Grèce, en Turquie (où quelques années après le début de la guerre froide, le Président Mendérès fut renversé à la veille de son départ à Moscou), en Iran où Mossadegh fut combattu et renversé parce qu'il avait osé nationaliser les Compagnies pétrolières étrangères, dans divers pays arabes où les américains s'appuient sur des forces réactionnaires. Ainsi s'explique la lutte qui a opposé les forces progressistes d'Arabie du Sud et d'Aden, clé du pétrole, à l'impérialisme anglais. Ainsi s'explique l'utilisation constante de l'Etat d'Israël comme abcès de fixation, comme prétexte permanent à l'intervention occidentale pour maintenir les intérêts que possède le capitalisme au Moyen-Orient.

« *Dans leur esprit* (celui des impérialistes), *la fondation en* 1948 *de l'Etat d'Israël devait, en tronçonnant la géographie arabe, donner à ce dessein un caractère en quelque sorte irrévocable. Il fallait en effet enraciner en Orient arabe par le fer et le feu un corps étranger dont la fidélité serait garantie par l'horreur réciproque du sionisme et du nationalisme arabe, et dont la fragilité serait un gage d'allégeance; l'Amérique aurait ainsi une occasion permanente d'intervention* ». (Jean Dubreuil : *le Pétrole arabe dans la guerre*).

Rien d'étonnant alors à ce que les monopoles internationaux par leurs capitaux, aident à la survie de ce « rejeton » de l'Occident qui défend si bien leurs intérêts. C'est parce qu'ils savent que *c'est un état politiquement et économiquement non viable* qu'ils contribuent par leurs capitaux et leur solidarité agissante à consolider cet état qui s'édifie territorialement par l'agression et l'expansion et ne survit économiquement que grâce aux dons et emprunts.

Avec qui commerce Israël (répartition en 66-67)

Pays	Import. en %	Export. en %
Etats-Unis	27	16
Europe	53,5	57
Grande-Bretagne	19	12,5
Autres pays de l'A.E.L.E.	8	10,5
Allemagne Féd.	8	10
Pays-Bas	4,5	6
France	4	4
Suisse	3,5	5
Italie	3,5	2,5
Belgique	3	6,5
Japon	2,5	4
Reste du monde	17	23

II - ISRAEL, ETAT SUBVENTIONNE

a) *TOUT D'ABORD, QUELQUES DONNEES ELOQUENTES*

En échange des éminents services qu'il rend à l'impérialisme mondial comme agent et prête-nom, Israël reçoit en retour une aide et une rémunération substantielle. Tout d'abord, une aide diplomatique et une caution dans les grandes instances internationales. Ensuite — et c'est là l'objet de notre article — une aide financière et économique importante.

Ainsi, de 1943 à 1964 « *les investissements étrangers, y compris les transferts et les placements à long et moyen terme, approchaient les 6 milliards de dollars* » (Shaul Zarhi), soit approximativement 400 millions de dollars par an.

Dans ce chiffre ne sont pas compris bien sûr les biens des arabes expulsés et que l'Etat sioniste s'est approprié : ces biens s'élèvent à 5 milliards, 800 millions de dollars, leur revenu annuel atteignant 160 millions de dollars en 1947.

Dès la proclamation unilatérale de l'indépendance d'Israël, les U.S.A., dévoilant ainsi leur intention de soutenir la situation artificielle et illégale créée par cette déclaration, promettaient par la voix de leur Président Truman une *allocation* de 100 millions de dollars à l'Etat sioniste (lettre du 29 novembre 1948 du président Truman à M. H. Weizmann). Quelques années plus tard, avec l'accord (*) signé en 1952 (puis ratifié en 1953) entre le gouvernement d'Israël et celui de la R.F.A., Israël s'assurait une source de revenus et de subventions importante — cet accord prévoyait que l'Allemagne versera en 12 ans 3.480 millions de marks (821 millions de dollars) dont 480 millions (107 millions de dollars) à des organisations juives en dehors d'Israël, à titre de *réparations de guerre*. La même année (1952) d'après l'aveu de Shaul Zahri « *les importations de capitaux* ont représenté 34,3 % du revenu national brut ; ce taux qui a toutefois diminué, reste encore très important actuellement : 24,3 % du revenu en 1964, soit 564 millions de dollars. Ces injections de capitaux ont contribué tout à la fois, à combler le déficit chronique de la balance commerciale (déficit de 528 millions de dollars en 1964 contre 315 millions en 1959 d'après les statistiques de la Banque d'Israël) et à créer un état soutenu de croissance pour l'absorption de l'immigration malgré l'insuffisance de l'épargne nationale et les faiblesses de structure de l'économie israélienne.

A cette somme importante d'investissements viennent s'ajouter les emprunts gouvernementaux accordés par les alliés d'Israël et des sommes substantielles collectées par les organisations sionistes dans divers pays, *les dons* les plus importants et les plus réguliers étant ceux recueillis aux Etats-Unis par le « United Jewish Appeal ». Enfin les dons accordés régulièrement par les U.S.A. à Israël au titre de *l'assistance technique et économique* : ces dons avaient atteint 63,5 millions de dollars en 1951-52 et 70,2 millions en 1952-53 ; en 1953-54 ils sont tombés à 52,5 et en 1959-60 à 9,5 millions de dollars.

(*) implicitement, cet accord reconnaissait le mouvement sioniste international et l'Etat d'Israël comme représentants de tous les citoyens juifs du monde, qu'ils soient allemands, polonais, hollandais ou d'autres nationalités. En réalité, c'était un acte politique volontaire. Au-delà de la simple réparation, les alliés occidentaux ont aussi fait payer d'avance par le capitalisme allemand renaissant — non pas la note des crimes nazis — mais la rétribution qu'Israël exigeait, en contrepartie des services qu'il s'était engagé à rendre aux alliés occidentaux dans cette région du monde.

En ce qui concerne les investissements effectués par les pays étrangers en Israël, voici comment ils sont répartis :

Sur le total des investissements étrangers, 53,5 % sont américains, 40,2 % sont européens et 5 % sud-africains. Israël a, de surcroît, contractée une *dette extérieure* directe s'élevant à 348,7 millions de dollars à la fin de 1956 et à 668,3 millions de dollars à la fin de 1959, ces divers emprunts ont été accordés là encore par l'Occident.

La revue israélienne « Haolam Hazé » dans son numéro 421 de 1964, souligne que la part qui revient à chaque israélien rien que pour les aides américaines, atteint 60 dollars par an (et a même atteint certaines années 150 dollars) alors qu'en Afrique, en Asie, en Amérique du Sud, pour les pays qui reçoivent une aide U.S., cette part ne dépasse pas 2 dollars par an.

b) *LES CHIFFRES POUR L'ANNEE* 1964

La balance commerciale. Nous l'avons déjà dit, en 1964, les exportations n'ont couvert que 44 % des importations créant un déficit de 528 millions de dollars.

Malgré cela, les capitaux étrangers ont largement couvert ce déficit créant même un solde positif de 600 millions la même année grâce aux aides reçues de l'extérieur; les plus importantes sont les suivantes :

— emprunt d'équipement en provenance des U.S.A. et de l'Europe occidentale : 24,5 millions de dollars

— prêt de Washington : 53,5 millions de dollars

— investissements étrangers : 132,6 millions de dollars

— « transferts unilatéraux » ainsi décomposés :

1°) 151,1 millions de dollars de réparations allemandes,

2°) 8,2 millions de dollars d'assistance américaine

— dons nommés « transferts d'institutions » c'est-à-dire les versements de l'agence juive (où l'Etat d'Israël est représenté par 38 % des voix et les juifs nord-américains par 28 % des voix) : 78,8 millions de dollars

— « transferts individuels » : 96,6 millions de dollars.

Commerce entre la France et Israël (en francs)
(en % du commerce extérieur israélien)

Importations israéliennes 4 %		Exportations israéliennes 4 %	
Produits sidérurgiques	: 25 millions	Agrumes	: 36 millions
Voitures	: 20 »	Jus d'agrumes	: 5 »
Textiles, bois, verre	: 14 »	Diamants taillés	: 30 »
Produits chimiques	: 14 »	Divers	: 40 »
Orge	: 10 »		
Pièces d'avions	: 10 »		
Aluminium	: 8 »		
Bas de femmes	: 5 »		

III - UNE ECONOMIE QUI N'A PAS A SE SOUCIER D'INDEPENDANCE ECONOMIQUE

a) *L'AGRICULTURE*

14 % des exportations israéliennes en 1965 ont porté sur l'agriculture (agrumes principalement : elles occupent 20 000 personnes). Contrairement au secteur industriel, elle est restée ce qu'elle était en Palestine arabe, parce que sans profits importants pour le capital : travailler la terre simplement pour renverser la « pyramide juive » de Ber Borochov et rétablir une structure de classes ordinaire (avec ouvriers et paysans) n'a pas attiré beaucoup les nouveaux immigrants qui ont préféré de loin la ville. Ainsi 16,1 % seulement des céréales nécessaires à la consommation nationale sont produites sur place.

Dans les 15 % de la population employée par l'agriculture, on compte la quasi-totalité de la population arabe d'Israël (ouvriers agricoles).

b) *L'INDUSTRIE*

En 1964-65, sur un total de 4.188 millions de livres israéliennes :

— les produits alimentaires ont représenté ..	995	millions	(23 %)
— les textiles et les vêtements ont représenté ..	579	»	(15 %)
— les métaux et la fonderie ont représenté	550	»	(14 %)
— l'équipement pour les transports a représenté	306	»	(7,5 %)
— les produits minéraux non métalliques ont représenté	288	»	(7 %)
— les bois ont représenté	258	»	(6,3 %)
— les produits chimiques et pétroliers ont représenté	249	»	(6,2 %)
— les papiers et la librairie ont représenté	220	»	(5,3 %)
— les diamants (33 % des exportations) ont représenté	214	»	(5,2 %)
— l'équipement électrique a représenté	170	»	(4 %)

Il apparaît donc que l'industrie israélienne — si elle est très diversifiée — est caractérisée cependant par l'absence de toute industrie lourde qui reste actuellement une des conditions nécessaires de toute indépendance économique. L'inexistence de minerais n'est pas en soi un argument; il suffit de voir l'exemple d'un autre pays capitaliste : le Japon.

D'ailleurs, la consommation d'électricité dans les différents secteurs exprime bien ce déséquilibre dans l'industrie.

En 1964, l'industrie consommait 37 % seulement de la production (la même année, dans un autre pays capitaliste, la France, ce taux était de 70 %), 23 % étaient destinés à l'irrigation et 40 % à la consommation commune (services publics, collectifs et usage domestique).

c) Beaucoup plus expressif encore est *la situation de l'emploi* : 9,6 % de la population travaillent dans le secteur primaire, 25% dans le secteur secondaire, 49 % dans le secteur tertiaire. Ainsi l'Etat israélien comporte un très fort secteur tertiaire (services, bureaux, etc...) dont rien ne justifie la présence sinon la volonté de donner un travail facile moins rebutant que la terre ou l'usine et qui seul retient en Israël un grand nombre de personnes qui sans cela préfèreraient aller chercher fortune dans un autre pays de l'Occident.

IV - LE ROLE ASSIGNE AUX CAPITAUX ETRANGERS

a) *ASSEOIR SOLIDEMENT UN ETAT CAPITALISTE TOTALEMENT ETRANGER A LA REGION*

Cette injection massive de capitaux occidentaux a eu pour première conséquence de faire perdre à l'Etat israélien le contrôle de son économie. Cette hypothèque — car c'en est une — concédée consciemment par les dirigeants sionistes au capital international, avait pour but essentiel de transformer *irréversiblement* la société et les structures sociales dans cette région du monde, en suivant le processus capitaliste. Il était important pour l'impérialisme et pour le sionisme (leurs intérêts étant étroitement liés) d'éliminer définitivement tout germe (*) pouvant éventuellement remettre en question non seulement le rôle de policier confié à Israël, mais également du même coup tous les intérêts qu'il possède au Moyen-Orient.

Il s'agissait pour l'impérialisme et le sionisme de prévenir en quelque sorte une « mutinerie ». A cette fin, rien de plus efficace que d'identifier les intérêts et les structures sociales, les systèmes économiques et les schémas de développement. Dans cette région où, tôt ou tard — sous la pression des peuples — le socialisme sera adopté comme voie de développement par tous les états arabes, asseoir solidement une économie de type capitaliste, c'est maintenir un antagonisme permanent, c'est introduire un élément exogène, un foyer de contagion, un « réservoir de virus » avec lequel toute coexistence serait rendue impossible. Tel était l'objectif non avoué de l'impérialisme mondial lorsqu'il soutint la création d'Israël au lendemain de la guerre mondiale. Tel était également le plan du sionisme qui — pour que soit acceptée et même cautionnée sa gigantesque entreprise contre le peuple palestinien — devait se faire un allié puissant. Cet allié — il ne pouvait y en avoir qu'un susceptible de se prêter à cette machination, pour peu que des intérêts lui soient assurés — c'est l'impérialisme mondial. C'est ainsi que le sionisme alla offrir successivement ses services à la Grande-Bretagne puis aux U.S.A. comme prix de leur complicité. C'est ainsi que furent établis des liens de vassalité entre le sionisme et l'impérialisme. Deux préalables étaient cependant indispensables pour la pleine réussite de ce plan :

1°) *éviter que cet élément étranger, « cet intrus », soit rejeté* hors de cette région du monde, tout comme une épine d'oursin, si elle venait à s'introduire dans un tissu vivant, serait expulsée par l'organisme, parce qu'elle perturbe son fonctionnement physiologique normal. Pour cela, il fallait que cet état soit puissant et fort pour s'imposer dans cette région du monde et y accomplir sa mission.

2°) *éviter que des mouvements oppositionnels internes viennent contrecarrer ce plan* : en quelque sorte, prévenir une « mutinerie » : *pour cela, il était indispensable d'imposer aux exploités la coexistence de classe avec les exploiteurs.*

b) *NEUTRALISER UNE CLASSE EN IMPOSANT LA PAIX SOCIALE LES INSTRUMENTS DE CETTE POLITIQUE : L'HISTADROUTH ET LE MOUVEMENT DES KIBBOUTZ*

A cette fin, on eut recours à la corruption et à la mystification. Rappelons que tous les partis politiques en Israël de la droite à la gauche (à l'exception d'une fraction des communistes) et la grosse centrale ouvrière, l'Histadrouth — censée défendre les intérêts du prolétariat — défendent le principe de la coexistence pacifique entre

(*) de plus en plus des voix s'élèvent en Israël (organisation socialiste israélienne de Nathan Weinstock) — bien que très faibles encore — pour demander la désionisation d'Israël et l'adoption du socialisme.

les classes jusqu'à ce que l'Etat soit solidement assis. « La lutte de la classe ouvrière, de ce fait, se trouve indéfiniment reportée à une époque mythique où la paix étant faite avec l'extérieur, la lutte pourrait s'engager en Israël, sans menacer l'existence de l'Etat juif » (1). La mystification sioniste permet donc à la bourgeoisie israélienne de s'assurer à jamais la paix sociale en même temps qu'elle permet à l'impérialisme de réaliser ses noirs desseins.

Pendant ce temps, le répit que la coexistence de classe lui assure, la bourgeoisie l'emploie à installer des structures économiques et sociales qui, en emprisonnant dans un gigantesque réseau d'intérêts et de complicités tout ce qui dans un proche avenir peut entrer en contestation avec elle, lui assure une sécurité définitive.

1°) *Ainsi nous pouvons affirmer que le kibboutz fait partie de cette mystification idéologique :*

« L'histoire des kibboutz (et en fait l'histoire de la gauche sioniste) est l'histoire d'une social-démocratie corrompue par le nationalisme et les dures réalités économiques du régime capitaliste » (2). C'est aussi l'histoire de la neutralisation de toute une classe par son intégration à un système d'intérêts; d'abord voués à la production agricole, ils abandonnent rapidement cette activité peu compétitive, pour la petite industrie. La petite population du kibboutz ne constituant pas une force de travail suffisante, les kibboutzims furent contraints de louer de la main-d'œuvre des villes avoisinantes. « Ainsi la société communautaire des kibboutz (constituée au départ de paysans exploités) devient un exploiteur communautaire de main-d'œuvre louée » (Weinstock).

2°) *Par un processus identique, la classe ouvrière israélienne se trouve aujourd'hui neutralisée.* L'instrument utilisé à cette fin fut créé de toutes pièces en 1922, il s'agit de la *Histadrouth.*

Rappelons qu'aujourd'hui, la Histadrouth (Organisation générale des travailleurs *Juifs* de Palestine) possède une industrie géante, des banques, des navires, des compagnies aériennes, la plus grande entreprise de construction d'Israël, la plus grande compagnie d'assurance-maladie, enfin une part importante dans le capital de toutes les branches économiques du pays. Avec l'agence juive et le gouvernement israélien, elle constitue l'une des trois structures politiques fondamentales d'Israël. Son caractère sioniste est beaucoup plus important que son caractère syndical; d'ailleurs, lorsqu'elle fut fondée en 1922, elle fut instaurée non pour organiser et défendre les intérêts de la classe ouvrière juive, mais pour la créer. Les travailleurs arabes en furent exclus par principe : au cours des années vingt et trente, son mot d'ordre fut « réserver le travail aux juifs ».

Sont-ce là des mots d'ordre militant en faveur de la justice et de l'égalité sociale ?

Est-ce là un exemple d'organisation à l'avant-garde de la lutte contre les classes exploiteuses ?

c) *LES RESULTATS*

Les conséquences de cette paix sociale, les voilà. Bien sûr, dans ce travail de sape du mouvement revendicatif, le capital étranger avait un rôle important à jouer : celui d'un catalyseur. Eric Rouleau nous l'explique :

« Libéraliser l'économie pour rassurer les bailleurs de fonds américains, anglais et français, (...) offrir aux immigrants fortunés la possibilité de faire fructifier leur argent (...), l'Histadrouth se transforme

(1) et (2) Nathan Weinstock (*Israël et la Révolution arabe* : document J.C.R.).

progressivement en une centrale patronale intimement liée au secteur privé. Ce même secteur privé devint peu à peu majoritaire au sein de l'économie israélienne (...) la grande bourgeoisie se développa et s'affirma, soit dans le cadre naturel des institutions, soit par des méthodes peu reluisantes, mais apparemment très répandues, de spéculation, de corruption et de fraude fiscale » (1). Les disparités sociales vont en s'accentuant. L'afflux des capitaux étrangers suscite une forte poussée inflationniste (le coût de la vie augmente de 16 % par an).

« *Qu'on le déplore ou non, les Israéliens ont en effet édifié un état capitaliste avec ses faiblesses et ses qualités, ses institutions hiérarchisées, sa bureaucratie coiffant une société fortement stratifiée* » (2).

Tout cela ne manque pas de nous rappeler certains schémas de développement propres à des pays comme l'Australie, la Nouvelle Zélande, le Canada, au début de ce siècle, et où le mouvement revendicatif a été annihilé ou muselé.

d) *ENCORE DES CHIFFRES : LE BUDGET — LES DEPENSES MILITAIRES*

Actuellement, 57 millions de livres israéliennes seulement appartiennent à la Banque d'Israël. 182 millions de livres israéliennes sont contrôlées par cette banque, mais ne lui appartiennent pas. Enfin, 436,4 millions de livres israéliennes ne sont ni possédés, ni contrôlés par la Banque d'Israël (ces chiffres sont donnés par Isaac Azouri).

Le budget israélien est divisé en deux parties :

— le budget ordinaire qui comprend les dépenses normales de l'Etat (formation professionnelle, accueil des immigrants)

— le budget de développement qui, en 1966, a représenté 31,1 % du budget total israélien.

Il faut savoir que, si le budget ordinaire est entièrement couvert par la fiscalité israélienne, le budget de développement est assuré à 49 % seulement par l'épargne nationale, le reste (51 %) l'étant par divers fonds venus de l'étranger.

En 1964, 31 % du budget était consacré aux dépenses militaires.

Dans le nouveau budget 1968-69, qui est un budget de guerre, « les dépenses prévues sont de l'ordre de 6 millions de livres israéliennes, ce qui représente 40 % d'augmentation par rapport au budget 1965-66, alors que la production nationale ne s'est pas accrue de 0,3 % » (intervention du député communiste Touibi à la Knesset, lors de la discussion du budget). Ce budget, qui s'appuie sur les investissements étrangers, est le reflet de la course aux armements en Israël : le budget officiel du Ministère de la Défense représente 2 milliards 245 millions de livres israéliennes, soit environ 200.000 livres par heure.

V - EPILOGUE

De la sorte, bien sûr, l'économie israélienne est étroitement dépendante de l'aide qui lui parvient de l'étranger. C'est là la faiblesse la plus caractéristique de l'économie israélienne. Cette faiblesse est lourde évidemment d'implications et de conséquences, car elle place Israël dans une situation où « *toute interruption brutale de l'aide étrangère risque de plonger l'économie dans une phase de récession et de compromettre non seulement le standard de vie de la population,*

(1) et (2) Eric Rouleau : *Le Monde*, 8 mars 1966.

mais aussi et peut-être surtout, les résultats déjà acquis en matière d'absorption des nouveaux venus » (SHITON : *immigration et naissance*).

Ainsi, depuis la fondation de l'Etat d'Israël, l'économie de celui-ci n'a guère été viable que grâce aux subsides extérieurs. Israël apparaît donc comme suspendu dans son existence même à l'aide économique et financière qu'il reçoit de l'étranger.

Aussi, la définition qu'en donne Gottmann « *Israël est un état subventionné* » détermine avec exactitude le caractère fondamental qui spécifie cet état ; cette définition a l'avantage de montrer qu'Israël est un type d'état particulier, plus précisément unique et auquel on ne peut trouver d'exemple comparable.

Mais, par-dessus tout, ce qu'il est important de savoir, c'est que la mainmise qu'exerce le capital international sur l'économie israélienne, n'a rien d'analogue avec celle des capitaux occidentaux sur l'économie de nombreux pays sous-développés. En effet, alors que dans ces pays ces capitaux se proposent — sous prétexte de participer aux plans de développement — pour investir dans certains secteurs que, tôt ou tard, ils finissent par contrôler à leur seul profit, en Israël, c'est le sionisme qui a fait appel à ces capitaux et qui leur a créé toutes les conditions favorables à l'implantation d'une économie capitaliste. D'emblée, le capital international a pu ainsi s'introduire dans tous les secteurs de l'économie. En échange, le sionisme demandait à ce capital de remplir une mission bien précise : dépersonnaliser la Palestine de 1948.

Cette considération est importante car de nombreux militants de la gauche en Europe, qui reconnaissent le caractère agressif d'Israël et condamnent son expansionnisme, font l'erreur grave de décharger entièrement l'idéologie sioniste de ses responsabilités dans le caractère

belliciste de l'Etat d'Israël, en les transférant simplement sur le dos de l'impérialisme. Ainsi, par exemple, le raisonnement qui consiste à dire que la politique pro-impérialiste « actuelle » de l'Etat d'Israël n'est que le résultat de l'emprise exercée sur l'économie nationale par les capitaux américains, aboutit finalement à assimiler l'Etat d'Israël à tous les régimes réactionnaires qui sont, par suite d'une forte dépendance économique, dans le sillage des U.S.A.

Ce cheminement dans le raisonnement conduit ces militants — une fois convaincus que le seul responsable, c'est l'impérialisme américain — à accréditer la thèse que le sionisme n'est qu'une réponse à l'antisémitisme.

Il convient d'approfondir les analyses et de considérer que le sionisme, dans son essence même, se trouve être une idéologie impérialiste et raciste; que le sionisme en aucune façon ne peut être la doctrine de l'ensemble d'une communauté, car, en elle-même, elle contient les principes de l'exploitation d'une classe par une autre et de la domination d'un peuple par un autre.

Apprécier les responsabilités à leur juste valeur. Ne pas se contenter de placer sur la banquette des accusés l'impérialisme seul, mais également inculper avec lui l'idéologie sioniste, c'est déjà faire un grand pas dans la voie de la compréhension des thèses arabes

action plastique: affiche hariri —

فلسطين

abdellatif laâbi

nous sommes tous des réfugiés palestiniens

je remerge enfin de mon corps
j'en ressors porteurs de questions essentielles Le cri mûr Haut porté sectionnant le Scandale Mécaniques démontées
je suis armé jusqu'aux dents
j'ai la cuirasse dure pour m'opposer à toutes les érosions La mémoire longue pour forcer tous les blocus Le rire inextinguible
je suis neuf Les cicatrices et les greffes se sont déplacées vers les plantes Elles alourdissent ma marche mais n'empêchent plus mon expansion
j'avais longtemps rêvé C'était des cauchemars Courses au ralenti d'exécutions répétitives Œils tournoyants Manifestations à brûlures d'opium C'était des temples canonnés Foules érotiques et païennes en pratiques obsessionnelles C'était des nuits en grosses-ses de lunes Astres éteints Déserts rutilants Dômes frappés de swastikas Faces marquées au rouge Vents cataclysmiques L'Atlas éruptif en déluge de mémoire collective
mémoire tu m'as sauvé de la supercherie des livres Tu m'as dicté l'itinéraire de violence Tu m'as conduit aux sources des interrogations décisives Tu m'as branché sur les pulsations et secousses de mon peuple De l'humanité terrorisée retranchée à l'hibernation des grottes gardées par les Cyclopes Rois-Savants de Barbarie
j'ai taillé le long de leurs crimes et de tes signes mes arcs et mes flèches J'y ai confectionné l'Arme et la Parole J'y ai nomadisé à travers charniers et illuminations Saveurs de libertés projetées aux confins du futur
houle de conquêtes

je remerge enfin de mon corps
ce n'était pas le ghetto ni l'enfer ni la digue pour fuir le monde Ce n'était pas l'appel du vide l'éducation par le néant Je suis très peu contemplatif même si ça devait être une des constantes de ce que l'on appelle mon « âme »
je ne réponds plus aux appels obsédants A n'importe quel appel Je choisis mes constantes mes obsessions et mes cibles

je choisis mon âge mes victoires et mes défaites
je suis l'homme arabe dans l'Histoire chantier en branle remis à neuf par l'avant-garde des guérilleros palestiniens

arabe arabes arabe
un nom à retenir
grandes voix
de mes déserts sismiques
un peuple marche
sur 8.000 kilomètres dresse des tentes
des bases de commandos
combien sommes-nous
oui combien messieurs les statisticiens des douleurs
avancez un chiffre
et les masses prophétiques rétorquent
en équations infaillibles
aujourd'hui
NOUS
SOMMES
TOUS
DES
REFUGIES
PALESTINIENS
demain
c'est nous qui créerons
DEUX... TROIS... QUINZE PALESTINE

réflexions sur la Nation Arabe à propos de la question palestinienne

(première partie)

par ismaïl alaoui

Le texte suivant est la première partie d'une réflexion sur la « Nation Arabe ».

Les idées qui y sont développées ne peuvent être considérées comme définitives pas même pour leur auteur. Elles se veulent surtout point de départ d'une discussion collective et approfondie sur un problème qui intéresse directement chacun de nous. Celui de la « Nation Arabe ».

Avec l'évolution actuelle du problème palestinien, il semble qu'une heure de vérité, comme l'histoire en impose souvent aux peuples, ait sonné pour le monde arabe.

En effet, depuis la défaite de juin 1967 et l'acceptation par certains pays arabes de la Résolution du Conseil de Sécurité du 22 novembre 1967, on constata, pour la première fois et d'une manière évidente, la contradiction entre les intérêts des états ou de certains états arabes constitués et ceux de l'entité arabe.

La résolution adoptée par le Conseil de Sécurité de l'O.N.U. stipule, en effet, entre autres choses, la reconnaissance de frontières sûres à tous les états du Machriq donc à « Israël », « état membre des Nations Unies. Si elle signifie le retour, sous certaines conditions, des territoires occupés par « Israël » (Sinaï, Cisjordanie, Jolan) aux états dont ils faisaient partie à la veille de la guerre des six jours, elle nie, par contre, ne serait-ce que par omission, les droits du peuple palestinien à sa patrie et fait avaliser cette négation par les états arabes qui acceptent ses termes.

Cette négation des droits du peuple palestinien va à l'encontre du projet d'unité arabe car celle-ci ne peut se réaliser que si les droits et les intérêts de tous les peuples qui y aspirent, donc du peuple palestinien, sont respectés sans préjudice d'aucune sorte.

L'apparition claire et nette de cette contradiction entre l'intérêt de certains états arabes constitués et ceux de l'entité arabe soulève une série de questions de la plus haute importance (à notre avis), tant sur le plan de l'idéologie, au sens le plus large du terme, que sur le plan de la pratique. Nous en aborderons trois, en ayant présent à l'esprit que, dans la réalité, elles sont imbriquées et que leur distinction ici n'est que formelle.

1 — De la « Nation » Arabe ou des « nations » arabes (égyptienne, jordanienne, tunisienne, yéménite, etc...), qui a le plus de réalité et le plus de poids ?

2 — Dans l'optique de l'unité arabe, quelle est ou quelles sont les classes « nationales », c'est-à-dire celles auxquelles incombe la responsabilité historique de la réalisation de cette unité ?
3 — Selon la réponse donnée à la deuxième question, quel aspect doit revêtir cette unité arabe, tant sur le plan idéologique que pratique ?

I — NATION ARABE OU NATIONS « ARABES »

S'il existe un concept qui ait fait couler beaucoup d'encre et provoqué de nombreuses polémiques depuis près d'un siècle, c'est bien le concept de nation. Cependant, malgré les travaux qui lui ont été consacrés, il reste encore imprécis pour beaucoup.

Nous n'avons pas à revenir sur la discussion de ce concept, mais si, pour certains, la Nation est une donnée transcendante et immuable, une donnée « mystique et insaisissable », pour nous, la Nation est une catégorie historique qui trouve ses fondements dans l'activité d'une communauté d'hommes et qui n'a rien de fatal.

De plus, au risque d'appauvrir, aux yeux de certains, le concept de nation, nous nous rallions à l'idée de ceux qui, comme Marx ou Staline, estiment que la nation est « une société globale étendue qui repose sur l'intégration d'une superficie et d'une population considérables, intégration réalisée par le moyen d'une forte industrie, de communications et de transports développés, ainsi que par la participation à un vaste marché national commun à toutes les régions... » [1]

Par conséquent, pour nous, la nation est une catégorie historique nouvelle. Cela, bien sûr, ne signifie absolument pas que la Nation, catégorie nouvelle, ne trouve pas un de ses fondements essentiels dans l'histoire pré-capitaliste. En effet, la Nation est, selon la définition de Staline [2] « une communauté stable, *historiquement* [3] constituée, de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique qui se traduit dans la communauté de culture ».

A condition de ne pas oublier que, dans la réalité, ces éléments constitutifs de la Nation sont interdépendants et imbriqués les uns dans les autres, nous souscrivons à cette définition de Staline qui a le mérite d'être globale et claire.

La « Nations arabe » [4] répond-elle à ces caractères définis par Staline ?

A première vue, certaines caractéristiques de la nation se retrouvent facilement dans la « Nation arabe ».

Celle-ci est en effet une « communauté stable » regroupant environ cent millions d'hommes sur un territoire homogène s'étendant de l'Océan Atlantique au Golfe Arabique, et présentant des caractères bio-climatiques et naturels proches : zone désertique (Sahara et désert d'Arabie), zone pré-désertique et zone de climat méditerranéen.

---

(1) Maxime Rodinson : Le marxisme et la nation, in L'Homme et la Société, n° 7, janvier-mars 1968, p. 132.

(2) Joseph Staline : Le marxisme et la question nationale in Le marxisme et la question nationale et coloniale (Nouvelle édition complétée. Editions Sociales, Paris, 1953).

(3) Souligné par nous.

(4) Nous utiliserons les guillemets tant qu'une réponse à cette question ne sera pas donnée.

En outre la langue arabe est commune aux peuples qui habitent cet ensemble géographique. Cependant, il est nécessaire de faire deux restrictions concernant la langue :

a) la véritable langue commune à ces peuples est l'arabe classique, langue officielle, de culture et d'enseignement. Mais cette langue n'est guère parlée, même si elle peut être comprise de ceux qui ont eu la chance de recevoir une éducation, ce qui, malheureusement, n'est pas le cas de tous les habitants de ces pays où le taux d'analphabétisme reste élevé. Les langues véhiculaires sont cependant des dialectes arabes se rapprochant plus ou moins de l'arabe classique.
b) il existe dans certaines régions du monde arabe des groupes bilingues qui, en plus de leur arabe dialectal, possèdent une autre langue maternelle. Ainsi au Maghreb, spécialement en Algérie et au Maroc, un pourcentage élevé de la population utilise dans la vie courante le berbème même s'il parle l'arabe. De même au Machriq, si l'on fait abstraction de certains groupes qui ont conservé en partie le syriaque, on ne peut oublier que les habitants du nord de l'Iraq et de la Syrie du Nord-Est parlent une langue très éloignée de l'arabe : le kurde, et qu'ils ont conscience de constituer un groupe original par rapport à leurs autres concitoyens iraquiens ou syriens. A ces exemples on peut ajouter celui des populations du Soudan du Sud qui non seulement ne parlent pas l'arabe, mais ont toujours vécu en marge de la civilisation arabe du Machriq arabe jusqu'au XIX° siècle.

Cette absence relative d'unité linguistique, due à la perennité des langues qui ont pré-existé à l'arabe, à l'analphabétisme des masses, donc à l'existence de groupes linguistiques régionaux, et qui a été aggravée de manière consciente par le colonialisme en ce qui concerne le Maghreb, a-t-elle une incidence sur l'existence des deux autres caractéristiques culturelles de toute nation : la communauté de formation psychique et surtout la communauté de culture qui, on le sait, ont une relation étroite avec la langue?

Tout d'abord, que faut-il entendre par communauté de formation psychique ?

Nous savons que la notion de communauté de formation psychique est une notion dont l'utilisation est très dangereuse. Sa mauvaise interprétation n'a-t-elle pas permis au mythe de la mentalité spécifique des peuples d'avoir droit de cité et d'être un des fondements « rationnels » des théories racistes ? Il est certain que tel ou tel peuple peut avoir des comportements plus ou moins particuliers, mais on ne peut oublier que ces attitudes ne sont que circonstantielles, qu'elles résultent de certaines situations historiques bien définies. Ainsi, pendant des siècles, les Allemands étaient considérés par leurs voisins comme un peuple éminemment pacifique, alors que depuis la fin du siècle dernier, on a tendance à les voir comme un peuple particulièrement belliqueux. Il en est de même des peuples d'Asie orientale, par exemple, qui ont été décrits, surtout par les Européens, à la fin du XIX° siècle, comme des peuples paresseux, indolents et passifs. Aujourd'hui, à cause des changements politiques, sociaux et économiques qu'ils ont connus, on ne les qualifie plus que de « fourmis bleues ». Pour les « Arabes », ce genre d'appréciation générale existe. Ainsi, aux yeux de l'étranger, spécialement occidental, il existe une sorte d'Arabe idéal se caractérisant, pour qui lui accorde un préjugé favorable, par sa générosité, son sens de l'honneur, son sens de l'hospitalité, etc... Par contre, pour ceux qui ne ressentent pas de sympathie pour lui, l'Arabe est cruel, fourbe, fataliste et souvent lâche.

Les exemples de ce type sont nombreux et ne peuvent faire accréditer l'idée d'une psychologie spécifique et éternelle d'un peuple. La seule valeur que l'on pourrait accorder à ce genre de mythes, c'est que les « autres » ont conscience de l'existence d'un groupe original présentant une certaine unité. Mais lorsque Staline parlait de « commu-

nauté de formation psychique », pensait-il à ce genre d'exemples ? En partie oui, mais en partie seulement. Pour lui, la communauté de formation psychique signifie un comportement collectif face aux événements et au monde, une manière de concevoir la vie de relation, la vie personnelle, l'art, etc... Ces comportements sont commandés par deux types de facteurs : d'une part, des facteurs matériels qui trouvent leur origine dans le milieu naturel et dans la manière choisie par le groupe pour l'exploiter, ainsi que dans le mode de production dominant et les rapports sociaux qui en découlent ; d'autre part, des facteurs intellectuels ou spirituels qui trouvent leur fondement dans la religion et la manière de la concevoir, dans les lois, les coutumes, les traditions et l'éducation ; ces deux groupes de facteurs agissant bien sûr l'un sur l'autre.

La limite entre la communauté de formation psychique et la communauté de culture au sens large du terme est donc très ténue. Aussi allons-nous parler de ces deux notions sans les distinguer nettement.

Pour les peuples qui composent le monde arabe, il est indéniable que la nature des territoires qu'ils occupent et qui présentent une certaine uniformité, de l'Océan Atlantique au Golfe Arabique, a joué un rôle unificateur.

En effet, la proximité du désert, l'aridité générale du climat, l'existence de montagnes plus humides mais, aussi, relativement inhospitalières, qui fournissent cependant l'eau aux zones de piémont (Atlas, Monts du Liban, Taurus et Zagros), tous ces facteurs ont permis l'existence de genres de vie sinon identiques, du moins très proches dans tout le Monde Arabe.

Dans les déserts et ses marges immédiates dominaient le nomadisme et l'organisation tribale avec toute l'idéologie qui en découle et qu'Ibn Khaldoun a bien étudiée dans ses œuvres (assabiya, sens de l'honneur, etc...). Dans les zones un peu plus favorisées par la nature, comme la vallée du Nil, la Mésopotamie, les piémonts atlasiques ou libanais, l'organisation de l'irrigation nécessitait des états plus ou moins centralisés sous la coupe, le plus souvent, de dynasties d'origine nomade, avec maintien de l'organisation tribale ou communautaire.

Ces modes de vie ont eu pour conséquence l'existence de comportements psychiques et culturels très proches qui pourraient expliquer la facilité relative de la conquête arabe des VIIe et VIIIe siècles.

Cependant, si ces éléments sont favorables à une communauté de formation psychique et une communauté de culture, l'existence de groupes présentant les mêmes structures en dehors du monde arabe actuel, en Iran par exemple, prouve que ces facteurs ne sont pas contraignants, qu'ils sont souvent nécessaires à l'existence d'une communauté de formation psychique et culturelle, mais absolument insuffisants.

Pour le Monde Arabe, le rôle de ces facteurs est raffermi par : d'une part, l'histoire générale de ces contrées, des VII et VIIIe siècles au XVIe siècle ; et, d'autre part, l'existence d'une religion dominante depuis les IXe et Xe siècles surtout : l'Islam sunnite.

En effet, pendant leur période d'apogée, les contrées qui constituent le Monde Arabe actuel ont connu des apports continuels, encore que restreints, d'éléments arabes ou fortement arabisés, le plus souvent sous forme de déplacement de tribus nomades, comme nous le montre, à l'échelle du Maghreb, l'exemple des Beni Hilal, des Soulaym et des Ma'qil.

En outre, sur le plan économique et pendant tout le Moyen Age européen, ces contrées ont fait partie d'un ensemble économique homogène qui a joué le rôle d'intermédiaire entre l'Europe et l'Afrique Noire et entre l'Europe et l'Asie (commerce de l'or, des esclaves, des épices,

de la soie, des fourrures, etc.). Ce rôle d'intermédiaire commercial entre l'Afrique, l'Asie et l'Europe n'excluait pas les échanges régionaux entre les deux extrémités de ce qui constitue aujourd'hui le Monde Arabe. La circulation à la fois des marchandises et des hommes se faisait soit par mer, soit par terre, et était de plus constamment stimulée par la tradition du pélérinage à La Mecque et l'attrait des centres culturels de Mésopotamie et de Syrie.

Ces rapports commerciaux entre le Maghreb et le Machriq remontent d'ailleurs loin dans l'histoire grâce aux Phéniciens, puis surtout aux Carthaginois, et ils se sont perpétués sous les dominations romaine et byzantine, jusqu'à l'arrivée des troupes de Oqba et de Moussa ben Nossair au VIII[e] siècle.

De plus, sur le plan politique, ces données économiques ont joué un rôle important dans la constitution d'états unitaires ayant pour pôles directeurs des villes peuplées de marchands et de gros propriétaires fonciers et englobant la totalité ou une grande partie du Monde Arabe actuel. Ainsi, si l'on fait abstraction des Etats Ommeyade et Abbasside qui ont résulté avant tout de la conquête musulmane et des problèmes qui en ont découlé, par contre, la constitution de l'état Fatimide (X[e] siècle) qui réunit à un moment le Maghreb, l'Egypte et la Syrie, puis celle de l'état Almohade (XII[e] siècle) qui domina le Maghreb de l'Atlantique à la Cyrénaïque, ainsi que celle de l'état Ayoubide (XIII[e] siècle) qui unifia l'Egypte et la Syrie, s'expliquent en grande partie par la volonté de contrôler les routes commerciales et leurs débouchés.

Il est vrai que l'existence de ces routes commerciales ont permis, lorsque les empires se disloquaient, pour des raisons internes ou externes (crises économiques — révolutions de palais — invasions — etc...), la constitution d'états relativementt petits et autonomes économiquement, comme à Fès par exemple, à Tlemcen, à Bejaya (Bougie), à Tunis, en Egypte, etc... qui pouvaient vivre en combinant l'exploitation de l'un des grands axes commerciaux avec celle des campagnes et des paysans.

Cependant, malgré ces éclatements périodiques des grands empires qui ont dominé le Monde Arabe actuel, l'ensemble de ces pays gardait des structures économiques et sociales assez proches, baignait dans une idéologie dominante identique : l'Islam sunnite, avait pour langue officielle et culturelle l'arabe classique et voyait ses populations s'arabiser de plus en plus.

Tous ces facteurs, matériels, économiques, sociaux et idéologiques ont permis l'existence, de nos jours, d'une communauté psychique et culturelle indéniable dans les pays arabes qui se manifeste entre autres par les références aux poètes de la Péninsule anté-islamique mais surtout aux penseurs, savants et écrivains de la période d'apogée (Al Ghazzali, Al Kindi, Ibn Rochd, Al Biruni, Al Moutannabi, etc...) et aux écrivains et penseurs modernes comme, par exemple, J. Khalel Jabrane, T. Al Hakim, Aboulqasim Chabbi ou Constantin Zuraïq.

C'est cette communauté psychique et culturelle qui a favorisé, en collaboration avec d'autres facteurs dus à l'occupation coloniale et à l'exploitation impérialiste, la naissance du sentiment actuel d'unité arabe et la volonté de concrétiser cette unité selon les exigences du siècle.

Mais il serait erroné de penser que cette communauté psychique et culturelle est immuable et invulnérable.

C'est une réalité humaine, et, comme telle, elle est susceptible de se développer ou de mourir. De plus, née d'une situation historique déterminée, cette communauté psychique et culturelle reste soumise à l'Histoire et à son évolution. C'est ainsi qu'elle ne peut échapper à la situation actuelle des pays arabes, à leur division en états à structures économico-sociales souvent différentes, ni aux manipulations que peuvent lui faire subir les hommes selon leurs intérêts, d'autant plus que,

comme toutes les communautés de culture, elle recouvre des différences nombreuses : différences de civilisation ancienne, différence d'origine ethnique, qui viennent compléter des différences de situation actuelle dues à l'occupation coloniale, à l'emprise impérialiste et aux états modernes qui en ont résulté.

En effet, les états « arabes » modernes, issus le plus souvent du partage colonial du Moyen Orient et de l'Afrique, ont instauré des cadres administratifs qui facilitent l'intégration humaine par la centralisation administrative et l'intégration économique dans la mesure où il y a développement, ou même seulement croissance.

Cette intégration administrative et économique, fondement de la nation moderne, ne suffit pourtant pas à la création du sentiment national, d'autant plus que l'idée d'une nation qui dépasse les cadres limités de l'état actuel est déjà ancrée chez les plus conscients des habitants, du fait de leur culture, mais aussi du fait de la solidarité qu'avait commandé la lutte de libération nationale contre le colonialisme et que nécessite la lutte anti-impérialiste actuelle.

Aussi, la plupart des états arabes modernes font-ils tout ce qui est possible pour légitimer historiquement leur existence et fonder un sentiment national local.

Pour cela, ils utilisent l'histoire récente de la lutte anti-coloniale qui, nécessairement, ne pouvait se réaliser que dans le cadre administratif de l'état colonial, même si elle a nécessité une solidarité agissante de la part des habitants des autres pays arabes.

Pendant que l'état issu de la lutte anti-coloniale se raffermit, la légitimation remonte plus loin dans l'histoire. On revendique certaines dynasties qu'on baptise « marocaine » ou « algérienne » ou « tunisienne » ou « égyptienne », pour la simple raison que le centre politique de leur empire ou leur origine ethnique se sont trouvés sur le territoire de l'actuel état marocain, ou tunisien, ou syrien, etc..., même si leur gouvernement a englobé les territoires d'autres états arabes actuels. L'exemple de la dynastie « marocaine » des Almohades est typique à cet égard. En effet, l'idéologie de cette dynastie, élaborée par le Masmoudi du Haut-Atlas Ibn Toumert, trouve une grande part de son inspiration dans les œuvres du Machriqui Al Ghazzali. Elle utilise le mythe messianique du « Mehdi » qui tire son origine de la « culture » moyen-orientale au sens large. En outre, son fondateur, Abdel Moumen ben Ali est originaire de l'actuelle Algérie et son empire a englobé le Maghreb, de l'Océan à l'Egypte. Malgré tout cela, on considère au Maroc la dynastie almohade comme une dynastie « marocaine ». Peut-être la considère-t-on comme algérienne en Algérie.

On remet aussi à l'honneur l'histoire ancienne et ses fastes, ce qui est juste et nécessaire, mais pour montrer que les habitants de l'état actuel (marocain, tunisien, yéménite, etc...) constituaient depuis des siècles, sinon des millénaires, une entité spécifique.

Ainsi, la Tunisie veut s'identifier à Carthage, l'Egypte aux royaumes pharaoniques, le Liban à la Phénicie, la Jordanie à l'Arabie Pétrée, etc..., pour légitimer leur existence en tant qu'états et aider à une prise de conscience nationale dans le cadre de leurs territoires actuels.

Quelquefois même, on va jusqu'à aiguiser les différences de langue ou de confession qui peuvent exister.

Tout ceci incite à poser les questions suivantes : « Qu'est-ce qu'un arabe aujourd'hui ? », et surtout : « Qui a intérêt à l'édification d'une nation arabe ? ».

En ce qui concerne la première question, il est nécessaire tout d'abord de souligner avec force que, de même que le Français de 1969 n'a que peu de rapports ethniques avec les Francs de Clovis, l'Arabe d'aujourd'hui n'a pas nécessairement des liens avec les habitants de la Péninsule Ara-

bique ni avec les soldats de Khalid Ben El Walid ou de Oqba Ben Nafi. De même, tout comme le Français actuel se rattache à une origine celte en Bretagne, germanique en Alsace, flamande dans le Nord, et assume l'histoire ancienne et médiévale de ces régions tout en se sentant Français à part entière, l'Arabe d'aujourd'hui est d'origine égyptienne en R.A.U., phénicienne, assyrienne, babylonienne, hébraïque ou judéenne, arabique ou même franque au Machriq, berbère, punico-berbère, hartani ou andalouse au Maghreb.

A juste titre, chaque habitant de ces contrées peut et doit être fier de l'histoire des hommes qui l'ont précédé sur sa terre et dont l'apport à la civilisation humaine n'a pas été minée.

Comme l'écrit justement Sati' Al Housri (5) dans son ouvrage « Al Ouroubah Awalan » : «... Sans aucun doute, les fils de l'Egypte ont le droit de tirer orgueil et fierté des gloires de la civilisation pharaonique en ces époques ancestrales. De même les fils des autres pays arabes ont le droit de s'enorgueillir de la civilisation qui s'est créée en cette partie de la patrie arabe depuis l'aube de l'histoire ancienne, tout comme les Egyptiens ont le droit d'être fiers des civilisations qui sont nées et se sont épanouies dans les autres parties du Monde Arabe, comme la civilisation sumérienne en Iraq et la civilisation phénicienne en Syrie... ».

Bien plus, l'Arabe d'aujourd'hui se doit d'assumer toute l'histoire ancienne du pays où il est né.

Le meilleur exemple de cette nécessité est donné par la Palestine.

En effet, nous savons que l'un des fondements de l'idéologie et de l'entreprise sionistes est la confiscation de l'histoire ancienne de l'actuelle Palestine : parce que d'origine juive au sens religieux et non ethnique du terme (Juif étant une déformation de Judéens), les sionistes se disent non seulement les héritiers culturels, mais les descendants et les seuls descendants des anciens habitants de la Palestine : Cananéens, Hébreux, sujets des Royaumes d'Israël et de Judée, etc..., comme si Titus et les armées romaines, par leur destruction du Temple en 70 après J.-C., avaient vidé la Palestine de tous ses habitants. Or, la logique veut, et l'histoire le montre, que les véritables descendants des Hébreux, des résistants à l'occupation romaine, soient les actuels palestiniens, et que les juifs actuels au sens religieux soient pour leur grande majorité des descendants de convertis : Khazars et Slaves en Europe de l'Est, Berbères en Afrique du Nord, Yéménites au Yémen, Abyssins en Ethiopie, etc...

En outre, et parce que les Palestiniens se disent arabes au sens moderne du terme, les sionistes affirment que les habitants actuels de la Palestine sont les descendants des envahisseurs venus de la Péninsule Arabique sous la bannière de l'Islam au VII[e] et VIII[e] siècles, comme si la contrée était restée vide d'habitants de la destruction de Jérusalem et du Temple jusqu'à la conquête de Khalid ben El Walid. Malheureusement, ces élucubrations sionistes ont été possibles parce que les Palestiniens, pour des raisons diverses et à cause de la situation historique qui a été la leur depuis le XIX[e] siècle (occupation ottomane au même titre que les autres pays du Machriq, puis pénétration sioniste et occupation britannique) et qui a empêché une évolution normale et une récupération de l'histoire ancienne, n'assumaient pas totalement leur propre histoire ancienne (6).

---

(5) Sati' Al Housri : idéologue de l'unité arabe. Né à Sanaa au Yémen de parents originaires de Alep (Syrie) en 1880. Cité par A. Abdelmalek dans « Anthologie de la littérature arabe (Essais) ».

(6) N'oublions pas que pendant des siècles les peuples faisaient l'histoire mais n'en vivaient pas et que l'intérêt pour l'histoire « nationale » est récent, même en Europe. Les grandes fresques nationales comme celles de Michelet en France ne datent que de la moitié du XIX[e] siècle.

Par conséquent, revendiquer l'histoire ancienne de son pays et l'assumer est une nécessité même politique, mais il est nécessaire aussi que cette revendication s'intègre dans un ensemble plus large (l'ensemble arabe moderne) pour assurer la continuité d'un phénomène ébauché depuis des siècles et qui s'est révélé puissamment depuis la fin du XIXe siècle.

En outre, de même que l'Italien ou le Français, etc..., peuvent être catholiques, protestants, juifs ou libre-penseurs, de même l'Arabe d'aujourd'hui peut être musulman sunnite, chiite, chrétien, juif ou athée.

Certes, ceci nécessite une plus grande diffusion des connaissances, une lutte contre l'obscurantisme et les préjugés sous toutes leurs formes, ce qui amène à la vie politique actuelle des pays arabes et par conséquent à poser la seconde question : « Qui a intérêt à l'édification d'une nation arabe ? ».

Mais auparavant, il faudrait tirer quelques conclusions de ce qui a précédé.

Tout d'abord, la Nation Arabe n'est pas une nation achevée. Elle est une nation potentielle, une pré-nation. Elle possède de nombreux facteurs essentiels historiquement constitués qui concourent à sa réalitation : unité de territoire, communauté de langue avec certaines réserves dues à l'analphabétisme et à l'ignorance dans lesquels sont maintenues les masses, communauté psychique et culturelle, ce qui ne signifie pas uniformisation; il lui manque néanmoins un facteur complémentaire mais essentiel: l'intégration économique qui renforce les facteurs précédents et élimine tout danger de leur remise en question.

A cette absence d'intégration économique due à l'existence d'états souverains qui cloisonnent l'espace et dont le niveau de développement, les structures sociales et politiques sont différentes, s'ajoute l'action consciente ou inconsciente contre l'idée de Nation Arabe que mènent objectivement ces mêmes états, ou plus exactement les classes qui y dominent.

Cependant, malgré l'existence de ces états et de la situation qui en découle (oppositions entre eux, conflits larvés ou ouverts qui provoquent des réactions chauvines, création d'espaces économiques limités aux frontières de l'état, ce qui amène une intégration humaine et crée les bases d'une conscience nationale limitée), il reste que l'idée d'unité demeure puissante dans les masses et que des situations concrètes (occupation coloniale, contradiction entre intérêt des masses et ceux de l'impérialisme encore actif dans les pays arabes, lutte du peuple palestinien contre le sionisme et l'impérialisme) aident à son maintien.

En définitive, il nous semble que la Nation Arabe ait plus d'avenir que les petites nations-états qui la cloisonnent, car sa réalisation, sans être fatale, a la chance de concorder avec la lutte anti-impérialiste que mènent actuellement tous les peuples arabes, ainsi qu'avec leur lutte pour l'édification d'une société juste et égalitaire d'où serait bannie toute forme d'exploitation.

L'Etat d'Israël est-il une nation ?

par a serfaty

Cette deuxième moitié du XX° siècle voit se produire une véritable explosion de « problèmes » nationaux dont la diversité et la nature souvent contradictoires, tout au moins en apparence, peuvent laisser penser que le marxisme est impuissant à dominer ces problèmes. Des idéologues de la bourgeoisie, et des intellectuels se réclamant du marxisme, mais non liés à la praxis révolutionnaire, ont, bien sûr, déjà franchi le pas. Même dans nombre de partis se réclamant du socialisme scientifique, l'insuffisance actuelle de la théorie conduit à l'empirisme, au praticisme, à l'abandon devant le « fait accompli ».

Et pourtant, ce serait nier le marxisme que d'accepter une prétendue impuissance à intégrer les phénomènes complexes actuels dans une même explication théorique, et à renoncer à en dégager des guides pour l'action.

Nation arabe et peuple juif, problème noir américain et négritude, Irlande du Nord et autonomisme breton, c'est à partir de la diversité et des contradictions mêmes de ces problèmes qu'une théorie marxiste de la nation répondant au mouvement historique de l'humanité peut et doit être élaborée.

Nous n'en donnerons ici que quelques indications :

1. *Méthodologie*

Au moment où le marxisme est réduit par certains à un simple scientisme (Althusser) ou à un vague humanisme (Rodinson), il n'est pas inutile de préciser que nous partons des quelques textes méthodologiques de K. Marx (Introduction générale à la Critique de l'Economie Politique, Postface à la 2e édition allemande du Capital) de leur développement dans les Etudes philosophiques des dirigeants révolutionnaires qui ont été ses continuateurs, et de leur approfondissement par les philosophes marxistes contemporains suivants : A. Sanchez-Vasquez (1), E. Bloch (2), L. Goldmann (3), A. Abd-el-Malek (4) et plus particulièrement K. Kosik (5).

2. *Critique de la définition de J. Staline*

Elle est immédiate : parler de communauté « *stable* » est contraire à l'essence même du marxisme, dont le fondateur déclarait « Sous son aspect rationnel, elle [la dialectique] est un scandale et une abomination pour les classes dirigeantes et leurs idéologues doctrinaires, parce

que dans la conception positive des choses existantes, elle inclut du même coup l'intelligence de leur négation fatale, de leur destruction nécessaire, parce que, saisissant le mouvement même dont toute forme faite n'est qu'une configuration transitoire, rien ne saurait lui en imposer; parce qu'elle est essentiellement critique et révolutionnaire ».

Par contre, ces « formes » structurent, comme nous le verrons dans le concept de « totalité concrète », les différentes composantes mises justement en relief par J. Staline.

3. *Critique des théories idéalistes*

Elle a déjà été faite par Lénine. Nous n'y revenons pas. Mais soulignons que l'application cohérente de cette démarche est le rejet des concepts de « peuple juif » et de « négritude » coupés du temps et des lieux et qui conduisent au sionisme, ou, comme l'a si bien démontré René Depestre, au « sionisme noir » du dictateur Duvalier » (6).

4. *La Nation est une Totalité concrète*

Au sens précisé par K. Kosik, la réalité étant comprise comme « un ensemble dialectique et structuré ». Nous renvoyons à l'ouvrage de K. Kosik pour une explicitation de ce concept. Citons ici cette remarque critique sur les fausses conceptions de « totalité » qui s'applique bien au concept de nation et à ses composantes : « Ainsi, comme d'autres concepts très importants de la philosophie marxiste — la fausse conscience, la réification ou chosification, la relation du sujet et de l'objet — perdent leur caractère dialectique s'ils sont considérés isolément, en marge de la théorie marxiste de l'histoire, et des concepts avec lesquels ils forment une unité et un « système ouvert » dans lequel ils acquièrent une signification authentique, ainsi également la catégorie de totalité perd son caractère dialectique si elle est conçue seulement « horizontalement », comme relation des parties et du tout, et si elle est coupée de ses autres caractéristiques organiques : sa dimension génético-dynamique (création du tout et unité des contradictions), et sa dimension « verticale », qui est la dialectique du phénomène et de l'essence ».

(Notons que la « dialectique du phénomène et de l'essence » ne peut être perçue qu'à travers le concept de praxis, et par cette praxis elle-même).

La conception raciste de la « nation israélienne » en isolant, au sein même du territoire dominé par l'Etat d'Israël, la population juive et en la raccordant à un « peuple juif » international conduit à un irréel qui ne se maintient que par l'aventure fasciste et agressive.

Les concepts fondamentaux de la théorie des ensembles, intégrés à la conception dialectique, nous permettent de mieux comprendre comment le mouvement et le devenir d'une nation, conçue comme « totalité concrète », s'intègre, fait lui-même partie, de « totalités concrètes » plus vastes.

Le mouvement de chaque « totalité concrète » nationale, conçue comme ensemble particulier, partie d'un ensemble plus vaste, est à la fois conditionné par ses contradictions internes (lutte des classes) et s'intègre au mouvement général de l'ensemble englobant (actuellement lutte contre l'impérialisme aux plans successifs régionaux et mondial).

A tout moment, une « totalité concrète » ou « forme », comme « ensemble dialectique et structuré », contient en gestation ou fait partie de la gestation d'une nouvelle « totalité concrète » ou « forme » nouvelle qui en est à la fois le devenir et le dépassement.

5. *Conséquences*

Penser par contre que le concept de nation puisse avoir le même contenu dans la phase historique actuelle de décomposition de l'impérialisme et d'émergence du socialisme que dans la phase de développement du capitalisme en Europe est ni plus ni moins de l'idéalisme. De même, comme l'a bien montré Anouar Abd-el-Malek (7), la conception contemporaine de « wattan » dans le monde arabe est différente de la conception de « umma » correspondant à la société communautaire précapitaliste. La lutte pour la construction d'une « wattan » arabe, d'une nation arabe, la lutte contre la désarticulation imposée par l'impérialisme et dont se nourrissent les valets du néo-colonialisme, s'intègre dans la phase actuelle de lutte mondiale contre l'impérialisme et pour le socialisme.

Les révolutionnaires, les partis se réclamant du socialisme scientifique, le mouvement ouvrier international se doivent de lutter pour être les « accoucheurs » de ce devenir des nations, les « fossoyeurs » des formes dépassées.

Au sens même du « Manifeste du Parti Communiste », les prolétaires, les révolutionnaires sont, dans les pays capitalistes, les « fossoyeurs » des formes bourgeoises de la nation et les « accoucheurs » de ses formes « prolétariennes ».

La décomposition du capitalisme en impérialisme entraîne déjà, en fait, la décomposition de ces formes bourgeoises de la nation. Il suffit de voir comment le grand Capital européen se prostitue actuellement devant les monopoles américains.

Dans les pays émergeant, par leur lutte, de l'oppression coloniale et néo-coloniale, l'impact colonial avait tenté de désarticuler la « totalité concrète » existante, comme tente de le faire l'Etat d'Israël au Moyen-Orient. Rien d'étonnant donc à ce que l'époque de décomposition du capitalisme et de l'impérialisme voit la résurgence des formes écrasées et étouffées par le capitalisme. Ceci est vrai également à l'intérieur même des pays capitalistes.

Mais ces formes ne sont révolutionnaires et douées de devenir que si elles constituent elles-mêmes une totalité concrète en gestation et qu'elles s'intègrent par là-même à la restructuration de totalités concrètes plus vastes.

Tels peuvent être le cas des problèmes bretons, irlandais, basques et autres en Europe Occidentale, dans le cadre d'une restructuration révolutionnaire des formes nationales de cette région. Tels peuvent être le cas des problèmes des noirs américains, des mexicains-américains, des canadiens-français, dans le processus historique d'éclatement de la base principale de l'impérialisme et du capitalisme, et d'une restructuration révolutionnaire du continent nord-américain. Mais tel ne peut être le cas d'une « négritude » ou d'une « judéité » intemporelle et idéelle.

Tel est le cas, par contre, du mouvement de libération nationale et de lutte contre les formes capitalistes et dépendant de l'impérialisme dans les différentes nations constituant le monde arabe, et de leur restructuration révolutionnaire dans une « nation arabe ». Dans ce sens, la « nation arabe » est une « réalité concrète » autrement plus sérieuse, parce que correspondant à un devenir, que telle forme « nationale » déjà en voie d'éclatement par la décomposition du capitalisme. Cela ne signifie pas que cette « nation arabe » sera le décalque de la situation existante par exemple pour les émirats du Golfe Arabique, ni qu'elle ne comprenne des sous-totalités concrètes correspondant aux spécificités d'une Palestine unifiée ou d'un Irak ayant résolu le problème kurde. Mais, encore une fois, et on ne saurait

trop y insister, ces sous-totalités concrètes s'intègrent dans la totalité concrète plus large à la structuration de laquelle elles contribuent. Elles ne sauraient en être un facteur de désarticulation ou de consolidation de la désarticulation coloniale comme c'est le cas de l'Etat d'Israël ou comme ce pourrait être le cas, irréalisable, mais voulu par certains idéologues de rechange de l'impérialisme, d'une Palestine soumise, par le poids économique et culturel des structures de l'Etat sioniste qui y seraient dominantes, à l'emprise impérialiste.

Quant à la « nation israélienne », de quoi s'agit-il? De la résurgence d'une « forme nationale » correspondant, non pas aux formes nationales de l'époque capitaliste, ni même des sociétés féodales ou communautaires (1), mais de l'époque des tribus nomades du prénéolithique. Même sur le plan du judaïsme, cette conception a été dépassée depuis les Prophètes. Que l'impérialisme ait exhumé cette « forme nationale » éteinte pour les besoins de sa cause n'enlève rien à son non-sens et au fait qu'elle soit condamnée par l'histoire.

Les noirs américains, ou les irlandais, peuvent constituer une « totalité concrète » à la fois parce que structurant, par leur mouvement, une « réalité concrète » à différents plans de l'infrastructure et de la superstructure, et parce que s'intégrant, par leur mouvement révolutionnaire, à la totalité concrète environnante *en gestation*, c'est-à-dire au processus révolutionnaire de restructuration de l'Europe Occidentale ou du continent nord-américain.

Les juifs de Palestine n'ont d'autre issue que s'intégrer à la totalité concrète environnante en participant, par une lutte révolutionnaire, à la *gestation* d'une Palestine unifiée et démocratique, s'intégrant elle-même au processus révolutionnaire de restructuration du monde arabe.

Mais le conglomérat de gens issus des communautés juives d'Europe Centrale, d'individus venus d'Europe Occidentale et d'Amérique du Nord, de gens déracinés ces toutes dernières années des communautés judéo-arabes du monde arabe, ne peut constituer une « totalité concrète » sur le seul facteur mystique. Que l'opération de mystification de ces deux millions d'hommes ait momentanément réussi n'est pas en soi une justification. En tout cas, elle ne saurait l'être pour des révolutionnaires armés du socialisme scientifique. Reprenant la phrase de Marx, « rien ne saurait leur en imposer ! »

---

(1) *au sens où nombre d'intellectuels marxistes parlent, trop facilement, de « mode de production asiatique ».*

R E F E R E N C E S

(1) A. Sanchez-Vasquez. *Filosofia de la praxis*. Ed. Grijalbo. Mexico 1967.

(2) E. Bloch. *Processus et Structure*. *in* Genèse et Structure. Mouton. Paris 1965.

(3) L. Goldmann. *Epistémologie de la Sociologie*. *in* Logique et Connaissance Scientifique. La Pléiade. Paris 1966.

(4) A. Abd-el-Malek. *Marxisme et Sociologie des Civilisations, in Diogène*, n° 64 (4° trimestre 1968).

(5) K. Kosik. *Dialectica de lo Concreto*. Ed. Grijalbo. Mexico 1967.

(6) R. Depestre. *Les aventures de la négritude*. Souffles, n° 9. Rabat 1968.

(7) Anouar Abd-el-Malek. *Idéologie et Renaissance Nationale*. Anthropos. Paris 1969.

quelles sont les perspectives réelles d'unité dans ie monde arabe ?

par **mostefa lacheraf**

Depuis un demi-siècle, chaque événement de portée internationale a eu pour conséquence de déterminer dans le monde arabe un grand courant vers l'unité et chaque fois ce courant était en même temps une conception et couvrait une étape. Autrement dit, depuis 50 ans environ, les différentes phases, les différentes tentatives réussies ou non de l'unité arabe ont été l'expression socio-politique d'un devenir national aux prises avec les événements. Ainsi, en 1916, par exemple, la fameuse « Révolte arabe » était l'aboutissement des efforts d'affranchissement de patriotes arabes qui luttaient contre la domination turque et que le mouvement pantouraniste de certains Jeunes Turcs avaient décidé à se séparer de l'empire ottoman pour préserver la patrie arabe en Syrie - Irak - Hedjaz, et restaurer la souveraineté perdue de ces pays. La tentative ne fut pas entièrement réussie sur le plan politique institutionnel puisque les Alliés anglo-français qui avaient bénéficié de l'aide des mouvements patriotiques et des combattants arabes trahirent ces derniers en prenant purement et simplement la relève de la domination turque et en se partageant les provinces arabes de l'empire ottoman. C'est ainsi que la Syrie et le Liban furent placés sous mandat français, que la Palestine échut en partage à l'Angleterre au titre d'un autre mandat, que l'Irak, le Hedjaz et la Transjordanie devinrent des royaumes contrôlés par la même Angleterre. Mais ce premier échec d'une grande unité arabe fatalement régionale puisqu'elle ne pouvait pas encore s'étendre au reste du monde arabe, lui aussi occupé, n'a pas pour autant arrêté la marche en avant de l'idée arabe qui connut par la suite un mûrissement plus net sur le plan idéologique. Un mûrissement mais aussi une conception parfois affective de tendance bourgeoise plus ou moins libérale tournée vers une unité sans clivage ni distinction de régimes politiques et de classes sociales. Quand, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, la Ligue des Etats arabes vit le jour, cet événement coïncidait avec l'indépendance récente de l'Egypte, de la Syrie et du Liban. La doctrine était, elle aussi, l'aboutissement de toute une pensée politique et culturelle, de toute une somme d'efforts de libération, mais, si elle fut un progrès par rapport à la première conception de l'unité arabe des années 1916-1920, elle descendit très peu du niveau de la bourgeoisie libérale vers la petite bourgeoisie intellectuelle qui lui donna pourtant ses objectifs et son idéal. Puis intervint dans cette conception encore à mi-chemin de la bourgeoisie politique au pouvoir et de la petite bourgeoisie intellectuelle un événement capital qui allait donner à l'unité arabe une nouvelle

orientation et, très souvent, un caractère démocratique, « populiste », sinon populaire. Cet événement capital fut la première guerre arabo-israélienne en 1948. Dans beaucoup de pays arabes, le contrecoup de la perte de la Palestine allait faire entrer sur la scène politique de nouvelles forces, militaires pour la plupart et d'origine petite bourgeoise, plus proches des classes populaires qu'elles se proposaient de libérer. De 1952 (révolution égyptienne) à 1967 (deuxième guerre arabo-israélienne) l'idée de la patrie arabe a connu selon les pays un cheminement plus ou moins dynamique. La libération de la Libye, de la Tunisie et du Maroc, le renversement de la monarchie irakienne et la révolution algérienne ont eu pour conséquences d'étendre l'aire géographique d'une idée arabe souveraine, parfois républicaine et même révolutionnaire et socialiste. La longue guerre de libération du peuple algérien, l'agression anglo-franco-israélienne de 1956 donnèrent à la nation arabe tout entière l'occasion de prouver son soutien et sa solidarité à deux pays qui se trouvaient engagés à l'avant-garde de la lutte anti-impérialiste. Mais si l'idée nationale arabe constituait idéologiquement parlant un moteur dynamique, elle était encore, sur le plan du pouvoir et de la pratique, le monopole d'une néo-bourgeoisie d'origine petite bourgeoise populiste, civile et militaire, alors que les masses populaires accédaient très vite à la conscience politique et voulaient transformer cette idée nationale en un instrument révolutionnaire d'unité et de progrès social. Il y avait une sorte de malentendu que le néo-conservatisme des classes dirigeantes arabes ne faisait qu'aggraver. Le malentendu avait plusieurs aspects qui perpétuaient une grave confusion : régimes républicains agissant en commun avec des monarchies, régimes socialistes recherchant ou tolérant l'alliance avec des pays à direction féodale, états révolutionnaires anti-impérialistes faisant bon ménage avec des Etats réactionnaires pro-occidentaux. Sur le plan intérieur, le « populisme » de certaines directions politiques donnait aux masses populaires arabes l'illusion d'un mouvement révolutionnaire qui agissait dans leur intérêt ou tout au moins dans l'intérêt d'une véritable révolution sociale. La dernière agression sioniste et sa collusion avec l'impérialisme ont eu pour résultat de faire franchir aux masses populaires arabes une nouvelle étape qui va consister avant tout en la contestation et en la dénonciation par ces masses trompées, abusées, inemployées dans le domaine révolutionnaire, de leurs classes dirigeantes néo-bourgeoises. En d'autres termes, l'idée nationale arabe va atteindre bientôt sa dernière étape concrète : celle de la révolution populaire faite par le peuple en dehors de tout paternalisme ou de toute illusion nationaliste qui masque les exigences de la libération des masses et de l'indispensable édification socialiste. Ainsi, l'idée nationale de l'unité arabe a couvert en l'espace de 50 ans plusieurs étapes qui l'ont menée de la féodalité monarchique, aux classes populaires travailleuses en passant par la bourgeoisie dite nationale et la petite bourgeoisie.

(interview accordée au journal « *Ultima Hora* » de Santiago-du-Chili, le 25-9-67)

abdelkader lagtaa

corps daté

ce n'est pas parce qu'expire la dernière dune que je vais
refaire de sable et d'alouettes
mon vent carnassier
et ce n'est plus par ce mot en plus que l'été
non-aphasique
même
pas
à

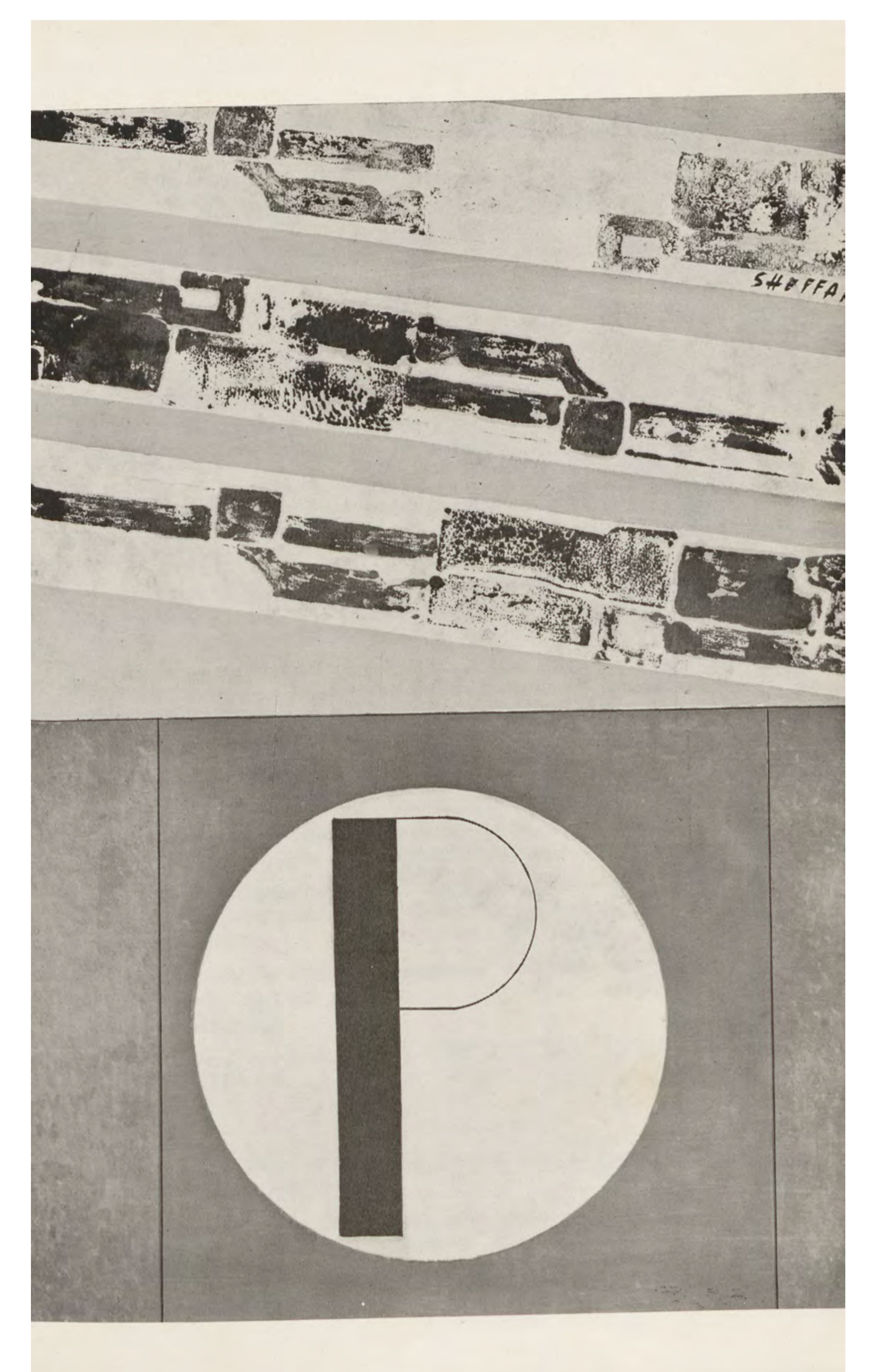
refaire
érugineuse ère encalaminée parmi
mon corps que je traînais partout et qui trop icebergisé pour
ces festivités estivales sinaïques et rire soldatesque et
requiem pour sauver la face

moi trop arabe jusqu'à ne plus reconnaître ma voix avec ma
mère qui s'achète pour l'aïdelkébir un keftan palestine est des
babouches chemin de la liberté
moi l'arabe berbérisé africanisé européanisé américanisé russifié
neutralisé
en passant par-dessus
je dis
plutôt nu que revierger un mont-de-légendes-frontière-pacifiant-
bleu-casqué pour un temps de paix

avec mes tripes pour cratères
avec mes aïeuls pour laves
éteintes

en passant par-dessus
mes ancêtres qui fixaient l'horizon mouvant du regard pour un
demi siècle léthargique
je dis
depuis chergui assidu moi qui ne reçois les missives de la
bien-aimée ni de la mal-aimée

action plastique, affiche benseffaj -



moi qui ne lis plus le monde qui lis le
tricontinental
au tricontinental on me demande de ne plus me poser la
question,
le
devoir
de
tout
révolutionnaire
c'est
de
faire
la
révolution
et qui n'ai fait ni deux vietnams ni trois palestines n'ai même pas
créé un front ou un bordel
en passant par-dessus
je dis
énergumène
ce n'est pas parce qu'expire le dernier vent
que je vais refaire de simoun

appel aux écrivains maghrébins

Les écrivains maghrébins, regroupés autour de la revue SOUFFLES, signataires du présent appel,

— conscients de la grave menace que fait peser de plus en plus la colonisation sioniste sur le peuple palestinien, menace qui se manifeste par l'entreprise terroriste d'annihilation nationale et culturelle de ce peuple, ainsi que par la tentative désespérée de sa dépersonnalisation et de son déracinement

— conscients du rôle d'avant-garde que la révolution palestinienne (partie intégrante du mouvement révolutionnaire mondial) joue dans le projet de libération des peuples arabes et de leur lutte anti-impérialiste

— conscients de l'impact que cette révolution exerce aujourd'hui sur les masses arabes du Machreq et du Maghreb et de sa fonction accélératrice de l'histoire quant à la clarification idéologique et politique des perspectives de lutte dans le monde arabe

— conscients du rôle moteur que cette révolution exerce dans le sens de l'affirmation des fondements de l'édification de la nation arabe

— conscients du caractère indissociable de la lutte du peuple arabe palestinien et de la lutte des peuples maghrébins

— conscients des bouleversements que cette révolution a déjà provoqués et provoquera encore quant au statut de la culture arabe actuelle et quant à la fonction et aux responsabilités des créateurs arabes

— informés des conditions dramatiques dans lesquelles vivent les écrivains arabes en Palestine et des multiples formes de répression dont ils sont victimes

sont avant tout convaincus que LA REVOLUTION PALESTINIENNE TRIOMPHERA.

Affirment

— que l'apport de cette révolution quant à nous écrivains maghrébins est décisif. Cette révolution

— impose aujourd'hui une radicalisation de nos options et de nos engagements. En effet, nous considérons que désormais, chaque écrit,

chaque acte, comme tout silence, toute indifférence d'un écrivain maghrébin qui tendent à renforcer la réaction dans nos pays, à jouer son jeu, est dirigé contre l'entreprise de libération de nos peuples et les insère irrémédiablement à nos yeux dans le cadre de l'appareil répressif lui-même. La seule voie étant et sans ambiguïtés la participation au combat national au côté des forces réellement progressistes et des masses exploitées

— incite à opérer une nouvelle remise en question de notre travail de création et de nos méthodes d'action et de communication et à nous lancer dans de nouvelles recherches pour que nos écrits jouent leur véritable rôle de dynamisation culturelle et de mobilisation sociale

— fait sentir l'urgence d'affermir la lutte contre le néo-colonialisme (sous toutes ses formes et notamment culturelle) qui déploie, bien que sous des formes subtiles, les mêmes moyens que la colonisation impérialo-sioniste en Palestine, en vue de la déculturation de nos peuples

— rend plus évidente la nécessité que nous avions toujours proclamée de la remise en question des contenus et formes sclérosés de notre culture traditionnelle ainsi que des démarches mystificatrices de la culture occidentale bourgeoise qui ont jusqu'à maintenant constitué au Maghreb les éléments majeurs de blocages intellectuels et psychiques

— nous fait sentir mieux armés pour jeter, par delà, les bases d'une littérature nouvelle qui puisse contribuer à l'émergence et à l'édification de nos cultures nationales et à la libération des potentialités créatrices
 de nos peuples

— nécessite, spécialement de la part des écrivains maghrébins de langue française (si cela n'a pas encore été fait), une réorientation géo-culturelle radicale dans le sens du développement du dialogue et de la confrontation avec les créateurs du Machreq arabe afin de parvenir à imprimer dans les faits que notre littérature, quelle que soit sa langue d'expression, et dans cette phase précise de décolonisation, fait partie intégrante de la littérature arabe, avec laquelle son destin est de toute manière lié.

Constatent

— que la littérature maghrébine dans son ensemble, n'a cessé de piétiner depuis les indépendances nationales. La situation actuelle se caractérise :

— par la floraison de courants littéraires bâtards qui se confinent dans un mimétisme complaisant de modes littéraires importées, sans attaches réelles avec les réalités culturelles profondes de nos pays

— par un épidermisme et conformisme littéraires significatifs, la littérature étant encore conçue par la plupart comme une activité récréatrice ou transcendante ou comme un privilège d'illuminés

— par une impuissance presque générale qui provient d'une peur viscérale de l'aventure créatrice en ce qu'elle comporte de capacité de négation et de transformation

— par un « drainage de cerveaux » qui s'explique par la fascination qu'exercent encore sur beaucoup d'écrivains les anciennes métropoles colonisatrices, fascination mûe par divers complexes ou simplement par goût de la facilité ou du scandale

Nous tenons à réaffirmer à ce sujet que la solution de l'exil ne saurait aboutir, dans la plupart des cas, qu'au déphasage de l'écrivain maghrébin, à sa manipulation par les différents trusts de l'édition à l'étranger et à son assimilation aux goûts et hantises d'une intelligentsia occidentale toujours férue d'exotisme et pouvant à peine masquer son paternalisme et dirigisme d'antan

Nous affirmons que c'est à l'intérieur de nos pays, du dedans, et quelles que soient les conditions, que l'écrivain doit agir, étant entendu qu'un travail de création qui ne se nourrit pas d'une praxis quotidienne ne peut déboucher que sur sa marginalisation et sur les vocations mystifiées de « génies solitaires » et d' « écrivains errants ».

Constatant également

que les attaches idéologiques et culturelles de la production littéraire maghrébine avec les réalités du monde arabe et les exigences de la révolution palestinienne sont encore perçues d'une manière affective et romantique : la littérature concernant la Palestine s'empêtre dans les pires ambiguïtés depuis les nostalgies d'une nouvelle Andalousie perdue aux jérémiades défaitistes et oraisons funèbres.

A ce propos, nous considérons que ce ne sont pas les quelques poèmes et nouvelles écrits par des maghrébins qui pourront changer en quoi que ce soit les données du problème palestinien ou la balance des forces en présence. De toute manière, les écrivains palestiniens sont mieux placés que quiconque pour exprimer les réalités et les aspirations de leur peuple. A l'instar des guérilleros, ils assument déjà avec talent et profondeur cette épopée de l'affirmation nationale.

Mais si nous rejetons la littérature de circonstance qui est devenu un genre littéraire et qui se manifeste par ses propres formes de rhétorique, nous estimons que notre littérature nouvelle aura à intégrer la révolution palestinienne dans toute son ampleur, comme exemple, sismographe, voie de la révolution arabe à laquelle l'écrivain maghrébin devra œuvrer.

De plus, la meilleure contribution de notre part au renforcement de la lutte de libération en Palestine est la participation ici, dans nos pays, à l'accélération de la prise de conscience des masses populaires des perspectives de lutte, principalement anti-impérialiste.

Les signataires du présent texte APPELLENT les écrivains maghrébins :

1) à lutter dans nos pays sur tous les fronts pour que soit garantie une liberté totale d'expression et pour la mise en place des conditions de cette liberté d'expression et de son exercice (édition et distribution authentiquement nationales, diffusion inter-maghrébine, arabe, africaine, Tiers-Monde, etc...)

2) à dénoncer, à tous les niveaux, l'emprise néo-coloniale sur les moyens d'expression et de communication culturelles au Maghreb

3) à participer activement à la clarification du problème palestinien et au développement du soutien à la lutte de libération palestienne

4) à développer auprès de leur opinion nationale et de l'opinion internationale l'information au sujet de l'entreprise barbare d'annihilation culturelle du peuple palestinien par la colonisation sioniste

5) à dénoncer les nouveaux courants de racisme anti-arabe, sous quelque forme qu'ils se manifestent, et de mener une bataille sur le plan idéologique et culturel pour démystifier les préjugés plaqués sur les réalités arabes et l'homme arabe

6) à maintenir une extrême vigilance concernant la terminologie utilisée dans l'analyse du problème palestinien et à dénoncer toute utilisation de la lutte du peuple palestinien en vue de masquer les problèmes nationaux ainsi que leurs véritables liens avec cette lutte, à savoir : la libération de nos masses exploitées et le combat anti-impérialiste

7) à diffuser par tous les moyens, tant à l'intérieur qu'à l'étranger, la pensée palestinienne et la culture révolutionnaire jaillie de la lutte de libération.

PALESTINE VAINCRA

Rabat. Octobre 1969

Tahar Benjelloun	Ahmed Madini
Bensalem Himmich	Abdelaziz Mansouri
Abdelkabir Khatibi	Ahmed Mejjati
Abdellatif Laâbi	E.M. Nissaboury
Azeddine Madani	

Cet appel est ouvert. Nous espérons recevoir d'autres signatures.

driss chraïbi

mise au point (à propos d'un article paru dans le journal « le monde »)

J'apprends avec stupéfaction que le journal « Le Monde » a publié un article sur le conflit judéo-arabe dans lequel on cite un passage de mon article paru en 1964 dans le mensuel de Mme Edgar Faure, « La Nef ». Pour avoir été journaliste moi-même, voici ce que j'affirme : je suis capable de faire dire à un texte n'importe quoi; je suis prêt à prendre le Nouveau Testament et à le transformer en roman policier. Je ne me souviens pas, mot à mot, de l'article de « La Nef ». Par contre, n'étant ni un fou de la plume ni un paranoïaque de la politique, je me rappelle parfaitement les idées et les faits que j'y ai exprimés. Dans cette revue, j'ai parlé du massacre de Dar-Yassine. Aucun Israélien, aucun « humaniste » occidental ne se souvient de ce massacre, comme de bien entendu. J'ai dit, clairement, que j'étais allé faire un séjour à Israël, sous un nom d'emprunt, un nom juif. Afin de me rendre compte, moi-même, *de visu*. Pendant trois semaines, j'ai constaté. Ceci : la haine de l'Arabe et surtout du Musulman. Je l'ai écrit dans « La Nef ». De ce témoignage, l'honorable journaliste du « Monde » n'a soufflé mot. Pourquoi riez-vous, vous qui me lisez? Ceci étant, l'une des grandes passions qui ont toujours guidé ma vie — et j'ose dire : mon œuvre — c'est la recherche de la vérité, de la vérité nue. Si je suis un écrivain, je suis d'abord un être humain. Comprendre autrui, c'est déjà un but dans la vie. Mais ressentir ce qu'il ressent, voilà ma manie. Et ma responsabilité d'homme et d'écrivain. J'ai toujours prêté une passion soutenue, une attention de tous les instants, aux souffrances des autres. C'est dans ce sens que j'ai relaté ce que ma propre mère m'avait raconté en 1964. Elle m'avait raconté avoir vu, de ses yeux, à Casablanca (et non à Mazagan), au Derb Spagnol, de sa fenêtre, un Juif attrapé à plusieurs mains et brûlé vif. Ce n'est pas l'incident lui-même qui m'avait fait frémir. Je n'étais pas sur place, au Maroc, au Derb Spagnol, pour témoigner de la véracité de cet événement, si cet événement s'est réellement produit. Non. Ce qui me fait frémir encore, c'est la *manière* dont elle me l'a raconté. En riant. Je me suis longtemps interrogé sur le sens de ce rire. Psychologie infantile? Réaction de peur et d'angoisse? Comprenez bien : c'est ce rire sur lequel j'ai centré mon attention. Je ne le comprends pas encore. Et cela, je l'ai écrit dans « La Nef ». Transformé *manu judei* par le journal « Le Monde », cela est devenu un témoignage contre les Arabes. Encore une fois, pourquoi riez-vous? Je demande à ce vénérable journal de mériter son nom, sa vénérabilité. Mais je suis bien tranquille : les sionistes ont un extraordinaire sens de la propagande, même ici, au Canada. Et je m'efforce, et dans mes cours, et dans mes conférences, de ramer désespérément à contre-courant afin de rétablir la vérité.

Université Laval, Québec 10, Canada
9 octobre 1969

motion sur la palestine

I) *RAPPORT DU SIONISME AVEC L'IMPERIALISME*

Le sionisme apparut en tant que mouvement politique résultant du développement et de l'étroite liaison économico-politique de la bourgeoisie juive avec l'impérialisme (liaison de Rotschild avec le colonialisme français, déclaration Balfour, manœuvres de l'impérialisme et du sionisme durant la période entre les deux guerres, guerres de 1947-1956-1967).

Les aspects de l'alliance entre l'impérialisme et son instrument Israël sont basés sur le fait :

— qu'une partie des capitaux, aux Etats-Unis comme dans les autres pays impérialistes, appartient à la bourgeoisie juive;

— qu'une partie des capitaux investis dans le monde arabe (pétrole, mines, commerce... etc.) est d'origine sioniste.

Ces deux aspects expliquent l'étroite liaison entre l'impérialisme et le sionisme, ce qui implique que la lutte contre Israël doit être liée à la lutte contre l'impérialisme.

II) *LA QUESTION PALESTINIENNE ET LA SITUATION DANS LE MONDE ARABE*

L'analyse de la situation dans le monde arabe débouche sur la nécessité d'établir une stratégie pour une révolution démocratique dans une perspective socialiste en considérant la contradiction fondamentale qui oppose l'impérialisme et la réaction d'un côté, les masses populaires et la lutte armée de l'autre. C'est ainsi que la nécessité d'une guerre populaire de longue haleine dirigée par les paysans, les ouvriers, les intellectuels révolutionnaires s'impose comme l'unique solution révolutionnaire.

La réaction arabe est objectivement liée à l'impérialisme et au sionisme compte tenu de leurs intérêts économiques. Cette alliance organisée apparut dès 1936 lors de la défaite de la révolution palestinienne et se confirma en 1948.

— Bien que la révolution égyptienne ait constitué un événement historique qui modifia le contenu économico-social du mouvement de libération arabe, elle n'a pas réussi avec le concours des autres mouvements (Algérie-Irak-Syrie) à dépasser l'horizon et les buts des programmes économiques, politiques et sociaux de la petite bourgeoisie. La défaite du 5 juin 1967 a matérialisé cette réalité.

— La défaite du 5 juin considérée en tant qu'événement historique n'est donc pas la conséquence d'obstacles et d'erreurs techniques, ni même de la trahison de certains éléments, mais de par son essence, ce fut l'échec de l'orientation des programmes et des plans de la bourgeoisie et de sa bureaucratie militaire; en aucun cas elle ne constitue une défaite des masses populaires.

Parmi les conséquences apparentes de la défaite du 5 juin, on retient :

— l'évolution des formes et des moyens de lutte vers la lutte armée, les masses arabes étant définitivement convaincues que cette forme de lutte est l'unique solution du problème palestinien.

— l'évolution du mouvement des masses populaires sur le plan politique et idéologique.

— l'incapacité des directions bourgeoises à suivre cette évolution.

— le contenu national et libérateur de la lutte armée du peuple palestinien s'affirme.

— la réaction arabe, gardien fidèle des monopoles impérialistes et sionistes, a essayé de liquider la résistance palestinienne (décisions de la réunion au sommet de Khartoum, accord sur les résolutions du conseil de sécurité, accord sur la concertation des quatre grands, création d'organisations armées fantoches, appels au pacte islamique, « événements » de Jordanie et du Liban).

— le développement de la résistance armée a porté à leur paroxysme les contradictions internes de l'Etat d'Israël sur les plans économique, social et politique et a dévoilé la nature chauviniste du régime israélien aux yeux de l'opinion publique internationale.

L'Union Nationale des Etudiants du Maroc considère que l'unité organisationnelle sur le plan militaire (commandement de la lutte armée) est une étape de première importance pour le passage d'une guerre de résistance à une guerre populaire de libération dont les horizons politiques et idéologiques sont clairs.

— Le devoir qui incombe aux masses laborieuses arabes est de soutenir matériellement et politiquement l'action armée palestinienne.

III) *LA QUESTION PALESTINIENNE EST UNE QUESTION NATIONALE*

La résistance palestinienne constitue un front contre l'impérialisme, le sionisme, et la réaction dans les conditions actuelles et représente à travers son action armée un des principaux noyaux de l'action libératrice des masses arabes. Le mouvement de libération au Maroc s'inscrit dans le cadre d'une stratégie de lutte unitaire arabe. Par conséquent le problème palestinien doit être considéré comme un aspect national du programme de la stratégie de la révolution démocratique nationale au Maroc.

Les intérêts de la classe féodale, bourgeoise et bureaucratique marocaine se trouvent souvent conformes à ceux du sionisme à l'intérieur du pays; c'est pour cela qu'elles adoptent divers modes de coopération directe et indirecte.

Sur le plan économique : la bourgeoisie juive est présente dans les principaux secteurs économiques : mines, commerce, agriculture moderne, industrie, propriété foncière.

Sur le plan politique : accord sur la résolution du conseil de sécurité, silence sur les projets des quatre grands, propagande pour le pacte islamique, silence sur la répression qui s'abat sur les résistants palestiniens, répression de toute acte de soutien du peuple marocain au problème palestinien.

Sur le plan culturel : la présence de l'enseignement israélite, l'aide aux cadres juifs sionistes et l'encouragement à la pénétration de la culture sioniste et impérialiste.

Sur le plan administratif : le champ est libre pour la bureaucratie sioniste aux postes de commande et pour les activités clandestines, telles que les fuites de personnes et de fonds.

Dans ce contexte de crise politique que vivent les organisations progressistes au Maroc, ces forces ont été incapables de mobiliser « effectivement » les masses populaires pour dénoncer les positions défaitistes des classes réactionnaires. Elles se sont d'ailleurs contentées de l'appui matériel au peuple palestinien, adoptant par là des positions démagogiques. Ainsi, elles ont été politiquement incapables de montrer le lien objectif existant entre la question palestinienne et le problème national.

Notre organisation l'U N E M, n'a pu non plus dépasser cette réalité politique comme en témoigne la non-application des décisions du 12e congrès concernant le problème palestinien (Comité-Palestine, l'aide matérielle régulière selon un pourcentage fixé sur les cotisations).

IV) *LES TACHES IMMEDIATES*

Partant des principes cités ci-dessus et qui considèrent que la libération de la Palestine ne peut être réalisée que dans le cadre d'une

stratégie globale pour la libération de la nation arabe de l'impérialisme, du sionisme et de la réaction, nous pouvons donc préciser notre mission militante qui suppose tout d'abord notre attachement au principe de critique et d'autocritique entre la résistance palestinienne et les forces progressistes arabes qui la soutiennent. Notre mission se résume dans les points suivants :

1) Faire évoluer notre analyse de la question palestinienne en considérant le document joint à cette résolution comme document de base à approfondir et en faire le point de rencontre de l'opinion estudiantine.

2) Utiliser toute les méthodes de propagande pour diffuser tout ce qui a trait à l'orientation de notre analyse du problème palestinien au sein des masses estudiantines et populaires.

3) Mobiliser les énergies estudiantines à tous les niveaux et par tous les moyens, selon l'analyse de notre propre organisation, pour :

a) combattre la pensée et la culture sioniste, impérialiste et réactionnaire.

b) assurer l'aide matérielle de façon régulière.

c) élever le niveau de lutte des masses estudiantines contre les positions opposées à la lutte armée palestinienne.

d) créer des formes organisationnelles militantes permanentes parmi les étudiants et les masses populaires pour appuyer la révolution palestinienne.

De même il est nécessaire d'inciter davantage les organisations estudiantines à travailler de nouveau à la lumière du projet que notre organisation a présenté sur l'unification du travail de ces organisations dans le cadre d'un programme qui soit au service de la révolution palestinienne sur le plan arabe et international.

déclaration des étrangers travaillant au Maroc à propos du problème palestinien

Les étrangers travaillant au Maroc, dont les noms suivent, tiennent à affirmer :

Le problème Palestinien a connu depuis un peu plus de deux ans une transformation radicale. Le peuple Palestinien a pris en charge son destin ; il lutte les armes à la main et développe sa résistance à l'oppression.

Cette lutte :

1) permet une prise de conscience d'une partie de plus en plus large de l'opinion internationale.

2) rend chaque jour plus manifeste qu'il s'agit avant tout de la volonté du peuple Palestinien de libérer son territoire de la colonisation sioniste afin de recouvrer son identité nationale. En conséquence, elle rejette toute solution qui ne tiendrait pas compte de l'existence du peuple Palestinien et de son droit à disposer de lui-même. (Déclaration du comité central d'El Fath du 1-1-1969).

3) affirme que la seule solution est l'instauration d'un état Palestinien indépendant, laïc et démocratique, dont tous les citoyens quelle que soit leur confession jouiront de droits égaux.

4) souligne qu'elle n'est pas dirigée contre les Juifs en tant que communauté ethnique et religieuse, mais contre le Sionisme, idéologie raciste et expansionniste soutenue par l'impérialisme (Point N° 2 de la même déclaration).

En conséquence, les signataires, rappelant leur opposition à toute forme de racisme, qui ne peut faire le jeu que du Sionisme et de l'impérialisme, s'engagent à faire connaître, à expliciter et à soutenir la cause du peuple Palestinien, qui s'insère dans le mouvement de libération des peuples opprimés.

130 signatures environ.

malek alloula

si à l'ouest rien de nouveau, à l'est le feu

Que sur cette carte mondiale de la Révolution, où les VIET-NAM ne se comptent plus, soit venue s'inscrire en lettres capitales le nom de la PALESTINE est une chose de tout premier ordre pour tous ceux unis à la ruine de l'impérialisme et du capitalisme.

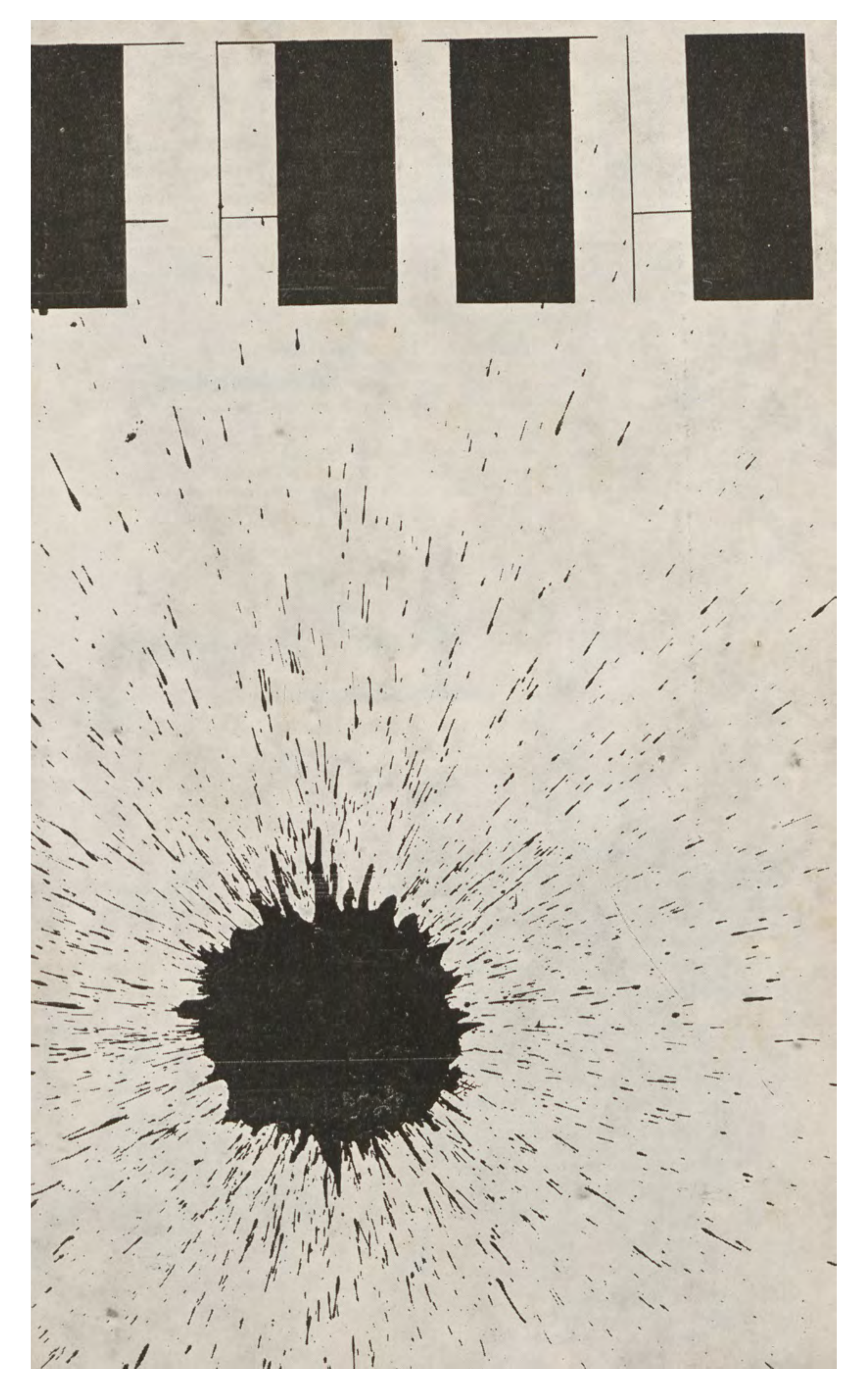
Ce même combat, mené sous des latitudes et des formes différentes, outre qu'il tisse cette solidarité révolutionnaire annoncée au seuil du premier Manifeste d'hommes voulant se libérer en toute connaissance de cause, nous concerne irrémédiablement et il est bon que « SOUFFLES » relaye à sa manière cette préoccupation vitale.

Au-delà de cette communauté fondamentale et élémentaire des enseignements variés sont à tirer de chaque situation qui nous obligent à mesurer, en même temps que l'enjeu : celui d'hommes définitivement déterminés, la somme des gains dont la profusion demeure insoupçonnée.

Or dans cette PALESTINE, aujourd'hui majeure, le combat qui s'y livre est sans aucun doute le pénultième d'un impérialisme à la férocité décuplée avant l'achèvement et qui entraîne dans sa noyade ses multiples suppôts qu'ils aient nom Israël, régimes réactionnaires arabes, trusts pétroliers ou bourgeoisies nationales.

De ce changement, rendu possible après une génération d'hommes et désormais inscrit en ce centre vivant qu'est le peuple palestinien, il est de notre devoir de dire, et en cela la réalité nous a déjà devancés, qu'il constitue une victoire au sens plein du terme.

action plastique : affiche t. benjelloun →



juin chaque jour stop rafale dans bouche de tout arabe stop distribution armes peuple stop plastiquer siècles d'errance stop brûler tentes et espérance putain stop dynamiter en nous cadavres qui pleurent stop miner corps et mémoires stop juin chaque jour stop ciel fendu barbelés stop pas de pays limitrophes stop ni suez ni akaba stop palestine notre corps stop sommes tous palestiniens

tahar benjelloun

sus aux poèmes de circonstance
où Palestine est sale
automne
par violence-libération-démocratie
oui elle vaincra

abdelaziz mansouri

DOCUMENTS

Nous avons jugé utile de mettre, dans le présent numéro, à la disposition de nos lecteurs ou simplement les leur rappeler, certains textes de base du mouvement de libération palestinien.

A côté de ces documents nécessaires pour la juste appréciation des fondements idéologiques et politiques de la révolution palestinienne, nous avons pensé utile de reprendre la publication de prise de position provenant d'individus ou de mouvements juifs anti-sionistes.

Il est évident que la publication de ces textes a avant tout pour but d'apporter un supplément d'information au lecteur et ne devrait pas être interprétée comme une position de notre part ou une prise en charge intégrale de leur contenu.

Précisons, entre autres, que si la déclaration des dirigeants du MATZPEN citée plus loin, doit retenir notre attention, elle n'en comporte pas moins encore à nos yeux d'importantes ambiguïtés.

I

déclaration du 1er janvier 1969 du mouvement de libération nationale palestinien (el fath)

La détermination inébranlable du peuple palestinien résolu de prendre en main son propre destin pour reconquérir son territoire national et sa souveraineté crée une situation au Moyen-Orient qu'il sera de plus en plus difficile d'ignorer.

Jusqu'ici, l'action sioniste auprès d'une opinion internationale abusée par une entreprise d'intoxication sans précédent tentait de faire oublier délibérément le problème palestinien en le réduisant à un affrontement entre Israël et les Etats arabes environnants alors qu'il s'agit, en réalité, de l'existence et de l'avenir d'un peuple chassé depuis vingt ans de son foyer national. C'est là que réside la cause essentielle du conflit du Moyen-Orient.

Par la ruse, la force et l'agression permanente qu'il veut génératrices du fait accompli et du droit, Israël menace l'existence de ce peuple et poursuit des objectifs annexionnistes. Cet expansionnisme illustré par l'accaparement de la Palestine, s'est manifesté tout au long de ces vingt dernières années et plus récemment à la suite de l'agression du 5 juin 1967, par l'occupation de vastes territoires arabes, au mépris des droits fondamentaux de l'homme et de toute morale.

L'action révolutionnaire engagée par le Mouvement de Libération Nationale « Fath » et son avant-garde armée « El-Assifa » témoigne de la prise de conscience irréversible et de la volonté du peuple palestinien de libérer, par la lutte armée populaire, le territoire national conquis et colonisé par des forces étrangères rétrogrades fondées sur le sectarisme religieux, la haine raciale et pratiquant une politique de

discrimination et de persécution à l'égard des Arabes palestiniens chrétiens et musulmans.

Face à la lutte opiniâtre du peuple palestinien contre l'usurpateur de sa Patrie, Israël s'efforce, comme il l'a toujours fait, de ramener devant l'opinion internationale ce combat politique à une question uniquement humanitaire et technique intéressant la situation des réfugiés. Mais, de l'aveu même d'Israël, le désir de réduire et de détruire cette inflexible volonté du peuple palestinien, incarnée par le Mouvement de Libération National Fath a été l'une des causes de l'agression sioniste du 5 juin 1967. Celle-ci n'a eu pour effet que l'intensification de la lutte révolutionnaire du peuple palestinien. Ainsi, le peuple palestinien, privé du droit élémentaire d'exister sur son propre sol, réaffirme dans l'action armée sa foi inébranlable dans l'avenir. Il ne reculera devant aucun sacrifice pour la restitution de la terre qui est la sienne.

La lutte révolutionnaire du peuple palestinien s'inscrit dans le cadre des luttes de libération nationale contre le colonialisme et l'impérialisme. Israël est le produit d'un colonialisme et d'un expansionnisme européen périmés, demeure un instrument de l'impérialisme pour s'opposer au progrès des peuples arabes et entraver leur mouvement de libération.

Face au danger permanent pour la paix que constitue Israël, le Mouvement de Libération Nationale Palestinienne Fath, sûr de sa juste cause et décidé à récupérer la patrie usurpée, déclare solennellement :

1. — Le Mouvement de Libération Nationale Palestinienne Fath est l'expression du peuple palestinien et de sa volonté de libérer son territoire de la colonisation sioniste afin de recouvrer son identité nationale.
2. — Le Mouvement de Libération Nationale Palestinienne Fath ne lutte pas contre les juifs en tant que communauté ethnique et religieuse. Il lutte contre Israël expression d'une colonisation basée sur un système théocratique raciste et expansionniste, expression du sionisme et du colonialisme.

3. — Le Mouvement de Libération Nationale Palestinienne Fath rejette toute solution qui ne tienne pas compte de l'existence du peuple palestinien et de son droit à disposer de lui-même.
4. — Le Mouvement de Libération Nationale Palestinienne Fath rejette catégoriquement la résolution du Conseil de Sécurité du 22 novembre 1967 et la mission Jarring qui en est issue. Cette résolution ignore les droits nationaux du peuple palestinien. Elle passe sous silence l'existence de ce peuple. Toute solution soit-disant pacifique qui ignore cette donnée fondamentale sera, par conséquent, inévitablement vouée à l'échec. En tout état de cause, l'acceptation de la résolution du 22 novembre 1967 et de toute solution pseudo-politique, par une partie quelconque, ne lie aucunement le peuple palestinien déterminé à poursuivre sans merci sa lutte contre l'occupation étrangère et la colonisation sioniste.

5. — Le Mouvement de Libération Nationale Palestinienne Fath proclame solennellement que l'objectif final de sa lutte est la restauration de l'Etat Palestinien Indépendant et Démocratique dont tous les citoyens, quelle que soit leur confession, jouiront de droits égaux.
6. La Palestine faisant partie de la Patrie Arabe, le Mouvement de Libération Nationale Palestinienne Fath œuvrera pour que l'Etat palestinien contribue activement à l'édification d'une société arabe progressiste et unifiée.

7. — La lutte du peuple palestinien comme celle du peuple vietnamien et des autres peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine fait partie du processus historique de libération des peuples opprimés contre le colonialisme et l'impérialisme.

Le 1er Janvier 1969
FATH. Comité Central

II

interview avec saleh raafat membre du bureau politique du front populaire démocratique pour la libération de la palestine

Question. — Depuis la guerre de juin 67, s'est posé ce qu'on appelle « la solution politique » du problème palestinien et, après l'adoption par le Conseil de Sécurité de la résolution du 22 novembre 67, la mission du docteur Jarring s'est soldée par un échec. A présent, les « quatre grands » se réunissent pour tenter de trouver une solution politique et pacifique au Moyen-Orient. Quelles sont alors les répercussions de ces tentatives sur la lutte armée du peuple palestinien ?

Réponse. — Malgré les estimations de certains diplomates occidentaux selon lesquelles les entretiens des quatre grands, commencés le 3 avril, dureront plusieurs mois, nous notons que les quatre grands s'accordent pour dire que la situation au Moyen-Orient est explosive. Certains responsables américains veulent que les entretiens aboutissent rapidement à l'adoption de ce qu'on appelle la solution pacifique et craignent que les résistants ne reprennent l'initiative au cas où ces entretiens se prolongent. Ceci dévoile la réalité des intentions des forces contre-révolutionnaires opposées à la lutte armée.

Il existe plusieurs forces nationales et internationales qui influent incontestablement sur notre problème. L'impérialisme mondial, dirigé par les cercles gouvernementaux américains, veut préserver ses intérêts — en particulier ses ressources pétrolières —. Il lui importe d'empêcher l'extension de l'élan révolutionnaire de la région palestinienne à l'ensemble des territoires arabes, afin de protéger ses monopoles qui exploitent les peuples arabes. Il lui importe aussi de réduire l'expansion de l'influence soviétique ou de toute autre tendance anti-impérialiste.

Les milieux gouvernementaux américains proposent une solution du problème palestinien consistant à :

— donner à Israël la ville de Jérusalem ;

— joindre la zone de Gaza à la Jordanie par un couloir ;

— permettre aux bateaux israéliens le libre passage par le canal de Suez et le golfe de Tiran ;

— trouver une solution au problème des réfugiés palestiniens ;

— créer des zones démilitarisées dans les zones occupées qui seront évacuées par les troupes israéliennes.

Ces mêmes milieux veulent que ce plan soit discuté en totalité et non par points. Ce plan américain signifie la modification de la situation actuelle pour assurer la mainmise sioniste sur la Palestine et, par la même occasion, maintenir les régimes arabes actuels et liquider tout mouvement révolutionnaire dans les régions où ce dernier menacerait les intérêts américains ou imposerait le droit à l'autodétermination et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

De plus, ce plan américain a reçu l'approbation de la Grande-Bretagne. Le délégué britannique, Lord Caradon, suggéra, à la première réunion des quatre, la création d'un Etat palestinien dans la rive occidentale séparée de la Jordanie et d'Israël. Quant au gouvernement français — selon M. Debré — il est pour l'exécution de la résolution du 22 novembre 1967.

Tout comme le bloc impérialiste qui agit pour le compte d'Israël, les milieux sionistes veulent cueillir les fruits de la guerre. Israël parle d'une paix durable qui lui assurerait non seulement la souveraineté sioniste sur la Palestine, mais aussi l'ouverture des marchés arabes. Ainsi, nous avons entendu le ministre israélien de l'information dire que rien d'intéressant ne peut sortir des entretiens des quatre, qu'Israël s'oppose à cette concertation avec force et qu'il saura montrer comment il peut rejeter tout règlement qui nuit à ses intérêts. Cette position israélienne est importante vis-à-vis du réveil des peuples arabes.

En effet, nos peuples arabes pouvaient encore nourrir l'espoir d'une solution pacifique, juste et équitable, issue des concertations des quatre, sous l'effet de la démagogie et de l'intoxication.

Or, il s'avère que ce qui se déroule dans la réunion des quatre est plus dangereux que la résolution du Conseil de Sécurité. En particulier les quatre ont déclaré à la première réunion que la solution imposée par les quatre grands sera injuste.

Aussi, faut-il que nos peuples arabes ne remettent pas en cause leurs convictions, car cette réunion des quatre n'est qu'une nouvelle manifestation du complot impérialiste pour la domination des peuples arabes ; et il faut aussi que nos peuples ne contestent pas la poursuite de la lutte armée révolutionnaire et ne contestent pas la dénonciation de tous les complots visant à la saboter et à mettre fin à son action révolutionnaire dans cette région.

L'U.R.S.S. propose un calendrier pour la mise en exécution de la résolution du 22 novembre 1967. Donc, sa position se borne uniquement à cette résolution et favorise, en fait, la liquidation du mouvement révolutionnaire palestinien.

La R.A.U. approuve la réunion sur la base de la mise en exécution de la résolution du Conseil de Sécurité, après qu'elle ait renoncé à l'évacuation, en premier lieu, des territoires occupés lors de juin 1967, sachant pourtant que cette résolution nuit aux intérêts palestiniens et ne reconnait pas le droit aux organisations palestiniennes de la refuser. Cette approbation de la conférence à quatre vise, elle aussi, la liquidation du mouvement révolutionnaire palestinien.

La position de la Jordanie est connue par Mohamed Al Fara : « Nous aiderons certainement les quatre grands et nous souhaitons du succès à la conférence ». D'autre part, le régime jordanien a proposé un plan en six points qui s'accorde avec le plan américain.

Nous voyons donc que la conférence à quatre constitue une des nouvelles tentatives pour liquider le problème palestinien. Sa conséquence fondamentale, quant à la lutte armée palestinienne, se manifeste par les tentatives visant à mettre fin à la lutte et à couper les aides afin de liquider les organisations de résistance par l'entremise des forces contre-révolutionnaires.

Question. — Prévoyez-vous une forme déterminée des tentatives des forces contre-révolutionnaires pour liquider la résistance et, par là même, le problème palestinien ?

Réponse. — La lutte armée traverse une période dangereuse et il est possible aux forces contre-révolutionnaires de tenter de la liquider par un des deux moyens suivants :

— il est possible que les forces sionistes entreprennent des actions de grande envergure contre les bases de commandos, utilisant à cette fin l'artillerie et les avions en particulier.

— il est probable aussi que les régimes arabes provoquent une série de confrontations armées avec les organisations de fédayins pour les liquider l'une après l'autre. Nous nous attendons à ce que certains coups soient dirigés contre le F.P.D.L.P. et contre toutes les autres organisations.

Pour la question du F.P.D.L.P., nous faisons tout pour développer la résistance arabe dans la rive occidentale et nous comptons d'autre part sur des bases mobiles pour nos commandos révolutionnaires. Nous commençons à abandonner les bases dans les vallées de Beisan pour en faire uniquement des relais d'approvisionnement de la rive occidentale, et ceci afin de ne donner aucune occasion à l'ennemi.

D'autre part, les cellules du F.P.D.L.P. mènent des campagnes d'information dans les camps, les villes et les campagnes ; elles y trouvent l'aide des paysans et des réfugiés et la détermination à participer à notre lutte et à affronter l'ennemi quels que soient les sacrifices.

Mais le champ d'action de notre peuple est encore limité, car il manque d'organisation et d'armement. Prenons un exemple : lorsque l'ennemi a frappe les civils dans Salt, Kafr Asad, durant les dernières semaines, le bilan a été sévère en vies humaines. Le peuple a besoin d'armes pour se défendre et a besoin d'être organisé sous l'égide d'un front national constitué de toutes les forces opposées à l'impérialisme, au sionisme et à la réaction.

Question. — Le F.P.D.L.P. lutte pour la création d'un front national révolutionnaire. La participation du F.P.D.L.P. à la direction de la lutte armée est-elle considérée comme dans le cas du F.N.L. ?

Réponse. — Non, la direction de la lutte armée groupe quatre organisations de résistance : El Fath, Assaïka, Front de libération et le F.P.D.L.P., sur la base de la coordination des actions militaires, mais chaque organisation a son idéologie et sa politique.

La participation à la direction de la lutte armée donne une grande occasion aux organisations de résistance de discuter de la coordination, d'engager un dialogue positif, d'œuvrer pour élever le niveau combattif et protéger la lutte des dangers qui l'entourent ; mais il faut que nous constituions un front national groupant toutes les forces politiques et sociales opposées à l'impérialisme, au sionisme et à la réaction, et qui luttent pour l'éveil de la conscience politique des peuples, pour élever les capacités de la résistance révolutionnaire, politique et militaire, car la lutte politique, la lutte militaire vont de pair et ne peuvent être dissociées.

Question. — Quelles sont les perspectives arabes et internationales devant la lutte armée du F.P.D.L.P. ?

Réponse : La libération de la Palestine est un des problèmes fondamentaux de la révolution.

Le conflit licite jordano-palestinien est dérisoire devant les contradictions préexistantes dans la région.

En face du bloc de la contre-révolution, représenté par l'impérialisme, le sionisme et la bourgeoisie réactionnaire, se dresse le bloc révolutionnaire des ouvriers, des paysans et de la petite bourgeoisie. En face de l'idéologie bourgeoise du bloc contre-révolutionnaire, il y a l'idéologie de la classe ouvrière qui sert la révolution.

De ce fait, la lutte armée palestinienne représente l'avant-garde de l'action révolutionnaire dans cette région. La victoire de la résistance armée est impossible s'il n'y a pas un front révolutionnaire arabe dirigé par l'union des ouvriers, des paysans et guidé par l'idéologie de la classe ouvrière.

D'autre part, la condition fondamentale de la victoire du peuple palestinien est qu'il doit porter la lutte révolutionnaire à l'échelle internationale, sous l'égide du prolétariat international et dans le contexte général de la lutte contre l'impérialisme, le sionisme et la réaction.

Mais jusqu'à présent, nous trouvons que la politique de coexistence pacifique œuvre pour l'isolement des mouvements de libération nationale dans le monde du camp révolutionnaire.

La cause de la révolution est unique, que ce soit à Cuba, au Viet-Nam ou en Palestine. Il faut que les forces révolutionnaires dans le monde entretiennent des relations étroites et fructueuses afin d'assurer la victoire de la révolution et de réaliser le socialisme.

Question. — Quelles sont les causes de l'éclatement du F.P.L.P. et la création du F.P.D.L.P. ?

Réponse. — Les divergences au sein du F.P.L.P. datent du début de 1960, date à laquelle les sections de l'ex-« Mouvement des nationalistes arabes » connurent deux tendances :

— la première, constituée par la droite, tenta d'affirmer l'origine bourgeoise et nationaliste du mouvement.

— la deuxième, constituée par les progressistes, tenta de liquider l'esprit et le programme de la droite bourgeoise. La plupart des fondateurs du M.N.L. dans la section palestinienne du mouvement empêchèrent les idées progressistes de se répandre.

Après la guerre de juin 67 et la naissance du F.P.L.P., l'aile droite, dominant le Front, travailla à le diriger selon ses objectifs. Elle mit en veilleuse toutes les réalités palestiniennes et arabes qui ont conduit à la défaite du 5 juin, sous la consigne de « non ingérence dans les affaires arabes » ; elle prit aussi une ligne contradictoire sur la question de l'unité nationale palestinienne en ceci qu'elle trahit les combattants issus de la classe ouvrière pauvre au profit des capitalistes et de la grande bourgeoisie comme : Hamad Al Farhan, Jaafar Chami, Bachir El Bostani, Ahmed Laaroun et ausi Ali Monko.

Puis elle affermit la politique de force des groupes féodaux et des cliques de la petite bourgeoisie.

Depuis le début, l'aile progressiste du Front lutta pour informer les masses des causes de la défaite due aux classes féodales dirigeantes et à la petite bourgeoisie, dont le programme a été mis en échec le 5 juin et qui ne peut guider à cause de sa politique « petite bourgeoise » la révolution arabe.

Elle lutta aussi pour la remise en question du slogan « non ingérence dans les affaires des pays arabes » et le mettre dans son vrai cadre.

Elle lutta pour que la droite palestinienne ne participe pas à la résistance.

Elle s'employa aussi à créer un large front national groupant toutes les forces politiques et les résistants sous la direction des organisations combattantes, front qui adopterait une politique rationnelle à l'encontre de toutes les forces qui attenteraient à notre cause, qu'elles soient palestiniennes, arabes ou internationales.

L'aile progressiste voulut transformer le combattant en un homme politique révolutionnaire, changer les structures du Front en des sections populaires qui protègeraient les actions militaires et qui affronteraient les tentatives d'invasion sionistes dans la rive orientale.

Depuis le congrès d'avril 1968, l'aile droite remit en cause ces objectifs et entreprit une politique de vengeance qui se traduisit, le 15 juillet 1968, par l'arrestation des cadres progressistes du Front.

Malgré cela, l'aile progressiste resta disciplinée jusqu'au congrès du mois d'août 1968.

A ce congrès, la gauche présenta un ordre du jour complet, et ses travaux furent clôturés par l'adoption à une majorité écrasante du programme théorique prolétarien et de tous les textes présentés par la gauche.

Devant son échec, la droite pratiqua au cours du congrès une politique démagogique en s'inclinant devant les programmes de la gauche, oralement, et en les refusant dans la pratique quotidienne.

Les résultats du congrès se résument en ces points :

1 — approbation totale de l'idéologie de la classe ouvrière ;

2 — établissement de relations conformes au centralisme démocratique entre les militants et la masse ;

3 — extension de la lutte politique et armée sur la rive occidentale et abandon des bases de la vallée de Beisan pour ne les considérer que comme des centres d'approvisionnement en armes ;

4 — extension de la résistance à toute la rive orientale afin de faire échouer toute tentative d'invasion sioniste et mettre en pratique la guerre de libération populaire ;

5 — œuvrer à la création d'un large front national groupant toutes les forces politiques et sociales opposées à l'impérialisme, au sionisme et à la réaction, sous la direction des organisations combattantes progressistes ;

6 — mettre notre lutte contre le sionisme dans son vrai cadre : une lutte contre l'impérialisme, le sionisme, la bourgeoisie et la féodalité, bref contre Israël et ceux qui la soutiennent.

A la fin du congrès, un comité à majorité de gauche fut élu. La droite réagit en imposant une commission de conciliation dominée par elle.

Depuis ce congrès et jusqu'à la création du F.P.D.L.P., la gauche essaya d'appliquer le programme révolutionnaire qu'elle avait présenté. Mais la droite, sous la direction des réactionnaires appartenant au « mouvement des nationalistes arabes », lutta contre ce programme révolutionnaire, en commençant par refuser l'élection du comité central, la publication du communiqué du Front et l'élimination des groupes d'influence. Elle tenta de liquider l'aile progressiste depuis le début de décembre 1968, ce qui se traduisit par des arrestations dans les rangs progressistes au cours des mois de décembre et janvier, la suppression de l'approvisionnement des bases des combattants progressistes. Elle suscita la vague de terrorisme qui commença le 28 janvier 1968 et qui conduisit à des massacres, comme celui du 4 décembre 1968, en provoquant des affrontements armés à Amman, ce qui entraîna la mort de plusieurs camarades, comme Mandar Abdellatif El Kadiri, tombé sous les balles de la droite faciste.

Après toutes ces péripéties, il s'avéra illusoire et faux de vouloir coexister avec la droite du Front, dirigée par la droite de l'ex-« mouvement des nationalistes arabes ».

La gauche fut obligée d'agir, selon son programme, indépendamment de la droite. Les expériences antérieures montrent qu'on ne peut changer une organisation bourgeoise de droite en organisation révolutionnaire de gauche. Elles montrent aussi que la petite bourgeoisie, autant il lui est facile d'adopter des slogans et des positions révolutionnaires théoriques, autant elle peut les vider de leur sens et de leur contenu.

Le 21 février 1969, le F.P.D.L.P. publia un communiqué établissant la nature des rapports antérieurs avec la droite du F.P.L.P. et déclarant le F.P.D.L.P. dégagé de toute responsabilité de l'expérience passée.

(interview accordée au journal « El Hourriya ». Traduction inédite de l'arabe. C.P.A.P.)

Tirée de Document C.P.A.P. n° 5 : Connaître la résistance palestinienne par ses textes. Tome I. Mai 1969.

III

extraits d'une interview accordée à la journaliste tchécoslovaque leonora stradal par un responsable d'El Fath

Question. — Quelles sont les conditions historiques qui ont donné naissance à votre organisation ?

Réponse. — Juste après 1948, quand l'Etat d'Israël a été proclamé sur le territoire de la Palestine et que plus d'un million d'Arabes en ont été expulsés, les jeunes Palestiniens ont adhéré en masse à des partis politiques, pensant que c'était là le meilleur moyen de libérer leur pays. Aucun progrès, cependant, n'a été accompli pendant ces dix-huit ans ; pas un mètre carré de notre sol n'a été libéré. Nous souhaitions que les Nations Unies trouvent une solution pacifique, mais nous n'avions rien obtenu, du fait que cette organisation est dominée par le colonialisme et l'impérialisme américain et britannique. Nous n'avions été gratifiés que de promesses fallacieuses. Il est inconcevable que les Nations Unies aient pu avoir, dans le passé ou le présent, le droit de faire voter le partage de la Palestine comme elles l'ont fait en 1947-48, car nous, natifs de ce pays, n'avons pas participé à ces réunions. Nous restons fidèles à la Charte des Nations Unies qui stipule que les peuples doivent avoir le droit de disposer d'eux-mêmes. Nous, peuple de Palestine, nous devons décider de notre sort sans permettre à une intervention étrangère quelconque de décider à notre place.

Durant ces années, des Palestiniens déçus ont parfois lancé des raids individuels contre Israël par pur désespoir. Ils ne pouvaient pas supporter de voir leur patrie et leurs biens accaparés par d'autres. Mais ces hommes n'étaient pas du tout organisés. Et puis, peu à peu, notre peuple a pris conscience que notre pays ne nous serait pas rendu et que les Palestiniens ne pouvaient compter que sur eux-mêmes. Que nous devions reprendre notre patrie légale, par la force au besoin, et être prêts à donner notre sang, à moins de vouloir rester des réfugiés jusqu'à la fin de nos jours. Al-Fatah a commencé à projeter ses opérations à partir de l'année 1954, en s'inspirant de l'expérience de la lutte libératrice d'autres pays et en suivant les progrès des mouvements de libération populaires en Chine, à Cuba et en Algérie. Cependant, ce n'est qu'en 1965 qu'il a envoyé ses premiers commandos sur le territoire occupé par Israël. Aujourd'hui, nous recevons armes et argent de source purement palestinienne. Ce nouveau mouvement de libération a commencé à coordonner son travail en Israël et procède à des opérations presque quotidiennes qu'il est impossible d'arrêter. Récemment, nous avons accompli vingt opérations par mois.

Question. — Quelle est la théorie idéologique sur laquelle se fonde l'action des commandos ?

Réponse. — Pour que le peuple palestinien puisse retourner dans sa patrie, il faut qu'il soit uni. Mais cette unité est difficile à réaliser du fait que, depuis l'année 1948 où l'Etat d'Israël a été constitué sur le territoire de la Palestine, les Palestiniens ont vécu par nécessité dans des pays divers, sous des régimes différents : socialistes, capitalistes, etc... Leur structure économique a ainsi été détruite. A l'heure actuelle, ils sont divisés aussi bien socialement que politiquement. Le nom même de Palestine a été effacé des cartes. Comment alors arriver à réaliser l'unité dans ces conditions ? Il est impossible d'y parvenir par l'activité politique, nous devons donc commencer

par la lutte armée. C'est là le point de départ du mouvement que nous avons formé.

Nous sommes conscients de la force des éléments anti-révolutionnaires dans le monde arabe et c'est pourquoi nous avons dû former un mouvement clandestin pour ne pas nous heurter à ces forces anti-révolutionnaires.

Question. — Quels sont les objectifs stratégiques d'Al-Fatah ?

Réponse. — Nous avons commencé à former Al-Fatah afin d'avoir un élément capable de travailler en pays occupé et d'atteindre certains objectifs stratégiques. Nos activités militaires ont débuté en 1965, mais nous, les projections et les organisations, depuis dix ans. En premier lieu, nous avons étudié la situation des Arabes en général et celle de la Palestine en particulier, et avons constaté que, pour hâter la mobilisation des masses, nous devions créer des conditions objectives pour une révolution. Vous savez fort bien que, si tout un peuple est affamé, opprimé, ou vit sous la dictature, ou bien s'il est menacé par un ennemi étranger, de telles conditions révolutionnaires peuvent se présenter. Mais les Palestiniens dispersés ne vivaient pas précisément dans de telles conditions. Nous avons dû, par conséquent, matérialiser l'ennemi devant les masses. Cela s'est produit à une échelle réduite : l'agression d'Israël contre un village de Samou, en Jordanie, a amené les habitants à demander des armes pour leur propre défense. C'est un but stratégique que nous avons atteint.

Israël pensait que la destruction de tels villages amènerait la population à manifester pour obtenir des armes et savait que le roi utiliserait la force armée pour tirer sur la population en colère et la mâter. C'est ce que désirait Israël. Mais nous savions que Hussein se trouvait devant le choix suivant : ou protéger les villages contre les représailles israéliennes ou perdre son trône. Cependant, les Américains souhaitaient le voir rester, craignant qu'en cas de destitution quelqu'un de moins coopératif ne prenne sa place en Jordanie. C'est pourquoi, jusqu'à présent, ils n'ont pas voulu que Hussein rejette les demandes des villageois...

En deuxième lieu, nous savons que les forces révolutionnaires et anti-révolutionnaires du monde arabe se sont manifestées sur un pied d'égalité à la conférence au sommet arabe. Nos activités militaires ont donc révélé nettement leur attitude réelle envers notre cause. C'est ainsi que nous avons classé les forces arabes en deux catégories, celles qui sont « pour » et celles qui sont « contre » la Palestine. Ainsi, la Jordanie et le Liban se sont montrés nettement anti-révolutionnaires, alors que la Syrie, la R.A.U., l'Algérie et l'Irak sont apparus comme des forces pro-révolutionnaires. C'était là notre deuxième but stratégique.

Troisièmement, nous avons mobilisé les masses, qui ont fait appel au monde arabe pour le soutien et la défense des activités de guerilla d'Al-Fatah en pays occupé. Cela a été accompli. De plus, nous avons préparé la voie pour l'O.L.P. (Organisation pour la Libération de la Palestine) qui s'est rangée finalement à notre manière de penser. Il faut voir cet affrontement comme une lutte entre nous, Palestiniens, et les sionistes, et non comme une lutte entre les Arabes et Israël. Par conséquent, les natifs de ce pays qui avaient été exilés de leurs terres, luttent maintenant contre les envahisseurs.

Nous portons cette affaire devant l'opinion mondiale qui doit la considérer globalement comme celle de la libération d'un pays et non dans ses détails comme s'il ne s'agissait que de la question des réfugiés ou du détournement d'un fleuve.

Le quatrième but stratégique d'Al-Fatah est de faire cesser pratiquement et effectivement l'occupation sioniste de la Palestine, non la condamner simplement du point de vue politique. Son but est également d'arrêter la mise en valeur du Néguev (1).

---

(1) Qui, et sur ce point, Palestiniens et Israéliens sont d'accord, permet une recrudescence de l'immigration juive (note de l'interviewer).

En un mot, nous désirons prouver au monde que la Palestine est une nation qui mène une lutte légitime contre le sionisme. Et nous voulons forcer l'Etat d'Israël à admettre, d'ici trois ou quatre ans, qu'il ne peut pas continuer à exister. Et alors, il sera prêt à négocier. Quand l'Etat d'Israël a été proclamé, il y a dix-huit ans de cela, ses différents hommes d'Etat réclamaient son extension, afin qu'il englobe le reste de ce qu'on appelle la « Terre d'Israël ». Mais nous, nous disons que dans dix ans, Israël n'existera plus, car sa structure sociale, économique et idéologique se sera désagrégée entre temps.

Question. — Quel est le lien entre les commandos d'Al-Fatah et le peuple ?

Réponse. — Les commandos sont le peuple, ils sont l'expression de l'exaspération croissante du peuple et représentent son avant-garde dans sa lutte libératrice. Notre mouvement a convaincu nos compatriotes palestiniens qu'il y avait de l'espoir et que nous devions libérer notre pays nous-mêmes, sans dépendre de l'aide extérieure. C'est là le but de la première étape de nos opérations.

Quand les autorités libanaises ont torturé à mort un des hommes de nos commandos parce qu'il ne voulait pas dire qui était ses camarades, c'est notre organisation qui a fait sortir le peuple dans les rues de Beyrouth. Quand l'armée a attaqué les manifestants, nos hommes étaient au premier rang. Bon nombre d'entre eux ont été blessés. Affermis par leur courage, ceux qui suivaient ont tenu bon. Nous n'avons pas accès à la radio et autres moyens de communication ou de propagande pour mobiliser la population, mais notre exemple l'inspire. Cependant, les manifestations provoquées à Gaza, en Jordanie et en Syrie à la suite des raids d'Al-Fatah en Israël ont prouvé que les commandos ne sont pas isolés.

Les manifestations populaires dans ces pays vont s'étendre. Dans le passé, ces peuples se sont rendu compte que de simples slogans ne peuvent

pas libérer leur pays. Maintenant ils savent que le mouvement de libération en est capable. Ils sont disposés à se sacrifier pour leur légitime défense, mais ne sont pas encore prêts à renverser les régimes réactionnaires sous lesquels vivent certains d'entre eux. Il est cependant certain que nos activités encourageront l'esprit révolutionnaire.

En plus de cela, le travail d'Al-Fatah et d'Al-Assifa a été rapidement approuvé et soutenu par les Palestiniens au-delà des frontières. Presque toutes les organisations palestiniennes qui, il y a quelques mois encore, étaient divisées sur cette question, admettent maintenant, publiquement ou en privé, que nous sommes l'avant-garde de la lutte pour la libération. Les étudiants palestiniens de nombreuses universités de par le monde sont en train de collecter des fonds pour les envoyer aux familles des membres de commandos qui ont trouvé la mort dans l'accomplissement de leurs tâches.

Question. — Quels sont les groupes de Palestiniens sur l'appui actif desquels vous pouvez compter ?

Réponse. — Dans les révolutions classiques, le prolétariat est révolutionnaire ainsi que les paysans. Mais actuellement, notre révolution n'est pas une révolution socialiste car toutes les classes ont été expulsées. Il ne s'agit pas de libérer l'homme dans son pays propre mais de chasser l'envahisseur. C'est pourquoi toutes les classes doivent s'unir pour chasser les sionistes :

— les Palestiniens aisés peuvent apporter une contribution en argent — nous avons besoin d'argent.

— les paysans peuvent porter les armes — nous avons besoin d'armes.

— les bédouins luttent pour se venger — nous avons besoin de ces nomades.

— le prolétariat sera engagé, car la révolution est dans son intérêt. Néanmoins, nous n'en sommes pas encore au stade de la mobilisation du peuple...

Question. — Quels sont au juste les recrues d'Al-Fatah ? Dans la presse on en parle souvent comme de « terroristes » et de « mercenaires ».

Réponse. — Nous ne sommes pas des « terroristes » mais des révolutionnaires, notre activité fait partie de la révolution arabe et cette révolution elle-même s'intègre dans le mouvement mondial anti-impérialiste. C'est pourquoi nous espérons que toutes les nations progressistes et aimant la paix nous soutiendront dans notre lutte contre l'impérialisme occidental et le sionisme. Nous ne sommes pas non plus des soldats de profession ; les commandos sont formés de paysans et d'étudiants. Dire qu'ils sont soudoyés est faux. Ces hommes se portent comme volontaires pour ce travail en étant profondément convaincus qu'ils vont ainsi contribuer directement à la lutte de libération. On s'imagine à tort qu'ils sont « payés » parce que, s'ils sont tués, leurs familles sont assurées de recevoir des fonds pour leur subsistance, fonds qui sont collectés parmi d'autres Palestiniens.

Question. — Diriez-vous que vos pertes sont lourdes ou légères ?

Réponse. — Nos pertes ont été étonnamment légères. Nous prévoyions des sacrifices plus grands. Cela est dû à notre tactique et à notre soutien. D'autre part, nous avons perdu plus d'hommes après leur retour en Jordanie que pendant les opérations elles-mêmes. Le service secret jordanien, financé par les impérialistes américains, a reçu l'ordre d'abattre nos hommes. Jusqu'à présent, nos commandos ont pour instruction de ne pas faire feu sur les troupes jordaniennes ; ce sont des Arabes — nos frères.

Question. — Les Israëliens se sont plaints que les raids d'Al-Fatah soient dirigés contre les civils et non contre les objectifs militaires. Est-ce exact ?

Réponse. — Nous attaquons des objectifs militaires et stratégiques. Nous ne visons pas les civils mais laissons derrière nous des tracts demandant aux Israéliens de ne pas attaquer ou menacer les civils arabes.

Question. — Comment sont exécutées les opérations d'Al-Fatah ?

Réponse. — Nous choisissons comme guides les Palestiniens qui ont dû quitter leur pays dans les années 1947-48, alors qu'ils avaient 20 ou 25 ans. Ils connaissent le pays, sa topographie et les conditions locales. Ils escortent les jeunes qui ne connaissent pas Israël et emportent armes et munitions. Ces escouades restent dans les villes et les villages jusqu'à ce que l'opération soit achevée. Nous laissons derrière nous des tracts informant les Juifs que nous ne sommes pas contre les femmes et les enfants, mais seulement contre les militaires qui protègent leur Etat et nous empêchent de rentrer chez nous. Par principe, nous n'opérons pas dans les villages arabes, en Israël, nous ne voulons pas donner aux Israéliens un prétexte pour tuer nos frères.

Question. — Quelle est la réaction d'Israël à ces opérations ?

Réponse. — Les Israéliens deviennent de plus en plus inquiets, mais le gouvernement minimise toujours les dommages que nous avons causés et mentionne rarement dans la presse les objectifs militaires ou stratégiques que nous avons attaqués et détruits. Le gouvernement israélien ne veut pas que les Juifs et les étrangers pensent que notre action est efficace, cela porterait préjudice aux affaires... Nous rappelons avec ironie une récente information parue dans un journal israélien, annonçant que le ministre de la Défense avec d'autres officiers et hommes d'Etat de haut rang sont allé visiter une « ferme d'élevage de poulets » dynamitée par les commandos palestiniens...

Question. — Quelle est votre attitude envers le peuple juif en tant que tel ?

Réponse. — Nous voulons qu'on comprenne que nous n'avons rien contre les Juifs. Nous sommes contre le sionisme qui a chassé notre peuple de son pays et qui est un mouvement de discrimination raciale opprimant nos frères palestiniens qui sont restés là-bas. Nous pouvons le comparer à l'« apartheid » de Ian Smith et d'Afrique du Sud.

(publié dans les « Temps Modernes », 253 bis, 1967)

IV

lettre à une étudiante juive (la commune de Jérusalem) [1]

(extraits)

par **emmanuel lévyne**

...La réalité, c'est qu'il faut partir d'une Palestine arabe, — c'était son destin naturel et elle le redeviendra tôt ou tard. L'Etat d'Israël est condamné à dépérir, comme cela commençait à se faire avant la guerre du 5 juin, qui était précisément une réaction énergique pour arrêter ce dépérissement naturel, — cette guerre avait pour objectif de rappeler en masse capitaux, cerveaux et bras qu'il ne cessait de perdre. Mais cette Palestine arabe devra obligatoirement avoir une vocation internationale et interconfessionnelle pour être acceptée par le monde, elle sera plus ouverte que les autres pays arabes, et par là même elle serait le lieu le plus favorable pour des expériences de mondialisation, des tentatives d'internationalisation. Il est évident que la Palestine arabe ne pourra pas être aussi arabe que l'Egypte ou l'Algérie ; elle aura tout intérêt à demeurer ouverte et hospitalière, principalement aux Juifs et aux Chrétiens, qui devront s'y sentir « comme chez eux ». Mais les Arabes se fermeront et refuseront toute ouverture internationaliste si nous, Juifs, nous voulons leur imposer notre présence, notre occupation, notre volonté nationaliste par la force brutale. *Les sionistes savent bien au fond d'eux-mêmes qu'ils ne sont pas faits pour demeurer en Palestine, ils sont trop occidentalisés, américanisés et ils la quitteront naturellement, sans même que les Arabes les « rejettent à la mer », comme cela se fait déjà actuellement (dans « Le Monde » d'aujourd'hui, j'ai lu que des centaines de médecins israéliens avaient émigré aux Etats-Unis) ; c'est pourquoi ils se conduisent envers les Arabes d'une manière si totalitaire, si militaire et si peu politique : ils ne cherchent pas à assurer leur avenir dans cette partie du monde autrement que par la force des armes qui ne leur sera pas toujours si favorable ; ce sont des colonialistes attardés du siècle dernier dont le destin ne peut être que celui des Français d'Algérie.* Si des Juifs, surtout des jeunes, pensent qu'ils ont un rôle à jouer avec les Arabes, qu'ils ont une place à s'assurer dans leur pays, en Palestine, en particulier, alors, ils doivent se préparer à prendre la relève des sionistes et des Israéliens, en adoptant des méthodes tout autres et en s'engageant dans des voies diamétralement opposées, ce qui les conduira inévitablement à s'opposer violemment à l'Etat d'Israël tant qu'il existera et à prendre parti contre lui, donc pratiquement à se sentir solidaires des Arabes en lutte contre l'impérialisme et le sionisme.

(1) Publiée dans « Judaïsme contre Sionisme », Ed. Cujas.

V

les rabbins et le sionisme (Sépher Daath Harabanim) [1]

Préface

Béni soit le Nom

Nous constatons que quelques rabbins sont tombés dans le piège qui leur était tendu, ils se sont laissé atteindre par la corruption sioniste. Les « sionistes » agissent avec ruse : ils adressent à des rabbins des lettres personnelles tournées de telle manière que les rabbins inconscients, ignorant leurs procédés malins, et ne voyant pas la fosse qu'ils creusent pour y faire tomber toute la maison d'Israël et la sainte Thora, se laissent prendre à leur séduction, et ils leur répondent dans le sens de leurs rêves et de leurs désirs. Les « sionistes » publient leurs lettres dans leur presse pour aveugler le peuple en faisant croire que les rabbins sont avec eux. Nous avons appris que la plupart des arguments de ces rabbins sont tirés du Livre « Derichat Tsiyon » du Gaon Ratsak, que son souvenir soit béni, qui, lui, était de bonne foi, car il voulait fonder une œuvre pure et sainte selon la voie de la sainte Thora écrite et de la Tradition ; mais eux ont recouvert et caché les vêtements impurs et souillés du sionisme avec des vêtements purs et saints ; ainsi ils se sont on ne peut plus éloignés de la voie de Ratsak, que son souvenir soit béni.

Afin que l'on sache dans le public que les rabbins qui portent véritablement le drapeau de la Thora n'approuvent pas les « sionistes », nous avons agi, comme doivent le faire les hommes pieux qui craignent le Seigneur : s'engager et se battre pour la cause de Dieu.

Nous nous sommes adressés à un certain nombre de rabbins pour leur demander leur opinion sur le sionisme, et nous avons remis leurs réponse à un de nos collègues afin qu'il les ordonne en vue de leur publication.

Au nom des grands rabbins en Israël, je ferai un discours d'ouverture, car, en vérité, il est nécessaire de percer les murs de la maison obscure du sionisme et d'y pratiquer des ouvertures afin de voir ce qui s'y passe et de faire apparaître à la lumière du jour sa corruption ; car le sionisme est une plaie douloureuse, une calamité qui nous arrive.

Bien que ce soit dans les mœurs des agents du sionisme d'injurier et d'insulter ceux qui osent s'opposer à leur idéologie, c'est un honneur d'être attaqué par eux et c'est honte d'être honoré et glorifié par eux. En vérité,

(1) Préface au recueil de lettres de grands rabbins sur le sionisme, publié par Abraham Baruk Steinberg, Varsovie, 1902. Cité par E. Levyne dans « Judaïsme contre Sionisme », Editions Cujas.

mieux vaudrait ne pas avoir à intervenir, car il faut fuir la renommée et demeurer caché ; mais les temps actuels exigent d'agir pour Dieu afin d'ouvrir les yeux aveugles. C'est pourquoi nous nous voyons contraints d'œuvrer, afin de faire apparaître la vérité aux yeux de tout homme raisonnable et de bonne foi.

En vérité, pour bien faire, il faudrait que ces lettres soient insérées dans les journaux qui publient les écrits de ceux qui sont séduits par le sionisme, afin que le public ait connaissance des opinions des uns et des autres et puisse ainsi juger en toute équité. Mais pour cela, il faudrait que ces journaux n'aient pas peur de faire éclater la vérité. Ce n'est malheureusement pas le cas, ils nous interdisent leurs colonnes, ils refusent de publier ce qui est contre le sionisme. C'est pourquoi nous n'avons pas d'autre moyen que de rassembler ces lettres et de les publier en un volume. Cependant, tous les directeurs de journaux sont autorisés à reproduire les lettres et les textes de ce livre, à la condition qu'ils ne touchent pas à leur contenu, qu'ils n'ajoutent, ni ne retranchent rien, qu'ils n'introduisent pas leurs pensées entre les lignes, qu'ils ne les coupent pas ; s'ils désirent y répondre, qu'ils placent leurs textes à part. Ainsi le peuple jugera et il verra que les « sionistes » ne sont pas pour nous, mais pour les ennemis d'Israël.

QUI EST AVEC DIEU VIENNE A NOUS

VI

le conflit palestinien

par m. machover et e. lobell

Le conflit du Moyen-Orient est en premier lieu un conflit palestinien, plutôt que judéo-arabe ou moyen-oriental : il concerne en premier lieu le peuple palestinien, car c'est lui qui a été privé de ses droits nationaux et c'est lui qui est engagé dans la lutte pour l'affirmation de ses droits.

La Palestine est la patrie de deux peuples : le peuple palestinien arabe et le peuple israélien juif. Il en résulte que l'expression libre des droits nationaux des deux peuples doit être satisfaite dans un seul pays. Notre soutien est acquis aux révolutionnaires des deux côtés qui luttent pour la solidarité internationaliste, pour qu'aucun des deux peuples n'impose sa solution — une solution nationaliste — sur l'autre peuple. Le sionisme signifie la domination du peuple arabe par le peuple juif ; c'est l'état des choses à l'heure actuelle. La domination du peuple juif par les arabes est le but des éléments chauvins dans le monde arabe. Nous devons combattre l'une comme l'autre des deux formes de chauvinisme et de réaction sociale.

La seule façon de résoudre les problèmes nationaux est de les dépasser, et la seule façon d'y arriver est de lutter pour le droit de chaque peuple à décider de son propre sort. Dans le cas de la Palestine cela signifie :

— le peuple israélien-juif et le peuple palestinien-arabe, ou les peuples juifs et arabes de la Palestine (ou Chanaan), ne peuvent pas déterminer leur propre sort sans prendre en considération en même temps les droits nationaux de l'autre peuple ;

— la création, ou plutôt le maintien, d'un état juif séparé — Israël — implique la négation des droits nationaux du peuple arabe ; toute solution qui envisage la création d'un état palestinien arabe signifierait la négation des droits nationaux du peuple israélien ;

— la création d'une Palestine démocratique, sans discrimination ethnique ou religieuse, quelqu'en soit le groupe ethnique qui détient la majorité, est la seule solution permettant une expression libre des droits des deux peuples.

Le droit de décider de son propre sort est actuellement nié au peuple palestinien arabe, qui a engagé une lutte armée pour l'affirmation de ses droits nationaux. Le peuple israélien juif, bien que disposant formellement de ses droits nationaux, n'exerce ses droits actuellement que par l'oppression de l'autre peuple, et de ce fait il n'est pas libre lui-même. Le peuple israélien

juif est dominé par ses éléments nationalistes et réactionnaires, étroitement liés et dépendants du mouvement sioniste mondial et du capitalisme juif, lui-même un allié, une partie intégrante et un outil de l'impérialisme occidental. Le rôle imparti par le sionisme mondial et par la réaction locale à l'ouvrier israélien, celui-ci a le choix entre devenir l'assassin du résistant arabe ou d'être assassiné à son tour.

Notre but est de contribuer à l'émergence d'une lutte révolutionnaire commune aux deux peuples, qui, dans les circonstances actuelles, est la seule voie permettant la libre expression des droits des deux peuples à décider de leur propre sort. La lutte armée engagée par le peuple palestinien pourrait être la première phase de ce processus révolutionnaire.

La solution correcte et révolutionnaire du problème palestinien est d'une importance capitale pour toute la région. La lutte populaire armée, pour autant qu'elle dépasse le cadre et les idéologies nationales, qu'elle devienne la lutte commune des deux peuples, renforcera la lutte anti-impérialiste des pays arabes, et contribuera à la création de l'Union Socialiste des pays du Moyen-Orient, qui est le but final et la seule solution stable aux problèmes nationaux et sociaux de la région, y compris le conflit israélo-arabe.

Paru dans ISRAC, revue publiée par le C.A.R.I.S.E.
(Comité d'action révolutionnaire israélien à l'étranger)
N° 1 - Juillet 1969

TU ES UN ALLEMAND
TU DOIS SOUTENIR LE
NAZISME.



TU ES UN FRANÇAIS
TU DOIS SOUTENIR LE
PÉTAINISME.



TU ES UN JUIF
TU DOIS SOUTENIR
LE SIONISME.



WOLINSKI

JE SUIS PALESTINIEN

IMPOSSIBLE ! VOUS N'EXISTEZ PAS

POUVEZ VOUS ME TENIR ÇA UNE MINUTE ?

OUAH ! UNE GRENADE !

JE NE COMPRENDS PAS QU'ON AIT PEUR DE QUELQUE CHOSE QUI N'EXISTE PAS

MON PROBLEME C'EST MON EXISTENCE PAS LA VÔTRE

WOLINSKI

bibliographie

La bibliographie que nous proposons à nos lecteurs a été nécessairement le fruit d'un choix. Elle indique essentiellement les ouvrages, revues et autres documents que les participants à ce numéro ont pu consulter. Pour une information plus complète, nous renvoyons le lecteur

— en ce qui concerne les travaux en français, aux bibliographies extrêmement fournies établies par leurs auteurs dans les ouvrages suivants :

- Nathan Weinstock : Le sionisme contre Israël
- Maxime Rodinson : Israël et le refus arabe

— en ce qui concerne les travaux en arabe, au Catalogue des publications du Centre de Recherche du Bureau de l'O.L.P. à Beyrouth Liban.

I — En français

A — *Ouvrages*

1) Aspects historiques et juridiques

- Lorand Gaspar. Histoire de la Palestine (petite bibliothèque Maspéro). Historique de la Palestine depuis les origines. Montre les racines historiques du peuple palestinien et de la Palestine arabe. Histoire de la pénétration sioniste depuis 1917 avec l'appui impérialiste, et de la résistance palestinienne (150 p.).
- Simon Jargy. Guerre et paix en Palestine, ou l'Histoire du Conflit israélo-arabe (1917-1967). Ed. de la Baconnière. Neuchâtel. Suisse. 1968. Démarche descriptive peu convaincante.
- Prélude à Israël
- Palestine, Terre de promesses et de sang
- Le conflit israélo-arabe
- Le pétrole arabe dans la guerre
- De Suez à Akaba
- Les surexilés
- La question palestinienne

Editions Cujas. Paris.

Ouvrages constituant la collection « Le Dossier arabe ».

Reprenant pour la plupart les publications du Centre de Recherches de l'O.L.P. Beyrouth.

- Maxime Rodinson. Israël et le refus arabe. Ed. du Seuil. Paris.
- S.N.E.D. Algérie. La question palestinienne.
Travaux du Colloque des juristes arabes sur la Palestine tenu en juillet 1967. Les aspects du droit international sur le problème palestinien et les causes immédiates de juin 1967.

2) Réalités du sionisme

- Sabri Gerics. Les arabes en Israël (Cahiers Libres. Maspéro), précédé de « Les juifs et la Palestine » par Elie Lobel.
Deux études également importantes. Celle sur « Les arabes en Israël » d'un juriste arabe vivant en Israël montre de l'intérieur la réalité du racisme israélien et du sort fait aux arabes « étrangers dans leur patrie ».
L'étude sur « les juifs et la Palestine » est une longue introduction écrite par un militant juif antisioniste sur les courants politiques sionistes face aux palestiniens, les attaches de ces courants avec l'impérialisme, et sur les courants politiques israéliens antisionistes.
- Escalade
- Intoxication

(Escalade, Intoxication) Excellents démontages du rôle de la presse dans l'intoxication sioniste.

- Marc Hillel. Israël en danger de paix (Fayard).
- Saül Friedlander. Réflexions sur l'avenir d'Israël (Le Seuil).
Ces deux ouvrages d'auteurs sionistes convaincus sont plus que bien des études démonstratifs de l'impasse du sionisme pour l'avenir des populations qui y participent.

- A. Lilienthal. What price Israël? (Edité aux U.S.A. en anglais).
- Nathan Weinstock. Le sionisme contre Israël (Maspéro. Cahiers Libres). 600 p. Deux parties égales :
— genèse du sionisme jusqu'à la fondation de l'état d'Israël
— nature sioniste et raciste de cet état, ses impasses, ses propositions. Cet ouvrage d'un auteur passé du sionisme au marxisme représente une importante documentation, sans doute inégalée, sur les origines et le développement du sionisme en Europe et son implantation en Palestine. L'auteur, de même que le courant politique auquel il appartient (tendance trotzkiste) bien que représentant un courant avancé dans l'opinion juive, reste cependant attaché à l'idée d'une « nation israélienne » qui devra s'intégrer à la nation palestinienne.

3) Problème juif

- Karl Marx. La Question juive (vient d'être réédité dans la collection 10/18).
- Isaac Deutscher. Essais sur le problème juif. Ed. Payot. 1969.
- A. Léon. La conception matérialiste de la question juive (Ed. E.D.I. 1968).
Œuvre d'un militant révolutionnaire marxiste, écrite sous l'occupation allemande en Belgique.
- G. Friedman. Fin du peuple juif? Col. Idées. Gallimard.
- E. Lévyne. Judaïsme contre sionisme. Ed. Cujas.
Œuvre d'un juif religieux antisioniste.

4) Judaïsme et monde arabe.

- S. Goiten. Juifs et Arabes. Ed. de Minuit. 1957.
- A. Neher. La philosophie juive médiévale (Histoire de la philosophie. La Pléïade. Paris 1969).

5) Révolution palestinienne

- A. Francos. Les Palestiniens (Julliard. 1968).
- C.P.A.P. Toulouse. Connaître la résistance palestinienne par ses textes.

B — *Revues. Numéros spéciaux. Publications de...*

- *Les Temps Modernes.* N° spécial (253 bis). Juillet 1967, intitulé « le conflit israélo-arabe.
  Composé à la veille de l'agression de juin 67, comprend des études de partisans de la cause arabe et de partisans sionistes.
- *Revue Herytem.* N° spécial sur la Palestine.
  Paru récemment. Comprend plusieurs études importantes sur la question, notamment sur les concepts racistes et sur l'opposition judaïsme-sionisme. Hermès Herytem. II, rue de Beauvais. Paris 5°.
- *Luttes anti-racistes.*
  Revue du « Mouvement contre le racisme anti-arabe ».
  N° spécial édité à propos du 15 mai. Important recueil de documents politiques (Programmes d'El Fath et du F.P.L.P. Etudes sur la Palestine et le sionisme. Critique du racisme en France).
  Nolot Benoît. Maison Internationale. 21 boulevard Jourdan. PARIS 14°.
- *Témoignage chrétien.* 2 cahiers spéciaux.
  « Jérusalem et le sang des Pauvres »
  « Pour un juste règlement du Problème Palestinien ».
  49 Faubourg Poissonnière. Paris 9°.
- *Lutte Palestinienne.* Organe de liaison des Comités Palestine de Paris. N° spécial élaboré par les Comités d'Action de Saint-Cloud.
  « La lutte de libération nationale du peuple palestinien ».
  M. Rose. A avenue Pozzo di Borgo. Saint-Cloud 92.
- *Bulletins U.N.F.P.*
  Bulletin n° 1. Paris 1967.
  Mehdi Ben Barka : « Le rôle d'Israël en Afrique ».
- *Analyses et documents.* Publications du Comité Permanent d'Action pour la Palestine de Toulouse. Titres paru :
  Nous n'accepterons jamais
  De fait accompli en fait accompli
  Un système de domination particulier, une guerre de libération classique
  La vraie nature de l'état d'Israël
  Connaître la résistance palestinienne par ses textes (déjà cité)
  C.P.A.P. s/c A.E.M.N.A. 15 rue des Lois. Toulouse.
- *Bulletin du Groupe de Recherche et d'Action pour le Règlement du Problème Palestinien* (M. Rodinson)
  mensuel. Polycopié. G. Moll. 68 rue Laprouste. Paris 15°.
- *Bulletin de l'Association d'amitié franco-arabe,* mensuel d'obédience gaulliste (dit de gauche). Néanmoins en raison de la présence en son sein d'orientalistes connus (V. Monteil, etc.), fait un travail de clarification historique non négligeable.
  49 rue de la Harpe. Paris 5°.

- *Bulletin du CARISE* (Comité d'action révolutionnaire israélien à l'étranger). Proche de l'Organisation socialiste israélienne (antisioniste) qui publie clandestinement en Israël la revue « Matzpen » et à Londres « ISRAC ». Claire Halloin. 11 rue Ernestine. Paris 18°.

II — En Arabe.

A — *Ouvrages*

1) Publications du Bureau de Recherches de l'O.L.P. Beyrouth.
Créé en février 1965 à Beyrouth par l'O.L.P., le Bureau de Recherches de Beyrouth se proposait comme but de réunir « tous les renseignements, vérités, documents, publications concernant le problème palestinien dans le but de les classer, de les organiser afin qu'ils puissent servir les chercheurs, les écrivains et les spécialistes à l'échelle palestinienne ainsi que de publier et de diffuser dans toutes les langues les études et recherches sur le problème palestinien.
Les publications du Centre se répartissent sur 7 séries :

- Livres sur la Palestine
- Essais sur la Palestine
- Les monographies de la Palestine
- Chronologie de la Palestine
- Faits et chiffres
- Publications spéciales
- Cartes de la Palestine

Signalons à titre indicatif :

a) Série monographies de la Palestine (64 titres)

- Fayez Sayagh. Le colonialisme sioniste en Palestine (arabe, anglais, français, allemand, danois).
- Abdelwahab Kilani. Le Kibboutz.
- As'ad Abderrahman. La pénétration sioniste en Asie.
- As'ad Razzouq. Aperçu sur les partis politiques israéliens.
- Yusuf Muruwa. Les dangers du progrès scientifique en Israël.
- Abdallah Attariqui. Le pétrole arabe, une arme dans la bataille.
- Ghassan Kanafani. La littérature sioniste.
- Ibrahim Al 'Abid. Le Mochav.
- Aziz Al'Adma. La gauche sioniste.

b) Livres sur la Palestine (21 titres)

- Yusuf Sayagh. L'économie israélienne.
- Laïla Salim Al Qadi. Les conférences arabes au sommet et le problème palestinien.
- Anis Al Qassim. La préparation révolutionnaire à la lutte de libération.
- Naji 'Allouche. La résistance arabe en Palestine.
- Groupe de chercheurs. De la pensée sioniste contemporaine.

- Mme Yasri Jawharia 'Arnitah. Les arts populaires en Palestine.
- Yusuf Chabl. L'économie israélienne.
- Ibrahim Al 'Abid. Le manuel du problème palestinien.

c) Essais sur la Palestine (11 titres)

- Hassan Sa'b. Sionisme et racisme.
- Fayez Sayagh. La Palestine et le nationalisme arabe.
- Sami Haddawi. Le dossier palestinien.

d) Faits et chiffres (21 titres)

- Fayez Sayagh. Enseignement et discrimination raciale en Palestine.
- As'ad Abderrahman. L'aide américaine et allemande à Israël.
- Ya'qoub Khoury. Les droits de l'homme en Palestine occupée.
- Lotf Al 'Abid. Les dirigeants de l'armée israélienne.

Certains de ces ouvrages ont été traduits en anglais, espagnol, français, allemand et danois.

B — *Autres ouvrages. Revues. Publications de...*

Nous renvoyons le lecteur à la bibliographie que nous avons établie dans le numéro de SOUFFLES en arabe.

index des participants

analyses

Ismaïl Alaoui

né en 1940 à Salé. Assistant de géographie au Centre Universitaire de la Recherche Scientifique. Rabat.

Abdelaziz Belal

né en 1932 à Taza. Militant progressiste. Economiste. Professeur à la Faculté de Droit. Rabat. A publié « L'investissement au Maroc. 1912-1964 », thèse de doctorat. Ed. Mouton, 1969.

Jamal Bellakhdar

né en 1947 à Tanger. Pharmacien biologiste. Un des animateurs du C.P.A.P. (Comité permanent d'action pour la Palestine de Toulouse). Responsable politique et technique des publications du C.P.A.P.

Omar Benjelloun

né à Berguent en 1936. Militant. Avocat. Collaborateur de l'hebdomadaire en langue arabe « Palestine ».

Mostéfa Lacheraf

né en 1918 à Sidi Aïssa (Sud Algérois). Militant révolutionnaire et écrivain. A publié « L'Algérie, nation et société ». (Maspéro). Actuellement ambassadeur d'Algérie en Argentine.

Abdallah Laroui

né en 1933 à Azemmour. Diplômé d'Etudes Supérieures d'Histoire et agrégé d'arabe. Professeur à la Faculté des Lettres de Rabat. Auteur de l'essai « L'idéologie arabe contemporaine » (Maspéro).

Abraham Serfaty

né en 1926 à Casablanca. Ingénieur des Mines. Professeur à l'Ecole Mohammedia d'Ingénieurs de Rabat. Milite dans le mouvement national depuis 1944.

textes littéraires

Etel Adnan (Liban)

née en 1925 à Beyrouth. Poètesse. Peintre. A publié Moonshots en 1966. Beyrouth. A fait plusieurs expositions de peintures et tapisseries.

Malek Alloula

né en 1938 à Oran. A publié « Villes » (Col. Atlantes. 1969. Rabat) et plusieurs textes dans SOUFFLES.

Driss Chraïbi

né en 1926 à El Jadida. Ecrivain. A publié plusieurs romans en France dont « Le Passé Simple », « les Boucs », « l'Ane ». Vit en France depuis plus de 20 ans. Parti récemment au Canada où il enseigne, à l'Université Laval, la littérature maghrébine.

Samih Al Qassim

né à Zarqa en 1939. Palestinien. Est assigné à résidence par les autorités sionistes au village de Kfar Rama en Galilée depuis 1967. A publié plusieurs recueils de poèmes dont « Fumée de volcans » 1968 et « La chute des masques » 1968.

Abdellatif Laâbi

né en 1942 à Fès. A publié « Race » en 1967 et « L'œil et la nuit » en 1969.

Abdelkader Lagtaâ

né en 1946 à Casablanca. A publié dans SOUFFLES plusieurs textes.

Abdelaziz Mansouri

né en 1943 à Salé. A publié dans SOUFFLES plusieurs textes.

E.M. Nissaboury

né en 1943 à Casablanca. A publié des textes dans SOUFFLES et une plaquette « Plus haute mémoire » 1968.

action plastique

Tahar Benjelloun

né en 1944 à Fès. Enseignant. A publié des textes dans SOUFFLES.

Saâd Benseffaj

né à Tétouan en 1939. Peintre et professeur à l'Ecole des Beaux-Arts de Tétouan.

Mohammed Chebaa

né en 1935 à Tanger. Peintre. Un des promoteurs de l'exposition de Jamaa Lafna à Marrakech.

Mohammed Hamidi

né en 1938 à Casablanca. Peintre et professeur à l'Ecole des Beaux-Arts de Casablanca.

Abdallah Hariri

né en 1949 à Casablanca. Graphiste

Mohammed Melehi

né en 1936 à Asilah. Peintre. Un des promoteurs de l'exposition de Jamaa Lafna à Marrakech.

Ali Noury

né en 1948 à Casablanca. Ancien élève de l'Ecole des Beaux-Arts de Casablanca.

Wolinsky

caricaturiste polonais. Soutient la lutte du peuple palestinien. Contribue par ses caricatures à combattre le racisme anti-arabe en France. Français.





15 SPECIAL 5 DH